

ALGÉRIE - TURQUIE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue turc

P.24

ALGÉRIE - LIBYE

L'Algérie disposée à soutenir la Libye dans la résolution de certains problèmes soulevés

P.24

ANP

Saïd Chanegriha préside une cérémonie en l'honneur des Cadets de la Nation, lauréats du Baccalauréat et du BEM

P. 3

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE COVID-19

Un large front commun

Alors que l'épidémie de Covid-19 frappe encore avec son lot quotidien de contaminations et de décès, le pouvoir exécutif, l'ANP, le personnel de santé le citoyen se mobilisent dans un large front commun destiné à sensibiliser et à réunir les moyens nécessaires pour préserver la santé du citoyen.

DKnews

P.p 3-5-8-10



ALGÉRIE SOUDAN

Lamamra en visite officielle à Khartoum

P. 24

PRODUCTION DE VACCIN ANTI COVID-19

Une délégation de SINOVAC sur le site de production de Constantine 1 du groupe Saïdal

P. 3

LUTTE CONTRE LA COVID-19

Acquisition d'un million de doses de vaccin et 750 unités d'équipements de concentrateurs d'oxygène

P. 3

SANTÉ

PROBLÈMES DE VUE

Quand faut-il se faire dépister ?

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (Mise à jour)

Le CRB domine la JSK (2-1) et conforte sa place de leader

P. 22



MÉDIAS
Le ministère de la Communication retire l'accréditation à la chaîne de Télévision El-Arabia

P. 16

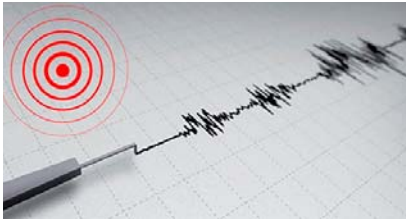
TIPAZA

Deux femmes retrouvées calcinées dans leur domicile à Bousmail

P. 2

SECOUSSES TELLURIQUES

De 3,1 degrés à Ain Defla....



Une secousse de magnitude 3,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée samedi à 09H28 dans la wilaya de Ain Defla, a annoncé le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG), dans un communiqué.

L'épicentre de la secousse a été localisé à 2 km sud-Ouest de Ain Bouyahia (W. Ain Defla), précise la même source.

... de 4,5 degrés à Tipaza...

Une secousse de magnitude 4,5 degrés sur l'échelle de Richter a été enregistrée samedi à 03H01(heure locale) dans la wilaya de Tipaza, a annoncé le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG), dans un communiqué. L'épicentre de la secousse a été localisé à 06 km sud-Ouest de Beni mileuk (w Tipaza), précise la même source.

... et de 3,5 degrés sur l'échelle de Richter Mila (CRAAG)

Une secousse de magnitude 3,5 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 17H31 dans la wilaya de Mila, a annoncé le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG), dans un communiqué.

L'épicentre de la secousse a été localisé à 3,5 km Nord-Ouest de Hamala, précise la même source.

TIZI-OUZOU - COVID-19

Réactivation de la cellule d'écoute psychologique du CHU Nedir Mohamed



La cellule d'écoute et de soutien psychologique du centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir Mohamed de Tizi-Ouzou, destinée à assister les citoyens durant la pandémie de la Covid-19, a été réactivée, a annoncé vendredi un de ses membres.

Le maître assistant en psychiatrie au CHU, le Dr Sofiane Zeggane, a souligné que la cellule d'écoute, réactivée depuis jeudi, est "dédiée à l'accompagnement psychologique, à la sensibilisation, à l'information Covid-19, à la vaccination et à l'information médico-psychologique fiable".

La cellule est animée par une équipe de psychiatres, psychologues et résidents qui sont à l'écoute au 0556 75 25 62, de tous ceux qui ont besoin d'un accompagnement psychologique durant cette crise sanitaire, a-t-il précisé.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

M. Benbahmed reçoit une délégation de la CAP



Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Abderrahmane Djamel Lotfi Benbahmed a reçu mercredi une délégation de la Confédération algérienne du patronat (CAP), conduite par M. Mohamed Taffarte, président de la Fédération nationale de la santé, activant sous la bannière de cette organisation patronale, a indiqué le ministère.

Tenue au siège du ministère, la rencontre a été axée sur "les moyens susceptibles de mobiliser les membres de la CAP pour faire face à la pandémie, notamment en termes d'acquisition et de maintenance des dispositifs et concentrateurs d'oxygène", a publié la tutelle sur sa page officielle Facebook.

ACCIDENTS EN ZONES URBAINES

7 morts et 354 blessés en une semaine



Les services de la Sûreté nationale ont fait état, mercredi dans un communiqué, de 292 accidents de la circulation en zones urbaines entre les 20 et 26 juillet en cours, ayant fait 7 morts et 354 blessés.

Comparativement aux statistiques de la semaine passée, le bilan a fait ressortir une baisse du nombre des accidents (-35), des décès (-6) et des blessés (-9).

Selon les données, plus de 95 % de ces accidents sont dus au facteur humain (non respect du code de la route et de la distance de sécurité, excès de vitesse, fatigue, manque de concentration lors de la conduite et autres raisons liées à l'état du véhicule).

TIPAZA

Deux femmes retrouvées calcinées dans leur domicile à Bousmail

Les services de la Protection civile ont trouvé, mercredi matin, les corps calcinés de deux femmes dans leur domicile à Bousmail (Est de Tipaza), a-t-on appris auprès de ces services.

Les éléments de la protection civile ont évacué, mercredi à 5h50 du matin, les corps calcinés de deux femmes de leur domicile, situé à la "Zenket Laarab" à la commune de Bousmail, à la morgue de l'hôpital de Koléa, a précisé à l'APS la cellule de communication de la direction de protection civile de Tipaza.

Il s'agit de deux sœurs âgées de 62 et 72 ans qui se trouvaient à l'étage supérieur de leur domicile qui a complètement brûlé, a ajouté la même source.

Une enquête a été diligentée dans ce sens pour définir s'il s'agit d'un acte criminel ou un accident, selon une source sécuritaire de la wilaya de Tipaza.

GHARDAÏA

773 appels sur les numéros verts de la police



Pas moins de 773 appels téléphoniques de citoyens ont été enregistrés, via les numéros verts, par les différentes unités de la sûreté de wilaya de Gharadaïa durant le mois de juin écoulé, indique mercredi un communiqué de la cellule de communication de cet état de wilaya.

Les appels de citoyens à travers plusieurs lignes téléphoniques vertes mise à leurs disposition gratuitement (17, 104 et 1548) a permis de porter secours et d'élucider plusieurs affaires rapidement, en précisant notamment le lieu de l'intervention ou de la scène du crime, précise le communiqué.

Ces appels téléphoniques ayant porté pour la plupart sur des accidents de circulation, le signalement de vol, de disparition, d'incendie, ou al demande renseignement, ont permis d'optimiser et de réduire les délais d'intervention de la police sur la voie publique, en désignant la brigade mobile la plus proche pour entamer les procédures légales nécessaires, est-il ajouté.

ORAN

Dégradations sur le réseau électrique



La Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDO) à Oran a enregistré plusieurs cas d'agression sur les équipements des transformateurs électriques ainsi que le vol de câbles de cuivre du réseau de distribution de l'électricité, a-t-on appris mercredi de cette société.

Ces cas d'agressions signalés récemment, ont entraîné de nombreuses perturbations dans l'approvisionnement en énergie électrique et enregistré des pertes financières et matérielles "importantes" à la direction d'Oran de la SDO, sans compter les désagréments causés aux citoyens, a expliqué un communiqué de la SDO dont une copie a été remise à l'APS.

La direction d'Oran de la SDO a déposé une plainte auprès des autorités compétentes pour mettre fin à ce phénomène au niveau des communes d'Oran et de Bir El Djir, a-t-on indiqué.

Pour rappel, la direction d'Oran de la SDO supervise les communes d'Oran et de Bir El Djir, alors que la direction d'Es Sénia couvre le reste des communes de la wilaya.

CHÔMAGE DANS LE SUD Le Président Tebboune approuve la composition d'une délégation ministérielle pour trouver des solutions pratiques (Merad)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a donné son accord pour la composition d'une délégation ministérielle regroupant les représentants des secteurs à même de contribuer à trouver des solutions pratiques au dossier du chômage dans les wilayas du Sud du pays, indiqué mercredi un communiqué du Médiateur de la République, Brahim Merad.

"L'initiative qui a vu le jour suite à l'audience accordée par le Médiateur de la République aux représentants des chômeurs dans la wilaya de Ouargla, en vue de prendre en charge le dossier de l'emploi dans les wilayas du Sud, a été couronnée par l'approbation du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune de former une délégation ministérielle regroupant les représentants des secteurs à même de contribuer à trouver des solutions pratiques à ce dossier", a précisé le communiqué. "La Médiation de la République coordonne actuellement avec ces différents départements en préparation de la rencontre qui sera organisée ultérieurement avec les représentants des chômeurs, au terme de laquelle des concertations sur leurs revendications seront entamées en vue de leur trouver des so-



lutions pratiques", a poursuivi la même source. Cette démarche s'inscrit dans le cadre de "la consécration des mécanismes du dialogue constructif entre toutes les parties et de la redynamisation de la démocratie participative", selon le communiqué. Le Président directeur général (P-dg) du Groupe Sonatrach, Toufik Hakkar avait annoncé mercredi matin que son Groupe, avec toutes ses filiales, prévoyait le recrutement de 5615 nouveaux jeunes des wilayas

du Sud au titre des prévisions de l'année 2021.

Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection, à l'Institut algérien du pétrole (IAP), de l'opération de correction du concours de recrutement de 225 jeunes de Ouargla et Touggourt, M. Hakkar a précisé que le recrutement au sein du Groupe et de ses filiales sera conditionné par l'organisation des concours "réguliers et transparents" au profit des candidats, et ce avant la fin de l'année en cours. Les nouveaux postes

seront tous au profit des populations des wilayas du Sud comme Timimoune, Tindouf, El-Menea, Biskra, Béchar, Ain Salah, Ouargla, Illizi, Ghardaia, Adrar et Laghouat, a-t-il soutenu. Il a en outre indiqué que l'accès aux 2600 postes d'emploi serait avant la mi-juillet en cours, faisant état de la préparation en cours des concours de recrutement de près de 1.900 employés et que les 1200 postes restants seront être occupés avant la fin de l'année en cours.

PRODUCTION DE VACCIN ANTI COVID-19 Une délégation de SINOVAC poursuit sa visite d'inspection au site de production de Constantine 1 du groupe Sidal (communiqué)

Une délégation d'experts chinois poursuit sa visite d'inspection entamée depuis mardi au niveau du site de production de Constantine 1 du Groupe Sidal, a indiqué, mercredi un communiqué de la direction de l'information de ce groupe d'industrie pharmaceutique. Dans le cadre de la coopération entre le Groupe Sidal et la société pharmaceutique chinoise SINOVAC pour la production du vaccin Anti Covid-19, la P-dg du Groupe Sidal, Mme Fatoum Akacem s'est rendue mercredi au niveau du site de production de Constantine 1 accompagnée de di-

recteurs centraux de l'industrie pharmaceutique et du Directeur Général de l'Agence Nationale des Produits Pharmaceutiques (ANPP), Kamel Mansouri pour suivre de près le déroulement de l'opération de l'inspection par la délégation chinoise, ajoute le communiqué. Selon le communiqué, en plus de l'inspection, la journée a été consacrée essentiellement à une revue documentaire.

Ce partenariat avec la société chinoise "vient renforcer les efforts consentis par le ministère de l'Industrie pharmaceutique pour assurer la production et la disponi-

bilité du vaccin anti covid-19 dans le cadre de la lutte contre la Covid-19 et permettra au Groupe Sidal d'acquiescer les savoir-faire, les compétences et la maîtrise des technologies innovantes lui permettant de concourir à la souveraineté sanitaire de l'Etat", selon le même communiqué.

La délégation d'experts chinois est arrivée à l'aéroport international Mohamed Boudiaf de Constantine, vendredi soir, pour une visite en vue d'inspecter les équipements et les matériels destinés à la production du vaccin anti-Covid, Sinovac".

LUTTE CONTRE LA COVID-19 Acquisition d'un million de doses de vaccin et 750 unités d'équipements de concentrateurs d'oxygène (MDN)

Deux (2) avions de transport militaire ont atterri vendredi soir à la Base aérienne de Boufarik avec à leur bord deux (2) cargaisons du vaccin anti-covid-19 estimées à un (1) million de doses, ainsi que 750 unités d'équipements de concentrateurs d'oxygène acquis de la Chine, indique samedi un com-

munié du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre du renforcement des efforts du système sanitaire national, et afin d'assurer les moyens nécessaires pour la prise en charge des malades touchés par le Coronavirus, deux (2) avions militaires relevant de nos Forces aériennes ont at-

terri, la nuit d'hier vendredi 30 juillet 2021 à la Base Aérienne de Boufarik/1ère Région Militaire, avec à leur bord deux (2) cargaisons. Il s'agit en l'occurrence d'un (1) million de doses de vaccins anti-covid-19, ainsi que de 750 unités d'équipements de concentrateurs d'oxygène acquis de la République Populaire de

Chine", précise la même source.

"Il est à souligner que d'autres cargaisons de vaccins et de matériel médical nécessaire pour appuyer le système de santé et endiguer la propagation du virus, seront acheminées prochainement vers notre pays", ajoute le communiqué du MDN.

APS

ANP Saïd Chanegriha préside une cérémonie en l'honneur des Cadets de la Nation, lauréats du Baccalauréat et du BEM (MDN)

Le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé samedi, au Cercle national de l'Armée, une cérémonie en l'honneur des Cadets de la Nation, lauréats du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen, dans laquelle il a souligné que ces résultats honorifiques "n'ont pas surgi du néant" mais sont "le fruit d'une stratégie perspicace", adoptée par le Haut commandement de l'ANP.

"Suite aux remarquables résultats obtenus par les Cadettes et Cadets de la Nation à l'épreuve du Baccalauréat, session juin 2021, Monsieur le Général de Corps d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a présidé ce samedi 31 juillet 2021, au Cercle national de l'Armée, une cérémonie en l'honneur des Cadets de la Nation, lauréats du Baccalauréat et du Brevet d'Enseignement Moyen", indique un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Etaient présents à cette cérémonie, "le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale par intérim, les Commandants de Forces et de la Gendarmerie nationale, le Commandant de la 1ère Région militaire, les Chefs des Départements du ministère de la Défense nationale et de l'état-major de l'Armée nationale populaire, les Directeurs et Chefs des services centraux, ainsi que les parents des élèves récompensés", ajoute la même source, notant que la cérémonie a été organisée avec le strict respect des mesures préventives anti-Covid-19.

A cette occasion, le Général de Corps d'Armée a prononcé une allocution, lors de laquelle il a transmis les félicitations du président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale à tous les Cadets pour leur succès dans ces épreuves, soulignant que cet "exploit vient s'ajouter aux réussites sans cesse enregistrées par l'ANP sur tous les plans".

"Suite aux remarquables résultats que vous avez obtenus aux épreuves du Baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen, session de juin 2021, il me plaît de vous transmettre les félicitations de Monsieur le président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, ministre de la Défense nationale, comme il me réjouit de vous adresser à mon tour mes vives félicitations, ainsi qu'à l'ensemble des Cadettes et Cadets, qui ont réussi à décrocher ces diplômes, mes sincères félicitations pour ce bel exploit, qui s'ajoute aux exploits et réussites sans cesse enregistrés par l'ANP, sur tous les plans", a déclaré M. Chanegriha.

"Je tiens à souligner, une nouvelle fois, que ces résultats honorifiques n'ont pas surgi du néant et qu'ils sont le fruit d'une stratégie perspicace, adoptée par le Haut commandement, dans le domaine de la formation, en faisant, notamment, primer davantage la qualité sur la quantité et en réunissant les facteurs de réussite pour l'ensemble de nos écoles militaires et pour ces viviers d'enseignement, en particulier", a-t-il ajouté.

Le Général de Corps d'Armée a souligné également que le mérite revient également aux "cadres et enseignants de ces écoles auxquels je tiens à adresser les marques de remerciements et de reconnaissance les plus sincères, pour les efforts considérables qu'ils ont consentis, visant à promouvoir l'acquisition scientifique des Cadets de la Nation au niveau escompté".

Le Chef d'état-major de l'ANP a relevé, par la même occasion, que "les excellents résultats" enregistrés, constituent "une source de motivation pour faire des Ecoles des Cadets de la Nation une source intarissable de potentialités humaines hautement qualifiées et remplissant tous les critères". "L'ambition de l'ANP, digne héritière de l'ALN, de développer ses composantes, en se basant sur les potentialités et les aptitudes de ses enfants, est une ambition sans limites et pour laquelle je valorise non seulement les résultats enregistrés dans ces deux épreuves, mais aussi je vous appelle, aujourd'hui, à en tirer la motivation, pour faire des Ecoles des Cadets de la Nation, tel que nous l'avons toujours voulu, une source intarissable de potentialités humaines hautement qualifiées et remplissant tous les critères", a-t-il relevé.

A cette occasion, M. Chanegriha a souligné, de nouveau, l'"engagement du Haut Commandement à œuvrer dans le sens de la réussite du processus des Ecoles des Cadets de la Nation, mu par son souci de renforcer les rangs de l'ANP, en jeunes élites, conscientes, motivées et préparées à être les cadres de demain, en ayant comme devise l'assimilation du savoir, dans toutes ses branches, et l'imprégnation des valeurs nationales et des principes de notre Glorieuse Révolution, qui a jeté les bases des écoles des cadets de la révolution". "Nous considérons que ce processus d'investissement dans le facteur humain est prometteur et nécessaire, en ce qu'il jette les ponts entre l'Armée et sa profondeur populaire, à travers tout le pays", a-t-il ajouté. Par ailleurs, le communiqué du MDN fait savoir que les promotions des Ecoles des Cadets de la Nation des cycles secondaire et moyen, ont enregistré, cette année, d'"excellents résultats, où (691) cadets ont obtenu leur baccalauréat avec un taux de réussite de 99,14%, alors que (1.377) cadets ont obtenu l'examen du Brevet d'Enseignement Moyen avec un taux de réussite de 99,71%".

A la fin de la cérémonie, l'occasion a été donnée à une Cadette et un Cadet pour prononcer deux allocutions au nom de leurs camarades, avant que le Général de Corps d'Armée ne prenne un photosouvenir avec les Cadets honorés et leurs familles.

SANTÉ - SOLIDARITÉ

SNAPO : Une campagne de solidarité pour l'importation de 2000 générateurs et concentrateurs d'oxygène

Le président du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officines (SNAPO), Messaoud Belanbri a fait état de la réception, vendredi, de 500 générateurs et concentrateurs d'oxygène comme premier lot d'une opération de solidarité initiée par le syndicat en vue de l'importation de 2.000 appareils, a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Santé.

Lors d'une audience accordée jeudi par le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid au président de la Fédération algérienne de pharmacie (FAP), Abdelhakim Boudis et au président du SNAPO, Messaoud Belanbri, ce dernier a fait part de "la réception de 500 générateurs et concentrateurs d'oxygène sur les 2.000 prévus au titre de la campagne de solidarité qui a lancée le syndicat, en attendant la réception des lots restants dans les quelques jours à venir".

Et d'ajouter que ces appareils seront directement distribués aux pharmacies en vue de les commercialiser au prix d'achat. Lors de cette audience consacrée à l'examen de la situation épidémiologique que connaît le pays au regard de la hausse



du nombre d'atteintes et des voies de contribution par le secteur privé et les pharmaciens d'officine à la lutte contre cette pandémie, le ministre de la Santé a loué les efforts consentis par les personnels de la Santé et les pharmaciens d'officine depuis le début de la crise sanitaire, en les qualifiant d'al-

liés sur lesquels l'on peut compter pour lutter contre cette situation sanitaire exceptionnelle qui nécessite la conjugaison des efforts de tous". M. Benbouzid a par la même occasion réaffirmé que la vaccination resterait la seule solution efficace pour endiguer la propagation de la pandémie, soulignant le

rôle que peuvent jouer les pharmaciens dans l'augmentation de la cadence de vaccination au niveau national, le pharmacien étant très proche du citoyen, en ce sens que le partenaire social a affirmé sa détermination à faire réussir l'opération de vaccination à travers l'intensification des campagnes de sensibilisation sur l'importance de la vaccination et du respect des mesures de précautions. Cette rencontre a également été l'occasion pour examiner le cadre juridique et le protocole sanitaire spécial qu'adopteront les 11.000 pharmacies, dans l'attente d'arrêter la liste de ceux qui souhaitent rejoindre cette opération ainsi que les procédures administratives à suivre avant l'entame de l'opération de vaccination.

COVID-19

Le ministère de la Culture lance une campagne nationale de désinfection des structures culturelles et artistiques

Le ministère de la Culture et des Arts a lancé une campagne nationale de désinfection des structures culturelles et artistiques au niveau national et ce, dans le cadre de l'intensification des mesures préventives de lutte contre la propagation de l'épidémie de Coronavirus (Covid-19). « Il a été procédé au lancement d'une campagne de désinfection de grande envergure englobant toutes les structures culturelles au niveau national, y compris les sièges administratifs, les salles de projection et cinématographiques, les sites historiques et les musées et ce, depuis jeudi 29 juillet 2021 », lit-on dans un communiqué du ministère publié sur son site officiel. La même source indique que ces mesures interviennent « sur orientations de la ministre de la Culture et des Arts, Dr. Wafa Chaâlal, relatives à l'intensification des mesures préventives de lutte contre la propagation de l'épidémie de la Covid-19, parallèlement à sa supervision de l'opération de vaccination des cadres et personnels du secteur et de leurs familles ».

Selon le communiqué, « la campagne nationale de désinfection des structures culturelles et artistiques se fait avec la contribution des entreprises spécialisées et de la société civile représentée en le mouvement associatif et les Scouts musulmans algériens (SMA) et en coordination avec les autorités locales ». « Cette opération sera suivie d'autres campagnes prochainement », assure-t-on dans le communiqué.

HABITAT

Des instructions pour le parachèvement des projets LPP et LPL

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a donné mercredi des instructions fermes aux directeurs régionaux de l'Entreprise nationale de la promotion immobilière (ENPI) sur la nécessité de parachever tous les projets de logement dans les deux formules, Logement promotionnel public (LPP) et Logement promotionnel libre (LPL) et de faciliter leur vente.

Le ministre intervenait lors d'une réunion technique consacrée aux réalisations de l'ENPI dans les formules LPP et LPL, lit-on dans une publication du ministère sur sa page Facebook.

La réunion s'est déroulée en présence du Directeur général de l'ENPI et des directeurs régionaux qui ont présenté un exposé détaillé sur l'état d'avancement des travaux de réalisation des logements concernés par le programme LPP et LPL.

Il a été également question lors de cette rencontre de la présentation du bilan des logements dont les travaux ont été achevés et celui des logements qui seront distribués prochainement. Le ministère a rappelé que l'ENPI avait entamé la commercialisation en ligne via son site électronique des logements LPP et LPL à travers plusieurs wilayas.

AGRICULTURE

Plus 134 500 hectares consacrés aux cultures stratégiques dans le Sud

Une Superficie globale de plus de 134.500 hectares a été mobilisée dans les wilayas du sud pour le développement des cultures stratégiques et de l'industrie agroalimentaire, a indiqué jeudi l'Office de développement de l'agriculture industrielle en terres sahariennes (ODAS, basé à El-Menea). Cette superficie consacrée aux cultures stratégiques est répartie sur cinq wilayas du sud du pays (Adrar, Timimoun, El-Menea, Ouargla et Illizi), a précisé à l'APS le directeur de l'ODAS, Slimane Hannachi, précisant que l'Office a reçu 175 dossiers d'investissement dans les cultures stratégiques et l'agroalimentaire, notamment dans les céréales et semences, les cultures sucrières et oléagineuses ainsi que la tomate industrielle. La place de choix accordée aux cultures stratégiques est motivée par la volonté de créer des pôles agricoles destinés à l'agriculture intensive dans le sud, pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la facture des importations, lesquelles devraient être renforcé par des activités agroalimentaires de transformation et de conservation afin de créer des emplois pour la population juvénile de ces régions, a-t-il expliqué. "L'encouragement au développement des cultures stratégiques, notamment la filière «céréalière», vise à optimiser, augmenter et sécuriser le niveau de la production céréalière ainsi qu'à assurer l'autosuffisance alimentaire et réduire la facture de l'importation", a souligné M.Hannachi. Pour atteindre cet objectif et ériger le secteur de l'agriculture dans le sud du pays en levier majeur de développement, les pouvoirs publics ont mis en place un organisme (ODAS) pour redynamiser le secteur agricole et relever les défis auxquels il fait face, notamment le renforcement de la gestion et la bonne gouvernance. La création de l'ODAS s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à lutter contre la bureaucratie et permettre aux investisseurs potentiels dans le domaine du développement des cultures stratégiques de surmonter les entraves portant sur l'accès au foncier agricole en utilisant des moyens de production modernes sur des grandes surfaces. Cet organisme a également pour objectif d'accompagner les investisseurs, non seulement pour l'acquisition du foncier agricole mais aussi pour l'accroissement de la production agricole classée "stratégique", par le suivi des itinéraires techniques d'optimisation du processus de production et l'économie de l'eau ainsi que la transformation agro-industrielle. Selon le Dg de l'ODAS, la production agricole et sa transformation entraîne une valeur ajoutée et la création d'emplois pour les habitants des wilayas du sud, dans le secteur agricole et l'industrie de transformation des produits agricoles ainsi que les possibilités de commercialisation de la production sur le marché local et à l'export.

Créé par décret exécutif N 20-265 du 22 septembre 2020 (JO-57), en application de la décision du Président de la République concernant la mise en place d'un office de l'agriculture saharienne pour le développement de l'agriculture industrielle, l'ODAS a pour mission la facilitation et la promotion de l'investissement agricole et agro-industriel par la mise en valeur des terres sahariennes, la gestion rationnelle du foncier et l'accompagnement des porteurs de projets intégrés, en plus d'assurer la synergie entre les différentes administrations en lien avec l'investissement agricole (Agriculture, Ressources en eau, Énergie, Finances) et lutter contre les entraves et contraintes de la bureaucratie. Placé sous la tutelle du ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, l'ODAS est l'instrument de mise en œuvre de la politique

nationale de promotion et de développement des cultures industrielles dites stratégiques, qui sont destinées à la transformation pour réduire les importations et consolider la sécurité alimentaire du pays.

Céréalière: une "grande avancée" à El-Menea

La culture des céréales "sous pivot" a enregistré "une grande avancée" dans le sud du pays particulièrement dans la wilaya d'El-Menea (issu du nouveau découpage administratif) à la faveur de projets initiés suite à une sensibilisation permanente sur l'importance de la filière stratégique de la céréalière et à la mise en valeur de nouveaux périmètres agricoles dans la wilaya par des investisseurs, a expliqué le directeur des Services agricoles d'El-Menea, Youcef Mesbah.

Dans les zones arides et semi-arides caractérisées par une mauvaise distribution des précipitations dans le temps et dans l'espace, l'irrigation par pivot et l'initiation aux techniques culturales constituent les moyens essentiels pour l'accroissement des rendements à un niveau assez élevé en matière de céréalière, a souligné le DSA. Considéré comme un des leviers les plus puissants pour assurer la sécurité alimentaire de notre pays, le défi des pouvoirs publics reste le développement d'avantage "la filière céréalière" base de nos traditions culinaires tout en préservant l'environnement et l'eau, a précisé M. Mesbah.

Pour garantir une meilleure production et productivité, les services agricoles d'El-Menea, appuyés par les ingénieurs de l'ODAS, s'attèlent à organiser des journées de vulgarisation et de sensibilisation au profit des agriculteurs de la région pour leur expliquer l'itinéraire technique et les méthodes d'entretien des cultures céréalières, à travers la lutte contre les herbes nuisibles et la fertilisation de la terre cultivée, a-t-il ajouté.

La DSA d'El-Menea a fait état d'une production céréalière de 373.317 quintaux, dont 322.684 QX blé dur, 24.806 QX de blé tendre et 25.820 QX d'orge durant la campagne 2020/2021, avec un rendement de pointe de 68,25 QX/ha de blé dur, 85,85 QX/ha de blé tendre et 54,05 QX/ha d'orge. Près de 349.765 QX de la production céréalière engrangée a été collectée par la CCLS de Laghouat, a-t-on fait savoir.

INDUSTRIE

M. Zaghdar se réunit avec les responsables de Madar Holding

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a reçu mercredi les responsables de Madar Holding-SPA et ses filiales pour débattre de sa situation, a indiqué le ministère dans un communiqué. Madar Holding est le groupe le plus solide à présent, note le communiqué, eu égard à sa trajectoire de développement, ses projets concrétisés dans divers secteurs d'activité et ses perspectives. Le Groupe est né de la restructuration de la Société Nationale des Tabacs et Allumettes (SNTA), donnant lieu à six filiales spécialisées notamment dans l'agroalimentaire "GLOBAL AGRI-FOOD", l'emballage "Advanced Pro Pack Print", le gardiennage et la surveillance "EL-HAFDH" ainsi que dans l'investissement financier "ICOSIA Capital". Lors de son inter-

vention, le ministre s'est félicité de la vision prospective du Groupe dans le choix de projets rentables grâce à une dimension stratégique basée sur l'intégration. Passant en revue les résultats atteints par Madar Holding, le ministre a affirmé qu'une telle performance lui permettrait, dans le cadre des réformes structurelles, de soutenir des unités d'autres groupes industriels et leur procurer richesse et postes d'emploi. M. Zaghdar a enfin préconisé que le Groupe puisse investir dans sa gouvernance et son ingénierie financière efficace pour mener à bien des partenariats avec d'autres groupes industriels publics, dans le but de réduire la facture des importations et hisser le niveau des exportations, a conclu le communiqué.

GHARDAÏA Sensibilisation des citoyens au respect des mesures de lutte anti COVID-19

Une large campagne de sensibilisation des citoyens au strict respect des mesures préventives contre la propagation de la Covid-19 a été lancée à travers l'ensemble des localités de la wilaya de Ghardaïa, a-t-on constaté samedi.

Ces équipes, auxquelles sont également associés des éléments de la société civile, effectuent des tournées au niveau des commerces, hôtels, cafés, restaurants, marchés et espaces publics, afin de sensibiliser les citoyens à la nécessité de respecter les barrières, notamment le port du masque, la désinfection et la distanciation sociale, a-t-il ajouté. Des mesures renforcées sont entrées en vigueur, en particulier le port obligatoire du masque buccal dans les administrations et les endroits à forte fréquentation, comme les marchés, les rues commerçantes, les hôtels, les restaurants et les cafés, l'interdiction d'accès aux administrations et services publics sans le port de



bavette et prise de température à l'entrée. Des contrôles inopinés dans les transports en commun, les magasins, les lieux de prière, cafés, hôtels sont effectués par

les autorités compétentes afin d'inciter les habitants à respecter les consignes de sécurité sanitaire pour préserver la santé publique, signale-t-on.

ORAN Covid19 : vaste campagne de sensibilisation à la vaccination

Une vaste campagne de sensibilisation à la vaccination contre la Covid-19 a été lancée vendredi par la direction de l'Action sociale de la wilaya d'Oran (DAS) au niveau de la place Publique "Tahtaha" dans le quartier de M'Dina J'dida.

La campagne de sensibilisation vise à inciter les citoyens à se faire vacciner mais également à respecter les mesures préventives pour stopper la propagation de la pandémie.

Cette opération d'envergure qui s'étalera sur toute la semaine, s'inscrit dans le cadre des cam-

pagne de sensibilisation menées par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, et celui de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

L'action, menée en coordination avec cinq cellules de solidarité réparties dans les différents quartiers d'Oran, se base sur la sensibilisation des citoyens se trouvant au plus ancien et plus grand marché populaire de la région, sur l'importance de la vaccination contre la Covid-19, et les inciter à respecter les mesures préventives, notamment

le port du masque de protection et la distanciation physique.

Des associations locales participent à la campagne qui ciblera à partir du lundi prochain, les zones d'ombre de la wilaya. Le départ est prévu depuis le village de "Sidi Hammadi" dans la commune côtière d'El-Ançor, a fait savoir le directeur local de l'Action sociale et de solidarité, Mohamed Ameziane Fedala.

Par ailleurs, la même direction poursuivra, la semaine prochaine, la vaccination des employés du secteur de la solidarité à Oran, au niveau du cen-

tre de l'artisanat, situé à "Haï Sabah" (à l'est d'Oran), a ajouté M. Fedala.

A noter qu'à Oran, tous les pensionnaires et employés des établissements spécialisés relevant du secteur, dont les établissements des personnes âgées aux quartiers "haï Salam" et "Misserghine", et les deux centres de rééducation pour mineurs filles et garçons à "Gambetta" et "cité Djamel Ed-dine", ainsi que trois centres pour l'enfance assistée, ont tous été vaccinés, dans le respect total des mesures préventives, a-t-il souligné.

BEJAÏA Importante mobilisation pour doter le CHU d'une station de fabrication d'oxygène

Une importante chaîne de solidarité citoyenne est en place depuis lundi dernier à Bejaïa pour collecter des fonds visant à doter le CHU de Bejaïa d'une station de fabrication d'oxygène, sur site, selon les membres de son réseau.

En moins de 48 heures, les auteurs de l'initiative, un groupe d'associations, a pu, en effet, rassembler plus de 3 millions DA et 33.000 Euros, augurant d'une possibilité d'acquiescer rapidement cette installation vitale au vu du contexte sanitaire actuel, en rapport avec la flambée de la Covid-19, d'autant que son fournisseur éventuel se trouve en activité localement sur le territoire de la wilaya, donc en état de la livrer urgemment.

Visiblement enhardi par l'expérience réussie de la mobilisation des opérateurs économiques de la région d'Akbou (sud-ouest), auteurs d'un élan de solidarité qui a permis la dotation de l'hôpital local d'un équipement analogue, le groupe de Bejaïa s'est mis en place après une alerte lancée par

quelques médecins et personnels de la santé, faisant cas d'un manque flagrant d'oxygène dans leurs structures et leurs difficultés à faire face aux flux de malades, qui y rentèrent et qui en réclament. Sitôt diffusée et à grande échelle à travers les réseaux sociaux et le bouche à oreille, l'initiative a pris forme et se déroule visiblement avec un succès si fort que d'aucuns parmi ses membres ne désespèrent de collecter le double des fonds exigés, ne s'empêchant pas de souhaiter ouvertement l'acquisition d'une autre station au profit de l'hôpital Frantz Fanon dont la structure dépend également de la direction du CHU de Bejaïa.

La mise en service simultanée des deux stations est de nature à assurer l'autonomie en oxygène de tout le CHU de Bejaïa, qui, en plus des hôpitaux de Khelleli Amrane et Frantz Fanon, regroupe également la clinique d'accouchement de Targa Ouzemmour, tous mobilisés et dédiés à la prise en charge des malades atteints de la covid-19. Ces dotations prévi-

sionnelles coïncident, par ailleurs, avec une mobilisation des opérateurs économiques qui entendent équiper en générateurs tout le secteur sanitaires de la wilaya. Une demande d'autorisation au ministère de la Santé a été introduite pour l'importation de chine de 52 exemplaires, a indiqué le président de l'association des opérateurs économiques de la zone de Taharacht (Akbou), Amara Salem qui signale être en négociation avec un groupe italien pour la livraison d'autres équipements, notamment deux générateurs d'une capacité de 30 M3 chacun.

"Nous avons espoir de voir tout ce matériel profiter aux malades dès lundi prochain", a-t-il indiqué emboitant le pas au président du Syndicat des pharmaciens Snapo, Mustapha Ouguerouz qui a affirmé qu'une opération de vente de générateurs de 10 litres directement aux clients avec des prix savamment étudiés est en phase de se concrétiser. Sa mise en œuvre étant en état de contribuer fortement à atténuer la pression sur la demande en oxygène.

TIZI-OUZOU

Covid19 : élan de solidarité dans la majorité des communes

Les différentes communes de la wilaya de Tizi Ouzou connaissent ces derniers jours un vaste élan de solidarité, dont la collecte de fonds pour l'achat de générateurs d'oxygène lancée par la société civile et les élus, et l'observation d'un auto-confinement afin de surmonter la nouvelle vague de la pandémie de la Covid-19, est-il constaté.

L'élan de solidarité anime la quasi-totalité des communes de la wilaya depuis plus d'une semaine, où citoyens, élus, médecins, opérateurs économiques, entre autres, se mobilisent au sein des organisations de la société civile, autour des deux actions principales. L'achat de générateurs et de concentrateurs d'oxygène est la priorité de nombreux citoyens afin de faire face au manque de ce produit vital pour les patients infectés par le Coronavirus et sur lequel une forte demande a été enregistrée, ont souligné des initiateurs de collecte de fonds. C'est dans ce cadre que l'établissement public hospitalier (EPH) d'Azeffoune a été doté d'une centrale de production d'oxygène, acquise à crédit suite à une commande passée par l'association El Rifq Bi El Yatime (bonté envers l'orphelin). Disposant de cinq jours pour régler la facture, l'association a aussitôt lancé une quête qui a suscité une large adhésion à Azeffoune, où citoyens, commerçants et autres bienfaiteurs, ont mis la main à la poche pour collecter la somme de plus de 13 millions de DA, coût de l'équipement. Suite à l'annonce faite hier jeudi par une entreprise agroalimentaire, relative à sa disponibilité à financer l'acquisition de 10 générateurs d'oxygène médical au profit d'établissements publics hospitaliers à travers le territoire national, l'Association El Rifq Bi El Yatime a sollicité vendredi sa contribution dans le règlement du crédit. Selon le président de l'association, Hakim Chater, l'entreprise agroalimentaire a réglé la totalité du crédit. Il a exprimé à l'occasion, le "grand soulagement" qu'apporte ce geste aux malades. Chater a ajouté que l'argent collecté auprès de citoyens et bienfaiteurs servira à couvrir les frais des équipements annexes de la station. La station de production de l'oxygène médical

a été installée et les premiers tests techniques ont été effectués, jeudi. Elle entrera en production dans les prochaines heures, selon M. Chater.

D'autres actions similaires sont en cours à travers la wilaya, à l'instar de celles initiées par le comité local du Croissant rouge algérien de Larbaa n'Ath Irathen qui a entamé une collecte de fond pour doter l'hôpital de cette ville d'un extracteur d'oxygène. Avec la collecte, il envisage d'acquiescer un générateur pour l'hôpital de Boghni, un autre au profit du CHU de Tizi-Ouzou, et d'autres localités. Mercredi dernier, un comité "Solidarité Oxygène" a été créé afin de fédérer toutes les initiatives de solidarité au profit du secteur de la santé, dans le cadre de la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus, rappelle-t-on.

Lors de la réunion de la création du comité, une collecte pour doter cinq hôpitaux de la wilaya de Tizi-Ouzou, en l'occurrence ceux d'Azaga, Ain El Hammam, Boghni, Draa El Mizan et Larbaa n'Ath Irathen, de générateurs d'oxygène, a été lancée par la société civile, rappelle-t-on encore.

Parallèlement à ses actions, un auto-confinement est observé dans plusieurs communes de la wilaya dans le cadre d'une décision prise conjointement par les élus locaux, les comités de villages, les commerçants et les transporteurs, afin de stopper la propagation du virus mortel.

L'auto-confinement va au-delà des horaires du confinement partiel décidé le 25 juillet lors du Conseil des ministres (20h-6h le lendemain) pour 35 wilayas, dont Tizi Ouzou, pour une période de 10 jours.

Les commerçants et les transporteurs ont décidé volontairement et d'un commun accord, de cesser leur activités durant ce confinement volontaire. Les horaires de l'auto-confinement varient d'une commune à une autre mais il est levé partout le lendemain à 6h du matin. Il est observé à partir de 13h à Souk El Tenine, à partir de 14h pour les communes de la daïra de Ouacifs et à Timizart, à 15h à Larbaa n'Ath Irathen, alors qu'à Ait Yahia, Abi Youcef, Akbil, Iferrhoune, Ililten, Imsouhal et Ain El Hammam, il débute à 17h.

ALGER

Covid-19 : lancement d'une campagne de distribution des masques de protection aux citoyens

Une campagne de distribution des masques de protection aux citoyens a été lancée, jeudi, par la Sûreté de la wilaya d'Alger dans le cadre de son plan de sensibilisation, et en appui au plan national de santé, a indiqué, vendredi, un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN). "En application des recommandations du comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie (covid-19) et en appui aux efforts nationaux de sensibilisation et de lutte contre la covid-19, et au titre de son programme de sensibilisation, la sûreté de la wilaya d'Alger a lancé, jeudi 29 juillet, une campagne de distribution des masques de protection aux citoyens", ajoute le communi-

qué. Cette campagne de sensibilisation vise "à élever le niveau de conscience des citoyens, face à la situation sanitaire actuelle et à les inciter à porter les masques de protection, en tant que mesure préventive visant à protéger la santé individuelle et collective", précise la même source. A cette occasion, les services de sûreté de la wilaya d'Alger appellent les citoyens "à adhérer à ces démarches et aux efforts des autorités publiques visant à endiguer la pandémie, et ce à travers le respect des mesures de préventives et des règles de santé, dont la vaccination, la distanciation physique et le port du masque de protection", conclut le document.

ASSURANCES

Un bénéfice net de 2,8 milliards pour la CAAT en 2020

Le résultat bénéficiaire net réalisé par la Compagnie algérienne des assurances (CAAT) en 2020 s'élevé à 2,8 milliards de dinars (DA), soit une progression de 10%, a indiqué mardi un communiqué de la compagnie. Quant au chiffre d'affaire, en 2020, il s'est élevé à 24,750 milliards de dinars, permettant de dégager "une légère croissance en dépit de la difficile conjoncture marquée par les effets de la pandémie", a précisé la même source.

Ainsi, l'Assemblée Générale (AG) ordinaire de la Compagnie, réunie le 28 juin dernier, sous la présidence du ministre des Finances, a "pris note de la certification des comptes, des résultats positifs enregistrés par l'Entreprise et a adopté les comptes sociaux au titre de l'exercice 2020", souligne le document.

En matière de gestion des sinistres, explique la CAAT, les indemnisations ont atteint un montant de 11,05 milliards de dinars, représentant la liquidation de plus de 152.000 dossiers, toutes branches confondues, entraînant ainsi une réduction "appréciable" des affaires en instance. Au plan financier, les principaux indicateurs présentent aussi "une amélioration" par rapport à l'exercice précédent, notamment les capitaux propres qui s'élevèrent à 27,4 milliards de dinars et les placements financiers qui sont de l'ordre de 36,7 milliards de dinars. A cet effet, l'ensemble de ces réalisations découle de la stratégie mise en œuvre, dont les axes majeurs s'articulent autour de "l'amélioration de la qualité de la prestation, l'innovation technico-commerciale, l'extension du réseau de distribution et la poursuite de la digitalisation", estime la compagnie.

Dans cette "conjoncture particulière", la mobilisation du personnel, la contribution du partenaire social et les orientations des organes sociaux ont constitué également des "facteurs déterminants" dans la consolidation des fondamentaux de l'entreprise, note le communiqué.

IMPORTATIONS

Les particuliers peuvent importer des concentrateurs d'oxygène sans autorisation



Les particuliers ne sont plus tenus d'obtenir l'autorisation du ministère de l'Industrie pharmaceutique pour importer des concentrateurs d'oxygène ou tout autre dispositif médical utilisés pour un usage personnel afin de faire face à la pandémie de Covid-19, a annoncé mardi le ministère. "A titre d'exception, l'importation des concentrateurs d'oxygène ou tout autre dispositif médical utilisés en riposte à la pandémie de Covid-19 par des particuliers et à usage personnel, n'est pas soumise à une autorisation délivrée par les services compétents du ministère de l'Industrie pharmaceutique", est-il indiqué dans une note d'information publiée sur la page Facebook officielle du ministère. Toutefois, l'importation de ces dispositifs médicaux par les établissements pharmaceutiques reste soumise à une autorisation de dédouanement délivrée par les services du ministère et elle bénéficie d'un couloir vert, du dépôt de dossier à son traitement. L'importation de ces produits par les entreprises et les établissements, autres que les établissements pharmaceutiques, ainsi que par les organisations et les associations à titre de dons, est soumise, quant à elle, à une autorisation d'importation délivrée par les services du ministère pour pouvoir bénéficier de l'exonération des droits et taxes, conformément à la réglementation en vigueur, selon la même note d'information.

INDUSTRIE

Zaghdar reçoit les responsables du Groupe IMETAL

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a reçu jeudi à Alger les responsables du Groupe des industries métallurgiques et sidérurgiques (IMETAL), avec lesquels il a évoqué la situation du Groupe et les problèmes rencontrés par certaines de ses filiales, indique un communiqué du ministère.

Au cours de cette rencontre, le ministre a suivi "des explications sur la situation du Groupe ainsi que les problèmes auxquels se heurtent certaines de ses filiales, notamment l'EPSE Sider El-Hadjjar, l'EPSE Batimetel et la Société nationale de zinc "EPSE ALZINC SPA", a précisé le communiqué.

Les responsables d'IMETAL ont présenté leurs propositions et leur vision "pour la résolution des problèmes qui se posent et permettre à ces entreprises de retrouver leurs équilibres et leurs capacités de production", a poursuivi la même source.

Dans ses directives aux cadres du Groupe, M. Zaghdar a souligné "la nécessité de redoubler d'efforts en vue de permettre à ces entreprises



une sortie rapide des crises qu'elles traversent depuis plusieurs années".

A cet effet, le ministre de l'Industrie a instruit les responsables du groupe à l'effet d'élaborer "un plan d'action d'urgent" (PAU) qui comprend

des solutions à tous les dysfonctionnements constatés et permet au Groupe d'atteindre une productivité et une rentabilité à même d'augmenter la production nationale en fer et dérivés, et de réduire la facture d'importation de l'Algérie.

Dans le même sillage, il a relevé "la nécessité de maîtriser les outils de gestion et de production en comptant sur les compétences algériennes, outre l'importance de la contribution du partenaire social à la relance de ces entreprises".

Après avoir évoqué l'importance des industries métallurgiques et sidérurgiques au vu de leur rôle locomotive pour toutes les autres filières industrielles, M.

Zaghdar a affirmé que son département ministériel "suit de près l'évolution de la situation de ce groupe et de ses filiales, et œuvrera pour leur accompagnement dans la résolution de certains problèmes, à condition qu'il y ait plus d'efficacité et de rentabilité à court terme".

PÊCHE

Deux projets pour la conservation des cétacés sur la côte algérienne

Deux projets pour la conservation des cétacés sur la côte algérienne, financés par le secrétariat exécutif de l'Accord sur la conservation des cétacés de la mer Noire, de la Méditerranée et de la zone Atlantique adjacente (ACCOBAMS), ont été lancés, a indiqué le ministère de la Pêche et des Productions halieutiques sur sa page officielle Facebook.

Le ministère a fait état mardi du lancement des deux projets lors de la réu-

nion du Secrétariat exécutif de l'ACCOBAMS, en coordination avec le ministère de la Pêche et du Centre National de Recherche et de Développement de la Pêche et de l'Aquaculture (CNRDPA).

Il s'agit d'un premier projet portant lancement d'un réseau national de suivi de l'échouage sur la côte algérienne des cétacés, à l'instar des tortues marines, les dauphins et les baleines. Le deuxième

projet concerne l'élaboration d'un projet national de gestion des cétacés.

Ont pris part par visioconférence à la réunion, des cadres du ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, des représentants des départements de la Défense nationale, l'Intérieur et l'Environnement, en présence de chercheurs universitaires et de nombre d'associations activant dans la protection de l'environnement marin.

ALGÉRIE - MAURITANIE

L'Algérie s'engage à soutenir la Mauritanie dans sa reprise économique

Le président directeur général du groupe Sonelgaz, Chaïr Boulakhras a affirmé, mardi à Nouakchott (Mauritanie), l'engagement de l'Algérie à travers le groupe "Sonelgaz" à soutenir la République islamique de Mauritanie dans sa reprise économique, de par le positionnement "efficace" de son entreprise sur la carte de l'économie nationale l'habilitant à occuper une place de leader au plan continental.

Au deuxième jour de sa visite à Nouakchott, M. Boulakhras a présidé une réunion de haut niveau avec son homologue de la société mauritanienne de l'électricité Somelec et nombre des principaux cadres dirigeants des deux groupes énergétiques, a indiqué mardi un communiqué du groupe Sonelgaz.

Dans son allocution d'ouverture de la réunion, M. Boulakhras a fait part de la disponibilité du groupe Sonelgaz, en tant qu'acteur spécialisé dans l'énergie disposant d'une expérience avérée et d'un important potentiel humain et matériel, à ouvrir le champ de la coopération bilatérale conformément au principe gagnant-gagnant avec la partie mauritanienne, ajoutant que le groupe aspire « à ce que l'Algérie contribue efficacement à la reprise économique de la Mauritanie » de par son positionnement efficace sur la

carte économique nationale l'habilitant à « occuper une place de leader au plan continental ».

M. Boulakhras a également mis en avant le rôle de la Sonelgaz en tant que spécialiste énergétique « responsable », en mesure d'intervenir même à l'échelle internationale », faisant part de « ses plans effectifs visant à réaliser des exploits importants en Afrique ».

Il affirme que l'Algérie de par ses entreprises pionnières dans le domaine de l'énergie affirme son attachement à mettre son expérience et son professionnalisme à la disposition de ses frères des pays du Maghreb en général et de la Mauritanie en particulier, exprimant la pleine disponibilité de son groupe à établir « un partenariat fructueux » avec la partie mauritanienne, fondé sur l'égalité des chances, l'échange d'intérêts et le transfert des compétences, des métiers et des technologies.

Cette réunion a été suivie d'ateliers de travail animés par des spécialistes, des techniciens et des cadres de la Sonelgaz dans la production, le transport et la distribution de l'électricité ainsi que la numérisation et l'ingénierie, selon un communiqué du groupe.

Ces réunions ont été sanctionnées par la signature de mémorandums d'entente

entre les parties et seront suivis de partenariats dans plusieurs domaines de production, de transport et de distribution de l'électricité outre la numérisation.

Le groupe Sonelgaz s'est également réuni, mardi, avec le ministre mauritanien des Transports au siège du ministère où les deux parties ont examiné les voies de coopération entre les deux pays en matière d'élargissement du réseau des transports, ajoute M. Boulakhras.

Dans ce contexte, il a souligné la "forte" volonté politique des autorités algériennes de renforcer les voies de coopération entre l'Algérie et la Mauritanie dans divers domaines à même de renforcer la politique de relance éco-

nomique adoptée par les deux parties. Pour sa part, le ministre mauritanien des Transports a mis l'accent sur "l'importance qu'accorde la République de Mauritanie au renforcement de son partenariat économique avec l'Algérie, notamment en matière de transport qu'il considère comme étant la base de tout partenariat économique, soulignant que "la balle est dans le camp des deux parties qui doivent investir dans toutes les opportunités de coopération dans différents secteurs".

La visite de travail que conduit M.

Boulakhras conjointement avec le DG de Naftal sera sanctionnée par la signature de plusieurs conventions dans le domaine de l'énergie.

Exportations algériennes vers la Mauritanie : hausse de 205% durant le 1^{er} trimestre de 2021

Les exportations algériennes vers la Mauritanie ont enregistré une hausse de 205% durant le premier trimestre de 2021 par rapport à la même période en 2020, indique lundi la Direction générale des Douanes (DGD). La DGD a enregistré un total de 111 opérations d'exportation vers la Mauritanie via le poste frontalier Mustapha Benboulaïd (Tindouf), durant la période entre janvier et mars 2021, précise un communiqué des Douanes. Les opérations d'exportation via ce poste frontalier ont enregistré, ainsi, une hausse de plus de 113%, par rapport au premier trimestre de 2020, conclut la même source.

BOURSE DE NEWYORK

Wall Street termine dans le rouge, plombée par Amazon

La Bourse de New York a terminé la semaine dans le rouge vendredi, les valeurs technologiques étant plombées par des perspectives décevantes d'Amazon tandis qu'un fond d'inquiétude persiste sur la propagation du variant Delta.

Selon des chiffres définitifs à la clôture, l'indice Dow Jones a conclu en baisse de 0,42% à 34.935,47 points.

Le Nasdaq à forte coloration technologique a lâché 0,71% à 14.672,68 points.

L'indice élargi S&P 500 a abandonné 0,54% à 4.395,26 points.

Les trois indices sont en léger repli sur la semaine.

Le géant du commerce électronique Amazon qui a annoncé des ventes décevantes la veille après la clôture du marché, a chuté de 7,56% à 3.327,59 dollars malgré un fort bénéfice.

Son chiffre d'affaires trimestriel, en hausse pourtant de 27%, s'est révélé inférieur de 2 milliards de dollars aux prévisions, à 113,1 milliards.

En outre, Amazon s'est vu infliger au Luxembourg une amende de 746 millions d'euros pour non-respect des règles européennes sur la protection des données privées.

Sept des onze secteurs du S&P 500 ont conclu dans le rouge, à commencer par les produits de consommation (-2,84%) mais aussi le secteur pétrolier (-1,85%).

Le groupe d'engins de chantiers Caterpillar, un poids lourd du Dow Jones, a



lâché 2,67% malgré des résultats positifs. Avec l'inquiétude liée au renouveau des restrictions face à la propagation du variant Delta, "on a un peu l'impression que les choses positives pour les marchés sont derrière nous", a résumé Gregori Volokhine, de Meeschaert Financial Services.

"Les résultats des entreprises ont été tellement bons que c'est difficile d'imaginer qu'ils soient meilleurs" à l'avenir, a ajouté le gérant de fonds.

"Certaines compagnies ont profité de la pandémie, d'autres ont profité de la reprise d'activité et là on se trouve devant une inconnue, on ne sait pas vraiment dans quelle direction l'activité va aller", a-t-il

estimé. Pour Peter Cardillo de Spartan Capital Securities, "les investisseurs ont retiré un peu d'argent de la table" pour la dernière séance du mois.

"Au cours des dix dernières années, le mois d'août a été le mois le plus dur pour les actions", avertissait quant à elle Kathy Lien, l'analyste de BK Asset Management, en estimant que les investisseurs "se positionnaient pour les semaines à venir".

Sur le plan macroéconomique, les indicateurs ont pourtant été plutôt positifs.

Les dépenses de consommation ont augmenté de 1% en juin et l'inflation est restée stable sur le mois, demeurant toutefois à 4% sur un an.

Les investisseurs sont

aussi restés préoccupés "par les mesures chinoises contre leurs grandes compagnies", soulignaient les analystes de Schwab.

Depuis début juillet, une série d'entreprises chinoises cotées à Wall Street ont été soumises à des restrictions et des enquêtes de Pékin, ce qui a fait plonger ses actions et créé de la volatilité. Vendredi la SEC, gendarmerie de la Bourse américaine, a annoncé de son côté un durcissement des demandes d'informations auprès des groupes chinois cotés à Wall Street.

Les géants chinois de l'internet Tencent et Baidu ont perdu 1,27% et 1,83%.

L'application de courtaige en ligne Robinhood, qui avait fortement baissé pour sa première journée à Wall Street jeudi, a terminé en hausse de 0,95% à 35,15 dollars alors qu'elle avait été introduite à 38 dollars.

Le titre du réseau social Pinterest a dégringolé de 18,24% après avoir annoncé un recul de ses utilisateurs mensuels.

Les obligations étant recherchées pour leur valeur refuge, tout comme le dollar qui montait, les rendements de la dette américaine à dix ans reculait à 1,2273% contre 1,2693% jeudi.

MÉTAUX

L'or en hausse sur la semaine

Le prix de l'or a grimpé sur la semaine, bondissant face à un dollar affaibli par la réunion de la Banque centrale américaine (Fed).

L'once d'or s'échangeait pour 1.821,90 dollars vendredi, contre 1.802,15 dollars le vendredi précédent en fin d'échanges.

La baisse du billet vert, monnaie de référence du marché aurifère international, rend le coût de l'or plus intéressant pour les investisseurs utilisant d'autres devises.

L'or a également profité de "la

déception de ceux qui espéraient un ton plus agressif de la Fed", commente Lukman Otunuga, analyste.

Si la Fed relevait ses taux directeurs, cela rendrait le métal précieux, valeur refuge sans rendement, moins attractif par rapport aux obligations, rendues plus rentables.

A plus long terme, la demande des investisseurs a été limitée au deuxième trimestre, a révélé le Conseil mondial de l'or, avec 40 tonnes de demande, soit dix fois moins que l'an dernier à la même période. L'argent a connu une

semaine plus mouvementée que l'or, fondant mardi à son plus bas depuis près de quatre mois à 24,50 dollars, avant de rebondir mercredi et jeudi.

L'once d'argent coûtait 25,52 dollars, contre 25,18 dollars sept jours plus tôt en fin de séance.

Le métal "pourrait profiter de l'attrait du marché pour les métaux industriels" puisqu'une plus grande partie de sa production est utilisée à des fins pratiques, comme les soudures et les alliages, selon l'analyste, Daniel Briesemann.

CHINE

L'activité manufacturière ralentie en juillet

L'activité manufacturière est tombée en juillet à son plus bas niveau depuis le début de la pandémie, selon les statistiques officielles diffusées samedi, en raison d'un ralentissement de la demande, de la faiblesse des exportations et de conditions météorologiques extrêmes.

L'indice d'activité des directeurs d'achat (PMI), un indicateur clef pour évaluer l'activité manufacturière de la deuxième économie du monde, est passé de 50,9 points en juin à 50,4 en juillet, a annoncé le Bureau national de statistiques (NBS). Un nombre supérieur à 50 témoigne d'une expansion de l'activité et, en deçà, il traduit une contraction. L'indice s'est stabilisé entre avril et juin, et juillet

montre la première baisse marquée, ce qui en fait le chiffre PMI le plus bas depuis février 2020, selon les analystes.

Il est plus bas que les prévisions, même s'il reste supérieur à la barre des 50 points qui sépare contraction et croissance.

La fragile reprise économique de la Chine est menacée par une récente résurgence du variant Delta du coronavirus qui menace de freiner la consommation pendant les vacances de l'été.

"Dans l'ensemble, l'économie chinoise continue de maintenir sa dynamique d'expansion, mais le rythme a ralenti", a avancé le statisticien principal du NBS, Zhao Qinghe.

"En juillet, certaines

entreprises sont entrées dans la période de maintenance des équipements, ce qui, en plus de l'impact des conditions météorologiques extrêmes telles que les températures élevées au niveau local, les inondations et les catastrophes naturelles, a (causé) une croissance de la fabrication relativement affaiblie par rapport au mois dernier", a-t-il ajouté.

Des inondations spectaculaires dans la province centrale du Henan ont fait plus de 70 morts et des milliers de yuans de dégâts en juillet.

Dans l'ensemble, les indices d'exportation et d'importation ont chuté ce mois-ci, après qu'une importante fermeture de port ait cours des trois pre-

mières semaines de juin a étouffé le commerce international à un point clé du réseau maritime mondial.

L'indice PMI non manufacturier a également légèrement ralenti en Chine, de 0,2 point de pourcentage, à 53,2 ce mois-ci, même s'il affiche toujours une croissance.

Le secteur de la construction a été durement touché par "des facteurs météorologiques défavorables tels que des températures élevées et des pluies, des inondations et des catastrophes", a rappelé M. Zhao.

L'industrie des services s'est cependant légèrement redressée, avec des secteurs en expansion tels que l'aviation, la restauration et l'hébergement.

NIGER

Les autorités saluent les bonnes conditions de l'exploitation pétrolière par la CNPC

Le ministre nigérien du Pétrole, Mahamane Sani Mahamadou, s'est dit satisfait des conditions de l'exploitation pétrolière et de l'avancement des travaux de construction de l'oléoduc Niger-Bénin menés par la CNPC (China National Petroleum Corporation), à l'issue d'une visite effectuée du 23 au 25 juillet sur ce chantier, ainsi que sur le champ pétrolier d'Agadem (est) et la raffinerie de Zinder (sud-est).

"Depuis une dizaine d'années, l'industrie pétrolière du Niger se développe à grande vitesse alors qu'elle partait du plus bas de l'échelle.

Les techniques de la CNPC ont permis à l'industrie pétrolière du Niger d'améliorer considérablement sa capacité de développement durable", s'est-il réjoui en recevant des mains de Zhou Zuokun, directeur général adjoint de la CNPCWA (China National Petroleum Corporation West Africa Ltd.) et président-directeur général de la CNPCNIG (CNPC NIGER PETROLEUM S.A) un échantillon de pétrole brut extrait du site de la phase I d'Agadem.

Le ministre a saisi cette occasion pour encourager les employés nigériens et chinois à poursuivre leurs efforts envers une production sûre et respectueuse de l'environnement.

Sur le site de forage d'une des équipes, il a d'ailleurs salué le traitement respectueux de l'environnement, tandis qu'à Zinder, sur le chantier de l'oléoduc Niger-Bénin, il a exprimé sa satisfaction vis-à-vis des travaux de préparation.

M. Mahamadou a aussi pris connaissance d'un rapport sur les réglementations environnementales, sanitaires ainsi que sécuritaires, et plus particulièrement les exigences de prévention et de contrôle face au nouveau coronavirus, respectées strictement par la WAPCO et ses sous-traitants.

Le Niger est producteur de pétrole depuis 2011 à la faveur de la mise en exploitation du gisement d'Agadem par la CNPC.

Il dispose aujourd'hui d'une industrie pétrolière complète, produisant un pétrole de haute qualité traité par la Société de raffinage de Zinder (SORAZ), à capitaux sino-nigériens.

La production actuelle est de 20.000 barils/jour, pour un besoin national estimé à 7.000 bj.

Avec le démarrage de l'exploitation de la phase II du site d'Agadem et l'oléoduc Niger-Bénin, dont le chantier avait été lancé en septembre 2019 par le précédent président Mahamadou Issoufou, le Niger devrait quintupler sa production actuelle, pour passer à 100.000 bj cette année.

Ceci devrait lui ouvrir la voie pour entrer véritablement dans une nouvelle phase de pays producteur et exportateur de pétrole, selon l'ancien ministre du Pétrole Foumakoye Gado.

BRÉSIL

Léger recul du taux de chômage à 14,6%

Le taux de chômage a très légèrement baissé au Brésil de mars à mai, s'établissant à 14,6%, soit un recul de 0,1 point de pourcentage par rapport au niveau record du trimestre précédent (14,7%), selon les statistiques officielles publiées vendredi. Le pays compte 14,8 millions de chômeurs, selon l'Institut brésilien des statistiques (IBGE), soit une hausse de 2,1 millions de chômeurs par rapport à la même période l'an dernier lorsque le Brésil a commencé à être secouru par la pandémie de coronavirus. En un an, le taux de chômage est passé de 12,9% à 14,6%. Selon les analystes, la relance de la première économie d'Amérique latine devrait suivre la progression de la campagne de vaccination contre l'épidémie de Covid-19, qui a fait plus de 550.000 morts au Brésil (212 millions d'habitants).

Mais ils mettent en garde contre des effets retardés sur le marché de l'emploi.

"Dans un contexte d'incertitude élevée (...) les chefs d'entreprise retardent leurs investissements et les contrats (de travail) formels", souligne Paulo Peruchetti de l'Institut brésilien d'économie (Ibre).

ALGER

Arrestation de deux individus pour fermeture de la vanne d'arrêt d'eau potable

Les services de Sûreté de la wilaya d'Alger représentés par la brigade de la Police judiciaire relevant de la Sûreté de Bab El Oued ont arrêté deux individus pris la main dans le sac en train de fermer la vanne principale d'arrêt d'eau potable en utilisant une clé fabriquée manuellement, les services de Sûreté ont mené une enquête qui a donné lieu le même jour à l'arrestation des deux mis en cause pour usurpation d'identité et intervention illégale dans une fonction publique mettant en danger la vie d'autrui et en violant l'une des consignes de sécurité et de précaution et des décrets et décisions liées au confinement sanitaire.

Cette opération s'est soldée par la saisie de clé utilisée, d'un véhicule touristique et de deux téléphones portables.

Après finalisation des procédures légales, les mis en cause ont été déférés devant les juridictions territorialement compétentes.

SIDI BEL-ABBÈS

Affluence remarquable des citoyens pour effectuer des analyses de l'hépatite C

Une affluence remarquable des citoyens pour faire des tests de l'hépatite C, a été enregistrée dans le cadre d'une journée de sensibilisation sur cette maladie, organisée mercredi, à la place "El Mactaa" au centre-ville de Sidi Bel Abbès, a-t-on constaté.

Initiée par le service des maladies du foie, de l'estomac et de l'intestin du Centre hospitalier universitaire CHU "Abdelkader Hassani", cette journée d'information et de sensibilisation a drainé un grand nombre de citoyens de différentes tranches d'âge venus effectuer des analyses de dépistage gratuitement, a-t-on appris d'un médecin supervisant l'opération, Dr Djamel Benabderrahmane.

Plus d'une centaine d'analyses ont été réalisées, la matinée donnant lieu à la détection de quatre (4) cas positifs, a indiqué M. Benabderrahmane, notant que l'opération se poursuit tout au long de la journée.

Eu égard aux complications graves de l'hépatite virale pouvant provoquer un cancer du foie, le dépistage précoce et le traitement à la lumière de la disponibilité de médicaments permettent la guérison dans 95% des cas, a-t-il soutenu, signalant que 200 patients atteints d'hépatite virale C suivent actuellement un traitement au niveau du service des maladies du foie au CHU "Abdelkader Hassani" qui dispose des conditions nécessaires pour une prise en charge optimale des malades.

Cette campagne de sensibilisation de lutte contre l'hépatite C a été favorablement accueillie par les citoyens qui ont reçu des explications sur cette maladie et ses complications, en plus de l'orientation des cas décelés vers le service concerné pour suivre le traitement nécessaire.

A noter que cette journée de sensibilisation est organisée à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre l'hépatite célébrée le 28 juillet de chaque année.

ALGER

153 affaires traitées en juillet

Les services de sûreté de la circonscription administrative de Rouiba (est d'Alger) ont traité 153 affaires le mois de juillet en cours qui se sont soldées par l'arrestation des accusés et leur présentation devant les services judiciaires compétents pour leur implication dans diverses affaires, a indiqué, vendredi, un communiqué des services de la sûreté de la wilaya d'Alger.

Le traitement de ces affaires a permis "la saisie de plus de 51 g de cannabis et 401 comprimés psychotropes", ainsi que "31 armes blanches et une somme de 128620 de revenus du trafic", ajoute le communiqué.

COVID-19

Pr Tbaibia alerte sur les dangers de l'automédication

Le professeur Amar Tbaibia, chef de service de médecine interne à l'établissement hospitalier d'El Biar à Alger, tire la sonnette d'alarme sur les dangers de l'automédication et du non respect des directives en cette période de crise sanitaire induite par la propagation du Coronavirus (Covid-19).

"Un problème est apparu, c'est l'automédication et le non respect des directives sanitaires.

Actuellement, on fait face à une pénurie de l'Enoxaparine et de Tenzaparine, tout simplement parce que les gens les utilisent à tort et à travers, quand ils ne les stockent pas", a-t-il regretté, dans une déclaration à l'APS.

"Le même constat vaudrait pour les antibiotiques.

C'est tout le monde qui les utilise.

Les gens achètent sans ordonnance", ajoute le spécialiste, qui a appelé les citoyens à ne pas recourir à l'automédication et à permettre aux "malades qui en ont besoin d'utiliser ces médicaments qui peuvent sauver des vies" car, a-t-il prévenu, "l'automédication entraîne des complications".

Le chef de service de médecine interne à l'hôpital d'El Biar estime qu'il "faut sensibiliser la population" sur cette question, afin de



changer la situation dans le bon sens et éviter de l'aggraver", expliquant que les recommandations quant à l'utilisation de médicaments, notamment l'Enoxaparine et le Tenzaparine, sont claires. Il affirme que ces produits sont utilisés dans les formes qui présentent des facteurs de gravité", souli-

gnant que les antibiotiques ne sont pas destinés à traiter le virus, mais plutôt à traiter les complications de ce virus, comme la surinfection bactérienne, pulmonaire ou autres".

Concernant la pression sur l'oxygène qui sévit actuellement à travers le pays, le professeur reconnaît qu'il y a effectivement

un problème, "mais il n'y a pas de panique, la situation est gérable", a-t-il rassuré, ajoutant que "l'on ne peut pas manipuler l'oxygène sans avis médical, car c'est un médicament".

Il affirme, à cet effet, que le problème de l'oxygène en Algérie réside dans la distribution et non dans la production.

EL TARF

Des demandeurs de logements réclament l'affichage de la liste des bénéficiaires

Des demandeurs de logements sociaux résidant dans les communes frontalières d'El Tarf, d'El Kala et de Chebaita Mokhtar ont observé mercredi un sit-in devant les sièges de leurs municipalités respectives pour réclamer l'affichage des listes des bénéficiaires et la dynamisation des chantiers de construction de logements sociaux.

Les protestataires, des postulants de la commune d'El Tarf, se sont rassemblés mercredi matin, après que le wali Harfouche Benarar les a informés, dans un communiqué, du report de l'affichage des listes de 1.040 bénéficiaires pour des raisons liées "exclusivement à la situation sanitaire de la pandémie du coronavirus".

Selon les services de la wilaya, les listes des bénéficiaires "sont prêtes et seront affichées ultérieurement, dès

l'amélioration de la situation sanitaire dans cette wilaya qui a enregistré une hausse inquiétante des cas de contaminations". Aussitôt avisés du report de l'affichage des listes suscitées, des demandeurs de près de 750 logements de type LPL, implantés dans la daïra d'El Kala, se sont, à leur tour, rassemblés devant le siège de la daïra pour "revendiquer l'affichage des listes des bénéficiaires". De leur côté, des demandeurs de logements sociaux, résidant dans la commune de Chebaita Mokhtar, ont réclamé "la dynamisation des chantiers de construction qui accusent des lenteurs dans l'état d'avancement des travaux", ont-ils estimé.

Les logements sociaux entrent dans le cadre du programme de résorption de l'habitat précaire (RHP). A ce sujet, les services de la

wilaya d'El Tarf ont indiqué que deux cadres de l'OPGI, accompagnés du chef de daïra et du président de l'Assemblée populaire communale P/APC de Chebaita Mokhtar, se sont déplacés sur les lieux où ils ont rencontré les protestataires et se sont engagés à "redynamiser les chantiers afin d'accélérer le rythme des travaux" en vue d'"être prêts pour les échéances arrêtées".

Le wali d'El Tarf, Harfouche Benarar, avait précisé, lors de la fête de l'indépendance et de la jeunesse (5 juillet dernier), que la distribution des logements "s'effectue de manière progressive, à mesure que les travaux de construction et autres (aménagement extérieurs et VRD) seront achevés totalement pour permettre aux bénéficiaires de disposer d'un toit doté de l'ensemble des commodités".

BEJAIA

Des habitants de Souk-El-Tenine réclament l'ouverture du nouvel hôpital

Les habitants de Souk-El-Tenine, à 25 km à l'Est de Bejaia réclament l'ouverture "en urgence" du nouvel hôpital construit dans les limites urbaines de leur localité, notamment en cette période de crise sanitaire qui les obligent à transférer leur malades vers les structures médicales voisines d'Aokas et Kherrata, selon des élus locaux.

Des citoyens de Souk-Ekl-Ténine ont procédé hier jeudi à l'obstruction de la RN 43, reliant Bejaia à Jijel, pour réclamer l'ouverture en urgence du nouvel hôpital. Ils ont jonché le carrefour central à l'entrée de la ville d'objets hétéroclites et

d'obstacles, empêchant ainsi tout mouvement routier vers Jijel, toute la matinée durant. En début d'après-midi, des élus nationaux et locaux, sont intervenus et réussi à convaincre les manifestants de lever leur barrage, d'autant plus qu'un camion-citerne chargé d'oxygène en provenance de Jijel pour l'hôpital D'Aokas, allait faire son entrée sur le territoire de la circonscription, selon l'un d'eux, le membre du conseil de la nation, Abdennour Derguini.

"Les choses sont rapidement rentrées dans l'ordre", a-t-il confié à l'APS, indiquant que l'ouverture offi-

cielle de cette nouvelle structure ne saurait tarder.

"C'est une question de jours", a-t-il souligné, se réjouissant de la nomination d'un gestionnaire du nouvel établissement dont la première tâche est de "tout mettre en œuvre pour préparer et organiser l'inauguration de l'hôpital".

L'hôpital de 60 lits, en construction depuis plus d'une décennie, est totalement achevé et paré pour se mettre en service.

Il ne lui reste qu'à mettre en place quelques équipements et matériel manquant, notamment pour les laboratoires, les bureaux (matériel informatique), les

cuisines et la buanderie et désigner le personnel dédiés à son fonctionnement, selon le sénateur Derguini.

Le personnel, a-t-il précisé, a été recruté l'an dernier dans l'ardeur de la 2ème vague du covid-19 mais, a dû être dispatché dans les autres structures de la wilaya après l'accalmie de la pandémie survenue à terme. "Tout est fin prêt pour son ouverture dans les règles et les normes", a-t-il encore soutenu, se réjouissant dores et déjà de sa mise en fonction et de son impact futur sur le confort des malades de la région.

CLIMAT

Trop peu de pays ont déposé de nouveaux engagements (ONU)

Seulement un peu plus de la moitié des Etats ont soumis leurs nouveaux engagements climatiques, s'est inquiétée samedi la responsable climat de l'ONU Patricia Espinosa, appelant également à "renforcer" l'ambition des plans déposés.

En vertu de l'Accord de Paris de 2015 qui vise à maintenir le réchauffement "bien en deçà" de +2 C, si possible +1,5 C par rapport à l'ère pré-industrielle, chacun des quelque 200 signataires devait déposer avant fin 2020 une version révisée de ses engagements en matière de lutte contre les dérèglements climatiques, appelés "contribution déterminée au niveau national" (NDC). En raison de la pandémie de Covid-19 et du report d'un an de la conférence climat COP26 de Glasgow, à novembre 2021, de nombreux gouvernements avaient fait savoir qu'ils ne respecteraient pas les délais. Seulement 75 pays, dont très peu de gros émetteurs hormis l'UE, avaient effectivement déposé leur nouvelle NDC au 1^{er} janvier 2021. L'ONU avait fixé une nouvelle date limite au 30 juillet, pour que les engagements puissent être pris en compte dans l'éva-



luation globale qui doit être publiée avant la COP26, réunion cruciale pour l'avenir de la planète. Mais vendredi, 110 pays seulement avaient déposé leurs engagements révisés: une "comparaison favorable" par rapport à janvier, mais "c'est encore loin d'être satisfaisant, puisque seulement un peu plus de la moitié

des Parties (54%) ont respecté le délai butoir", a déclaré Patricia Espinosa dans un communiqué. "Le niveau d'ambition reflété dans ces plans d'action nationaux pour le climat doit également être renforcé", a-t-elle insisté. La première évaluation des 75 engagements révisés publiée en février "montrait que

les efforts collectifs sont loin d'être à la hauteur": "J'espère sincèrement que l'estimation révisée des efforts collectifs révélera une image plus positive", a encore déclaré la responsable onusienne. "Les vagues de chaleur extrêmes, les sécheresses et les inondations qui ont eu lieu récemment dans le monde entier sont un signal d'alarme qui montre qu'il faut faire beaucoup plus, et beaucoup plus vite, pour modifier notre trajectoire actuelle.

Cet objectif ne peut être atteint que par des NDC plus ambitieuses", a-t-elle martelé.

Le rapport de février estimait que l'impact combiné des nouvelles contributions constituerait moins de 1% de baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2030 (comparé à 2010). Très loin des 45% nécessaires pour rester sous les 1,5 C comme l'ont estimé les experts climat de l'ONU (Giec).

BANGLADESH

Les ouvriers se ruent au travail malgré la pandémie

Des centaines de milliers de Bangladais ont pris d'assaut trains et cars afin de retourner travailler samedi, le gouvernement ayant annoncé la réouverture des ateliers de confection exportateurs, malgré une nouvelle vague meurtrière de coronavirus dans le pays.

Alors que l'économie du pays d'Asie du Sud-Est a été particulièrement touchée par la pandémie, le gouvernement a exclu les usines fournissant les principales marques en Europe et en Amérique du Nord du nouveau confinement imposé à l'ensemble de la population. Les autorités ont ordonné que les usines, bureaux, transports et magasins soient fermés à compter du 23 juillet jusqu'au 5 août, le nombre de nouveaux cas et de décès atteignant des niveaux records.

Officiellement, le Bangladesh a recensé 1,2 million de cas et plus de 20.000 morts depuis le début de l'épidémie mais les experts estiment que le bilan réel est quatre fois supérieur. Malgré le confinement, le

gouvernement a annoncé que les 4.500 ateliers de confection du pays, qui emploient quatre millions de personnes, pourront rouvrir à partir de dimanche, provoquant une ruée vers les pôles industriels.

Très influents, les propriétaires de ces ateliers avaient alerté sur les conséquences "catastrophiques" qu'aurait leur incapacité à répondre à temps aux commandes de leurs clients étrangers.

Plusieurs centaines de milliers d'ouvriers, rentrés dans leurs villages afin d'y passer le confinement et y fêter l'Aïd al-Adha, la principale fête religieuse musulmane, tentaient samedi de rejoindre la capitale, Dacca, par tous les moyens, certains n'hésitant pas à marcher sous la mousson. Signe de cette affluence exceptionnelle, plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers ont attendu des heures pour pouvoir monter dans un des bateaux quittant la gare de ferry de Shimulia, à 70km au sud de Dacca.

"La police a effectué de nombreux

contrôles et le ferry était plein à craquer", a expliqué à l'AFP un de ces ouvriers, Mohammad Masun, 25 ans, qui a quitté son village à l'aube, marchant plus de 30 km avant de prendre des rikshaws, pour atteindre l'embarcadere. "C'était une course effrénée pour rentrer à la maison lors de l'annonce du confinement et maintenant nous éprouvons les mêmes difficultés pour retourner au travail", a déploré un autre ouvrier, Jubayer Ahmad, interrogé.

Deuxième exportateur de textile après la Chine, le Bangladesh, 169 millions d'habitants, a vu cette industrie devenir l'une des pierres angulaires de son économie.

Selon le vice-président de l'Association bangladaise des fabricants et exportateurs de tissus, Mohammad Hatem, des commandes pour près de trois milliards de dollars risquaient d'être perdues pour l'industrie si les usines étaient restées fermées.

"Les grandes marques seraient allées se fournir dans d'autres pays", a-t-il assuré.

ETATS UNIS - CRISE DU COVID -19

Des millions d'américains menacés d'expulsion

Des millions de familles américaines qui n'ont pas pu payer leur loyer depuis des mois à cause de la crise, risquent d'être expulsés de leur logement à partir de samedi, alors qu'expire le moratoire qui les protégeait.

Les élus de la Chambre des représentants ont échoué vendredi à se mettre d'accord pour accorder un délai supplémentaire aux locataires en difficulté.

Il y a pourtant urgence, d'autant plus que le variant Delta fait de nouveau flamber le cas de Covid-19.

Une commission parlementaire avait proposé d'aller jusqu'au 31 décembre, mais le soutien n'était pas suffisant, y compris dans les rangs démocrates. Un sursis jusqu'au 18 octobre avait alors été offert à la discussion.

"Malheureusement, pas un seul républicain ne soutient cette mesure.

(...) Il est extrêmement décevant que les républicains de la Chambre et du Sénat aient refusé de travailler avec nous sur cette question", a déploré vendredi soir la présidente

démocrate de la Chambre, Nancy Pelosi, dans un communiqué.

Une source au Congrès a indiqué que l'idée est loin aussi de faire l'unanimité dans les rangs démocrates.

"Il s'agit d'une préoccupation de santé publique", avait déclaré plus tôt vendredi Karine Jean-Pierre, porte-parole de la Maison Blanche, lors du point presse quotidien.

Les élus de la Chambre des représentants sont désormais en vacances jusqu'à la fin du mois d'août, et seront suivis par les sénateurs une semaine plus tard, éloignant tout espoir d'un accord rapide.

Plus de 10 millions de personnes sont en retard sur le paiement de leur loyer, a calculé le CBPP, un institut de recherche indépendant.

Et quelque 3,6 millions de locataires estiment qu'ils risquent de se faire expulser dans les deux mois, selon une étude du bureau des statistiques (Census) réalisée début juillet auprès de 51 millions de locataires.

Le président Joe Biden avait

lui aussi demandé jeudi au Congrès d'étendre ce moratoire. Mais les critiques fusent, beaucoup lui reprochant d'avoir attendu le dernier moment.

"Nous sommes à trois jours de la fin du moratoire inconstitutionnel sur les expulsions du CDC, et quelle est la solution du président Biden? Blâmer la Cour et appeler le Congrès à y remédier", avait déploré le vice-président républicain de la Commission des services financiers de la Chambre des représentants, Patrick McHenry.

Il avait souligné que les membres républicains de cette commission avaient mis sur pied un texte pour pouvoir prolonger le moratoire, mais n'ont pas reçu de réponse.

Cette suspension des expulsions avait été mise en place en septembre 2020 par les Centres de prévention et de lutte contre les maladies (CDC), principale agence de santé publique des Etats-Unis, puis prolongée à plusieurs reprises.

"Garder les gens chez eux et hors des lieux surpeuplés ou de rassemblement - comme les refuges pour sans-abri - en

PÉROU

Séisme de 6,1 dans le nord, ni victimes ni dégâts

Un séisme de 6,1 degrés sur l'échelle de Richter a secoué vendredi la côte nord du Pérou, sans faire ni victimes ni dégâts, ont annoncé les autorités.

La secousse a été enregistrée à 12H10 (17H10 GMT) et son épicerne est situé à 12 kilomètres à l'ouest de la ville de Sullana, non loin de la frontière avec l'Equateur, à une profondeur de 36 km, selon l'Institut national de géophysique.

La direction de l'hydrographie et de la navigation de la Marine de guerre a écarté tout risque de tsunami et la Défense civile n'a fait pour l'heure état d'aucun mort ou blessé.

"Les autorités compétentes évaluent d'éventuels dommages dans les zones les plus touchées", a souligné la Défense civile dans un communiqué.

Le Pérou, situé sur la ceinture de Feu du Pacifique, connaît chaque année une centaine de séismes perceptibles par l'homme.

FINLANDE

Le plus grand feu de forêt depuis 50 ans

Du jamais vu depuis 50 ans: un vaste feu de forêt a ravagé plus de 300 hectares en cinq jours dans une vallée du nord-ouest de la Finlande, après un début d'été exceptionnellement chaud dans le pays nordique.

L'incendie, qui a débuté lundi à environ 25 kilomètres au sud du petit port de Kalajoki au bord du golfe de Botnie, a faibli vendredi en raison notamment de pluies dans le secteur, mais n'est pas encore entièrement sous contrôle, selon les autorités.

"Cela brûle encore, mais le feu ne progresse plus au-delà d'un secteur contenu de 300 hectares, dont le périmètre fait huit kilomètres", a expliqué le chef des opérations des pompiers, Jarmo Haapanen.

"Il faudra au moins une semaine, voire deux ou trois, pour parvenir à l'éteindre totalement", juge-t-il.

Quelque 250 personnes, dont des renforts militaires, ont été mobilisées, ainsi que quatre hélicoptères, mais aucune évacuation n'a été nécessaire dans ce secteur très peu peuplé, à environ 500 km au nord d'Helsinki.

S'il reste relativement petit par rapport aux immenses incendies qui ont ravagé la Sibirie ou le Canada cet été, l'incendie est le plus important en Finlande depuis un feu en 1971, selon les experts.

"Celui de 1971 faisait 1.600 hectares", a expliqué M. Haapanen.

La cause exacte du feu est inconnue, a-t-il précisé. Mais les forêts sont sèches après des mois de juin et de juillet inhabituellement chauds en Finlande, où la température a dépassé les 30 degrés dans plusieurs régions.

Dans les pays nordiques, les feux de forêts sont longtemps restés rares et maîtrisés, mais les dramatiques incendies en Suède pendant l'été 2018 (près de 20.000 hectares partis en fumée) ont révélé la vulnérabilité croissante de l'Europe du Nord.

L'Arctique et les abords des cercles polaires sont soumises à des vagues de chaleur de plus en plus fréquentes, avec un réchauffement trois fois plus rapide qu'ailleurs dans le monde qui augmente notamment le risque de feux de forêts ou de toundra, selon les scientifiques.

La Finlande est souvent citée en exemple pour sa prévention des feux de forêt, avec une politique de prévention qui avait permis de diviser par dix les surfaces consumées depuis l'après-guerre.

Les feux de forêts y dépassent rarement les 50 ou 100 hectares, selon les experts.

Mais le réchauffement climatique risque de changer la donne.

"Si le climat réchauffe nos étés comme ça, je suis sûr que ça arrivera plus souvent", constate le pompier Haapanen.

ORAN 200 centres de vaccination opérationnels (DSP)

Le nombre de centres de vaccination opérationnels contre la Covid-19 dans la wilaya d'Oran a atteint les 200 après l'ouverture mercredi de 85 établissements scolaires pour y accueillir les citoyens désireux de se faire vacciner, a-t-on appris auprès de la direction de la santé et de la population (DSP).

Les 85 établissements scolaires implantés dans différentes communes de la wilaya d'Oran ont été ouverts mercredi aux citoyens désirant se faire vacciner contre la Covid-19, présents en grand nombre depuis la matinée, a-t-on constaté.

Ces structures s'ajoutent aux 115 centres de vaccination ouverts par la DSP au sein des salles de soins et des polycliniques relevant de neuf établissements publics de santé de proximité dans la wilaya, de centres externes en collaboration avec des instances de l'Etat, des opérateurs économiques et de centres mobiles, a indiqué le chargé d'information et de communication à la DSP, Dr Youcef Boukhari.

Les écoles sont ouvertes pour atténuer la tension sur les centres de vaccination au sein des établissements de santé qui accueillent des centaines de citoyens par jour, a-t-il souligné, ajoutant que l'opération se poursuit pour la vaccination d'un grand nombre de citoyens. La DSP a reçu, ces derniers jours, 85.000 doses de vaccin Sinovac dont une partie est réservée aux établissements scolaires ouverts mercredi, a fait savoir M. Boukhari, affirmant que l'opération de vaccination enregistre un engouement des citoyens, surtout avec la hausse du nombre de cas atteints de la covid-19 et du nombre de décès, situation ayant conduit à une prise de conscience de l'importance de la vaccination. A ce jour, 150.000 personnes sont vaccinées contre le coronavirus à Oran depuis le début de l'opération de vaccination en février dernier. Quinze mille (15.000) personnes sont vaccinées par jour, a-t-on expliqué.

BORDJ BOUARRÉRIDJ Une centrale à oxygène et des respirateurs pour les établissements hospitaliers

La wilaya de Bordj Bouarréridj a décidé l'acquisition d'une centrale à oxygène, des respirateurs mobiles et des bouteilles à oxygène au profit des établissements hospitaliers locaux et ce en collaboration avec des investisseurs de la wilaya, a-t-on appris, mercredi des services de la wilaya.

La décision qui intervient dans le cadre des efforts en cours pour répondre à la demande croissante sur l'oxygène, a été prise au cours d'une réunion de concertation sur la situation épidémiologique présidée par le chef de l'exécutif local, Mohamed Benmalek avec les responsables de la direction de la santé et de la population DSP, des médecins, des syndicats du secteur et des représentants de la société civile en plus d'hommes d'affaires locaux, a-t-on précisé. Selon la même source, la DSP supervisera l'opération de réception et de remise des bouteilles d'oxygène au niveau de la société de wilaya de production d'oxygène pour assurer la disponibilité des respirateurs et la lutte contre la spéculation. D'autres mesures préventives portant fermeture des marchés hebdomadaires et quotidiens durant le week-end et l'interdiction de tous les rassemblements ont été prises au cours de cette réunion, a-t-on fait savoir. Le chef de l'exécutif local a exprimé au cours de cette réunion sa satisfaction quant à l'engouement des citoyens pour le vaccin devant permettre l'accélération de la concrétisation de l'objectif d'une immunité collective, ajoutant que la lutte contre cette pandémie "demeure la responsabilité de tous". Selon les services de la wilaya, toutes les cliniques et les établissements de santé de statut privé de la wilaya ont été équipées pour accueillir les malades en cas d'urgence.

BOUIRA - COVID-19 Confinement volontaire à partir de 13h dans plusieurs communes

Un confinement volontaire est appliqué à partir de 13h à travers plusieurs communes de l'est de la wilaya de Bouira dans une initiative citoyenne visant à freiner la propagation du virus de la Covid-19, a-t-on constaté.

Au chef-lieu de la wilaya, beaucoup de citoyens et commerçants de la ville ont répondu favorablement aux appels, sur la toile, à un confinement volontaire à partir de 13h, pour tenter de freiner l'avancée de la pandémie, qui a fait plusieurs morts et plusieurs dizaines de nouveaux cas ces dix derniers jours. "Nous avons répondu présent à cette louable initiative dont l'objectif est de préserver la santé humaine et publique. C'est une

question de conscience, les gens doivent s'auto-confiner car la situation sanitaire est grave", a indiqué à l'APS Djamel, un commerçant de la ville. Jeudi et vendredi, la ville de Bouira était morte et tous les magasins et commerces étaient fermés à partir de 13h.

La même initiative est adoptée à Haizer, où la population locale avait appelé depuis quelques jours à un confinement volontaire pour lutter contre cette nouvelle vague de la Covid-19.

Dans la ville d'El Asnam (Est de Bouira), les citoyens locaux ont salué l'initiative à laquelle ils ont répondu favorables.

La circulation automobile sur la Route

BILAN - CORONAVIRUS 1203 nouveaux cas, 745 guérisons et 35 décès

Mille-deux-cent-trois (1203) nouveaux cas confirmés de coronavirus (covid-19), 745 guérisons et 35 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, a annoncé, samedi, le ministère de la Santé, dans un communiqué.

Le total des cas confirmés de coronavirus s'élève ainsi à 171392, dont 1203 nouveaux cas durant les dernières 24 heures, celui des décès à 4254 cas, alors



que le nombre de patients guéris est passé à 115276, précise le communiqué.

Par ailleurs, 47 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source. En outre, 16 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 14 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 18 wilayas ont connu 10 cas et plus. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.

COVID-19 3,5 millions de personnes vaccinées à ce jour en Algérie (ministère)

Près de 3,5 millions de personnes ont été vaccinées en Algérie depuis le début du processus de vaccination, parallèlement à l'acquisition de plus de 09 millions de doses de vaccin à fin juillet, a indiqué vendredi le ministère de la Santé dans un communiqué publié sur sa page Facebook.

"3.421.279 personnes ont été vaccinées, dont 2.696.467 personnes ont reçu la première dose du vaccin", précise le communiqué ajoutant que le nombre de personnes vaccinées avec la deuxième dose était de 724.812".

Concernant le déroulement de la campagne de vac-



ination, le ministère de la Santé a précisé que 211.182 personnes ont été vaccinées le 26 juillet, 246.676 personnes le 27 juillet et 214.866

personnes vaccinées le lendemain, le 28 juillet.

Quant à l'acquisition des doses de vaccins, le ministère de la santé précise, citant les

services du Premier ministre, que 9.273.200 doses avaient été acquises jusqu'à fin juillet 2021, ajoutant que 8.200.000 doses du vaccin chinois Sinovac devaient être réceptionnées en juillet 2021, ainsi que 758.000 doses de vaccin AstraZeneca (dans le cadre de Covax), et 650.000 doses de vaccin russe Sputnik.

Pour le mois de septembre 2021, la même source prévoit l'acquisition de 5.000.000 de doses du vaccin Sinovac, en attendant le lancement de la production nationale de ce vaccin chinois en septembre, avec une quantité mensuelle estimée à 2.500.000 doses.

ALGÉRIE - PNUD Réception de 750 concentrateurs d'oxygène au profit des structures sanitaires

Le Projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie" annonce, vendredi dans un communiqué la réception d'un premier lot de 750 concentrateurs d'oxygène, sur une commande globale d'urgence de 3.000 unités, au profit des structures sanitaires publiques.

L'acheminement de ces concentrateurs est assuré par un avion de transport de l'Armée nationale populaire et sera réceptionnée à la base logistique de Boufarik. Le reste de la commande sera acheminé la semaine prochaine par voie aérienne. Cette commande intervient en

réponse à une demande "expressément" présentée par le ministère de la Santé. La centrale d'achats du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) basée à Copenhague a réussi à sécuriser cette "importante" commande dans un contexte de "forte" demande mondiale pour les concentrateurs d'oxygène utilisés dans la prise en charge des patients atteints de Covid 19. Le projet annonce également avoir réceptionné, le 25 juillet au port d'Alger, une commande de 1,1 millions de Masques sanitaires de type FFP2/N95 au profit des profession-

nels de la santé. Ce lot viendra s'ajouter aux 6 millions de masques déjà livrés par le Projet à la Pharmacie Centrale des Hôpitaux. Le Projet "Réponse solidaire européenne à la Covid-19 en Algérie" est une initiative intégrée entièrement financée par l'Union européenne pour un montant total de 43 millions d'euros. L'initiative est mise en œuvre par le PNUD Algérie en partenariat avec le ministère de la Santé. Il vise à appuyer le système national de santé publique dans sa lutte contre les conséquences induites par la propagation rapide de la pandémie de Covid-19.

ORAN - COVID-19 Trois cliniques privées autorisées à vacciner

Trois établissements privés de santé de la wilaya d'Oran ont été autorisés à effectuer la vaccination contre la Covid-19, dans le cadre de la campagne nationale, a-t-on appris de la direction locale de la Santé et de la Population (DSP). Il s'agit des cliniques privées Iris, Ben Serrai et El Machouar, qui ont été autorisées à s'impliquer

dans la campagne nationale de vaccination contre la Covid-19, a précisé à l'APS, le Dr Youcef Boukhari. La vaccination contre la covid-19 a commencé récemment dans ces trois établissements privés le personnel médical et paramédical et s'étendra aux citoyens, a souligné le même responsable, faisant savoir que le personnel

chargé de la vaccination dans ces cliniques a reçu une formation en la matière. La campagne de vaccination contre la pandémie est assurée à Oran par les établissements publics de santé de proximité, les centres mobiles de vaccination et tout récemment, les établissements scolaires et de santé privés. La wilaya d'Oran ambi-

tionne d'atteindre 25.000 vaccinés par jour d'ici la fin du mois d'août prochain, actuellement un programme est en phase de préparation dans ce cadre. De 15.000 à 18.000 personnes se font vacciner chaque jour dans les 200 centres de vaccination ouverts dans la wilaya d'Oran, précise-t-on de même source.

ments en cette période difficile. Outre le confinement, des opérations de désinfections sont toujours en cours à Bouira ainsi qu'à Ain Bessam et Ain laâlouï (Ouest).

Les différents services sont impliqués dans les opérations visant à désinfecter les lieux et espaces publics. Par ailleurs, des campagnes de vaccination contre la Covid-19, lancées depuis plusieurs jours, se poursuivent à travers plusieurs structures sanitaires de la région. Plus de 140.000 citoyens ont reçu des injections, selon Dr Arezki Malki, responsable à la direction locale de la santé publique (DSP).

P A N D E M I E D E C O R O N A V I R U S

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Propagation du variant Delta et retour aux restrictions

Le haut-commissaire et le président de la Polynésie française ont annoncé le retour des restrictions pour endiguer la reprise de l'épidémie de Covid-19 dans ce territoire, liée au variant Delta, lors d'une allocution commune, vendredi soir à Papeete (samedi matin à Paris).

"Le taux d'incidence en Polynésie française est passé en deux semaines de 6 pour 100.000 habitants à 267 pour 100.000", a déclaré le haut-commissaire Dominique Sorain, plus haut représentant de l'Etat français dans cet archipel du Pacifique sud. Les rassemblements publics sont désormais limités à 20 personnes et aucun événement rassemblant plus de 500 personnes n'est plus permis.

Les mariages et anniversaires sont interdits dans les établissements publics, tout comme les concerts, expositions, brocantes et fêtes foraines. Très prisés en Polynésie, les bingos et combats de coqs sont aussi prohibés. Les discothèques et salles de bals sont fermées.

Les compétitions sportives peuvent se tenir, mais à huis clos. Les veillées funéraires ne pourront accueillir que 15 personnes et les lieux de culte la



moitié de leur capacité d'accueil. Ces mesures entrent en vigueur samedi et pour un mois. Le haut-commissaire n'a pas exclu un retour au couvre-feu et l'application du pass sanitaire, qui n'a pour l'instant pas été étendu à la Polynésie française. Il envisage également de limiter les déplacements inter-îles. Le président Edouard Fritch a pour sa part insisté sur l'importance de la

vaccination, alors que moins d'un tiers de la population polynésienne est vaccinée et que des dizaines de milliers de doses disponibles pourraient être périmées dans les prochains mois. Le 13 juillet, plus aucun Polynésien n'était hospitalisé pour Covid. Deux semaines plus tard, 40 patients sont hospitalisés, dont 8 en réanimation. "Dans 90% des cas, il s'agit de personnes qui ne sont

pas vaccinées", a insisté M.Fritch. A deux semaines de la rentrée scolaire, il envisage d'ouvrir des centres de vaccination dans les collèges et lycées. Son gouvernement veut éviter la saturation de l'unique centre hospitalier de la Polynésie française, ainsi qu'une diffusion dans les îles et atolls éloignés de Tahiti, peu équipés en structures de soin, d'autant plus que la prévalence des comorbidités, comme le diabète, l'obésité ou les maladies cardiovasculaires, est importante en Polynésie.

Le Covid-19 a tué 149 personnes en Polynésie française.

Ces nouvelles restrictions dans l'archipel interviennent alors que la Réunion et la Martinique, départements français d'Outre-mer, s'apprentent à reconfiner face à la hausse fulgurante des cas de Covid-19, une situation qualifiée de "dramatique" par le Premier ministre Jean Castex.

TUNISIE

Don d'un million de doses de vaccins des Etats-Unis

La Tunisie, en très grande difficulté face à un nouveau rebond de l'épidémie de Covid-19, a reçu vendredi un million de doses de vaccins donnés par les Etats-Unis, a annoncé l'ambassade américaine à Tunis. "Les Etats-Unis vont continuer à soutenir le peuple tunisien pendant cette crise sanitaire. Notre but est de sauver des vies et de faire parvenir autant de vaccins sûrs et efficaces qu'il y a de Tunisiens que possible", a déclaré l'ambassadeur américain, Donald Blome, dans un communiqué annonçant ce don de doses du laboratoire Moderna. Impuissante à enrayer un nouveau rebond épidémique, avec ses hôpitaux démunis qui manquent d'oxygène, la Tunisie est actuellement dans une situation critique. Ce pays du Maghreb de presque 12 millions d'habitants enregistre l'un des pires taux de mortalité officiels du monde, avec la mort de 19.000 personnes liées au nouveau coronavirus. Afin d'éviter une catastrophe sanitaire, des dons de vaccins affluent du monde entier - Chine, pays européens ou du Golfe - depuis quelques semaines pour aider la Tunisie.

Grâce à eux, elle espère vacciner environ 50% de sa population d'ici à la mi-octobre, selon les autorités.

GRANDE BRETAGNE

Les femmes enceintes fortement encouragées à se faire vacciner

La cheffe des sages-femmes pour l'Angleterre a pressé ses collègues d'encourager les femmes enceintes, très peu vaccinées, à se faire administrer le sérum contre le Covid-19, après une étude de l'université d'Oxford montrant l'aggravation de leurs symptômes face au variant Delta.

"Le vaccin Covid-19 peut vous garder, vous, votre bébé et vos proches, en sécurité et hors de l'hôpital", a martelé Jacqueline Dunkley-Bent, responsable des sages-femmes pour l'Angleterre, alors qu'une faible proportion des femmes enceintes se sont pour l'instant vues administrer le sérum.

Dans une lettre ouverte adressée vendredi à ses consœurs et aux femmes concernées, elle a "appelé les femmes enceintes à prendre des mesures pour se protéger et protéger leur bébé", soulignant que "le vaccin sauve des vies".

Cette mise en garde intervient après la publication la semaine dernière d'une étude "préoccupante" de l'université d'Oxford, montrant que 99% des femmes enceintes admises à l'hôpital en raison du virus n'ont pas été vaccinées et qu'une femme enceinte sur dix hospitalisée nécessite des soins intensifs. "C'est une très bonne nouvelle que si peu de femmes enceintes vaccinées aient été admises à l'hôpital avec le Covid-19", a rappelé la professeure Marian Knight, à la tête de l'étude, jugeant "cependant très inquiétant de constater que les admissions de femmes enceintes à l'hôpital pour cause de Covid-19 sont en augmentation et qu'elles semblent être plus sévèrement touchées par le variant Delta". Selon elle, 200 femmes enceintes ont été admises à l'hôpital avec le coronavirus sur la seule semaine dernière. Au total, depuis le début de la pandémie et jusqu'au 11 juillet, 3.371 femmes enceintes ont été admises à l'hôpital avec des symptômes de la maladie. La gravité de leur état s'est accentuée avec le variant Delta, détaille l'étude, qui doit encore être examinée par des pairs. Les femmes enceintes peuvent depuis mi-avril recevoir le vaccin de Pfizer-BioNTech ou de Moderna, le Collège Royal des Obstétriciens et Gynécologues (RCOG) ainsi que le Collège Royal des Sages-femmes leur conseillant de le faire dès que possible. Selon les données du service de santé anglais (PHE) publiées le 22 juillet, environ 51.700 femmes enceintes ont reçu leur première dose, et 20.600 leur deuxième.

C'est bien loin des 606.500 femmes enceintes recensées en Angleterre en 2020-2021 par leur médecin traitant, affirme la BBC.

Les futures mamans peuvent être "rassurées" quant à la sécurité du vaccin, selon Mme Knight qui a insisté sur les "avantages" de la vaccination "non seulement pour elles", mais aussi pour leur bébé, à qui "les anticorps sont transmis".

APS

IRAK

Avec 12.597 nouveaux cas de COVID-19, l'Irak met en garde contre une possible quatrième vague

Le ministère irakien de la Santé a mis en garde vendredi contre la gravité de la situation épidémiologique actuelle que pourrait connaître le pays en cas de quatrième vague de la pandémie de coronavirus, alors que le ministère a signalé 12.597 nouveaux cas de COVID-19. Selon Ruba Falah, une membre du bureau des médias du ministère qui s'est exprimée dans un communi-

qué, la poursuite du signalement de plus de 10.000 cas quotidiens de COVID-19 ces derniers jours est "une preuve claire de la férocité et de la propagation rapide de cette troisième vague, ainsi que de la détection de certains cas infectés par le variant Delta qui a également gravement infecté des jeunes". Si le non-respect des mesures de protection de la santé et la négligence dans

l'acceptation de vaccin se poursuivent, de nouvelles mutations plus graves du virus pourraient apparaître et entrer dans le pays lors d'une quatrième vague de la pandémie", a-t-elle ajouté. Ses commentaires sont intervenus alors que le ministère irakien de la Santé a signalé 12.597 nouveaux cas de COVID-19, portant le nombre de cas à l'échelle nationale à 1.616.384.

MAROC

9.128 cas confirmés et 35 décès en 24 heures

Le Maroc a enregistré vendredi 9.128 nouvelles infections à la COVID-19 en 24 heures, portant ainsi le bilan à 615.999 cas confirmés, annonce le ministère de la Santé. Le nombre de

décès dus au coronavirus s'est établi à 9.732 (+35) tandis que le nombre de guérisons s'est élevé à 557.408 (+4.425), précise le bulletin quotidien du ministère.

LIBAN

Ouverture à Beyrouth de la première clinique mobile avec dépistage gratuit

La première clinique mobile du Liban proposant des tests gratuits de la COVID-19 et d'autres services médicaux de base a été inaugurée vendredi dans la capitale Beyrouth par sa municipalité et le Programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-Habitat).

La clinique offrira des tests PCR gratuits et un soutien dans la recherche des

contacts tout en orientant les personnes souffrant d'autres problèmes de santé vers des prestataires de services.

"Cela nous aidera à mieux faire face aux cas de COVID-19, qu'ils soient dus à de nouvelles souches ou à une transmission communautaire", a déclaré Jamal Itani, le maire de Beyrouth, cité par un communiqué d'ONU-Habitat. Le Liban a connu une

augmentation soudaine de 40% des cas de COVID-19 cette semaine en raison du retour d'un grand nombre d'expatriés et de l'absence de mesures de précaution appropriées.

Selon le ministère de la Santé, le nombre total d'infections au Liban est de 560.396 tandis que le nombre de décès dus au virus s'élève à 7.903 à ce jour.

ESPAGNE

Levée des restrictions mais quarantaine pour les voyageurs du Brésil et d'Afrique du Sud

L'Espagne va lever les restrictions sur les vols en provenance du Brésil et d'Afrique du Sud mais imposera une quarantaine anti-Covid de dix jours à leurs voyageurs à partir du 3 août, indique un décret publié samedi au bulletin officiel.

A partir du 3 août, les voyageurs en provenance de ces deux pays munis d'un certificat de vaccination complet, d'un test négatif ou d'une preuve d'infection récente au Covid-19, pourront entrer en Espagne mais ils devront observer une période d'auto-isolement.

Car, bien qu'ils ne soient désormais plus soumis à des restrictions aussi sévères que depuis quelques mois, ces deux pays

continuent à être classés comme "à haut risque", précise l'article du bulletin.

Ils viennent donc s'ajouter à la liste des pays soumis à des quarantaines depuis 27 juillet sur laquelle figurent l'Argentine, la Colombie, la Bolivie et la Namibie.

Depuis février, l'Espagne interdisait en effet les arrivées du Brésil et d'Afrique du Sud, sauf aux citoyens espagnols et andorrans, aux résidents étrangers vivant en Espagne et en Andorre ou encore aux passagers en transit international vers un pays non-Schengen avec une escale de moins de 24 heures (obligés alors de rester dans l'aéroport).

Les passagers en provenance de ces

deux pays qui remplissaient malgré tout les conditions pour pouvoir entrer en Espagne, devaient déjà observer une quarantaine à leur arrivée.

L'Espagne connaît une nouvelle vague de cas depuis plusieurs semaines (687 cas par 100.000 habitants sur les 14 derniers jours, recensés vendredi) et plusieurs régions ont réinstauré des restrictions.

Ces cas sont toutefois moins graves que durant les vagues précédentes grâce à l'avancée de la campagne de vaccination : près de 57% de la population a été complètement vaccinée et 67% a reçu au moins une dose, d'après les derniers chiffres officiels.

PROBLÈMES DE VUE QUAND FAUT-IL SE FAIRE DÉPISTER ?

Parce que les problèmes de vue non traités peuvent gâcher la vie, parce que le glaucome ou la DMLA font de dégâts... et pour beaucoup d'autres raisons il est essentiel d'aller voir l'ophtalmo régulièrement. Quels sont les rendez-vous à ne pas manquer ?

Les "contrôles techniques" de la vue, ça commence, dès la naissance. "Les grands prématurés doivent obligatoirement passer un examen pour vérifier leur rétine, et écarter une éventuelle rétinopathie du prématuré" explique le Dr Xavier Subirana, ophtalmologiste.

Pour tous les autres nouveau-nés, l'examen systématique à la maternité contrôle qu'il n'y a pas d'anomalie congénitale. Si une cataracte est détectée, par exemple, on l'opérera dans les premiers jours.

Les tout-petits ont des rendez-vous réguliers avec le pédiatre, des examens obligatoires, remboursés à 100% par l'Assurance maladie : dans les 8 premiers jours de vie, une fois au cours de la deuxième semaine, une fois par mois durant les six premiers mois, etc. Une surveillance rapprochée donnant l'occasion au médecin de contrôler, entre autres, la vue de son petit patient.

À 2 ANS : À LA RECHERCHE DE L'AMBLYOPIE

"C'est un âge important, insiste le Dr Subirana. On va pouvoir dépister beaucoup de choses, comme un strabisme (les deux yeux ne regardent pas au même endroit), ou une amétropie (anomalie de la réfraction des rayons lumineux, responsable de la myopie, de l'hypermétropie ou de l'astigmatisme) importante.

C'est aussi le moment idéal pour repérer une amblyopie. L'amblyopie est surnommée le « syndrome de l'œil paresseux », car le cerveau se concentre sur son œil et "oublie" l'autre. Ce trouble se corrige très bien, avec des lunettes (pour donner une image nette) et un cache-œil.



façon petit pirate, sur l'œil performant, pendant quelques semaines, voire quelques mois, pour forcer le "maillon faible" à travailler. Avant 4 ans, la récupération est totale dans 95% des cas. "Mais attention, avec ce trouble, la partie se termine à 6 ans. Autrement dit, si rien n'a été fait avant, l'œil paresseux ne pourra plus récupérer" et va fatalement devenir aveugle. D'où la nécessité de dépistages fréquents et précoces.

À 6 ANS : LE DÉBUT DE LA MYOPIE

Lire, écrire... À l'entrée au CP, il ne faut surtout pas laisser passer un trouble visuel, au risque de mettre l'enfant en échec scolaire. "Des 7-8 ans peut commencer une myopie, qui évoluera jusqu'à l'âge de 20-25 ans, avant de se stabiliser. Aujourd'hui, il

est possible de ralentir son évolution", explique le Dr Subirana. Comment ? En limitant les écrans, et en faisant faire des activités quotidiennes en plein air aux enfants. La lumière naturelle est en effet un excellent antidote à la myopie.

"Il faut le faire. Absolument. Car au-dessus de -6 dioptries, il y a des risques de décollement de rétine, de cataracte et de glaucome. Plus vous arrivez à freiner la myopie dans l'enfance, c'est-à-dire au moment où elle évolue, plus vous éviterez des problèmes graves à l'âge adulte."

ENTRE 20 ET 40 ANS : DES CONTRÔLES PLUS ESPACÉS

A partir de 20 ans, les rendez-vous avec l'ophtalmo sont plus espacés si aucune anomalie n'a été détectée au-

paravant : une fois tous les cinq ans. Cela n'empêche pas, au contraire, de consulter rapidement en cas de symptôme inhabituel : "Si on a les yeux qui piquent ou régulièrement mal à la tête, il peut être intéressant de consulter un ophtalmologiste pour vérifier que l'on n'est pas un astigmatique qui s'ignore."

Les diabétiques, eux, ont un régime spécial : ils doivent voir ce spécialiste au moins une fois par an. Car un ennemi, longtemps silencieux, menace leur vision : la rétinopathie. C'est l'excès de sucre dans le sang qui, à long terme, peut créer des micro-aneurysmes sur la rétine. Ces saignements peuvent entraîner un décollement de la rétine et, à terme, la cécité. Un check-up régulier permet de traiter le problème à ses tout

débuts, pour éviter qu'il ne se complique. Si la rétinopathie est détectée à un stade plus avancé, des injections intravitréennes peuvent soigner les exsudats maculaires, et le laser peut stopper la prolifération des néovaisseaux.

DE 45 À 65 ANS : QUAND LA PRESBYTIE S'EN MÊLE

À partir de 45 ans, les visites de contrôle chez l'ophtalmo se rapprochent : une fois tous les deux à trois ans. "C'est le début de la presbytie, qui touche tout le monde. Impossible d'y échapper." On augmente la lumière, on allonge les bras pour lire, mais il arrive un moment où la vision de près est floue. Un phénomène de vieillissement, inévitabile (même chez les myopes contrairement à une idée reçue) : au fil des ans, le cristallin perd de sa souplesse. "On dépiste aussi le glaucome. Il faut le faire, car il n'y a pas de signes avant-coureurs. Quand on s'en aperçoit tout seul, il est trop tard : la vision perdue l'est pour toujours."

AU-DELÀ DE 65 ANS : AU MOINS UN RENDEZ-VOUS PAR AN

Selon l'Insee, le nombre de séniors de plus de 75 ans en France doublera d'ici à 2050, et les plus de 85 ans attendront les 4 millions. Or, pour bien vieillir, continuer à lire son journal, jouer aux cartes avec ses amis, aller au cinéma, sortir faire ses courses... il faut bien voir. Et donc respecter scrupuleusement cette recommandation : au moins un rendez-vous par an chez son ophtalmologiste pour se faire dépister au plus tôt un glaucome, une cataracte ou une DMLA. Et recevoir un traitement qui sera d'autant plus efficace qu'il aura été enclenché précocement.

LA VITAMINE C RÉDUIT LE RISQUE DE CATARACTE

Après 60 ans, une alimentation riche en vitamine C réduit d'un tiers le risque de progression de la cataracte.

Une alimentation riche en vitamine C pourrait réduire le risque de progression de la cataracte d'un tiers, selon une étude publiée dans la revue *Ophthalmology*. Cette étude est la première qui montre que l'alimentation et le mode de vie peuvent jouer un rôle plus important que la génétique dans le développement de ce trouble visuel.

Les chercheurs ont examiné les données de plus de 1000 paires de jumelles du Royaume-Uni ayant répondu à un questionnaire sur leurs habitudes alimentaires afin de suivre leur

consommation de vitamine C, A, B ainsi que leur apport en zinc, cuivre et manganèse. Une IRM a été utilisée afin de mesurer l'opacité du cristallin et la progression de la cataracte, d'abord à 60 ans, puis dix ans plus tard.

Lors de cette étude, l'apport d'aliments riches en vitamine C a été associé à une réduction de 20% du risque de cataracte. Au bout de dix ans, la réduction du risque était de 33% chez les femmes consommant le plus de vitamine C. C'est sans doute le côté antioxydant de la vitamine C qui permet de limiter la progression de cette maladie de l'œil. En effet, le fluide à l'intérieur de l'œil est normalement riche en vita-



mine C, ce qui aide à prévenir l'oxydation qui obscurcit le cristallin. Un im-

portant apport en vitamine C via le régime alimentaire permet sans doute

d'augmenter la quantité de fluide autour de la lentille, fournissant ainsi une protection supplémentaire. À noter que les chercheurs, dirigés par le Pr Christopher Hammond, professeur d'ophtalmologie au King's College de Londres, ne se sont intéressés qu'à l'apport de vitamine C dans la nourriture et non sous forme de complément alimentaire.

"Bien que nous ne puissions pas encore éviter complètement de souffrir de la cataracte, nous pouvons être en mesure de retarder son apparition et l'empêcher de s'aggraver de manière significative grâce à une alimentation riche en vitamine C" a souligné le médecin.

4 RÉFLEXES QUOTIDIENS POUR PRENDRE SOIN DE VOS YEUX

#1 : je les hydrate

Climatisation, chauffage, poussière, vent, fumée de cigarette... peuvent assécher les yeux. En cas de sécheresse légère, utiliser du sérum physiologique. Si la sécheresse est plus sévère, mieux vaut opter pour des larmes artificielles associées à un gel lubrifiant.

Il pleurent, ils pleurent ? Pour les soulager, appliquer des compresses d'eau tiède pendant 5 minutes. Ensuite, masser les paupières inférieures puis supérieures pendant une minute. Terminer le soin en fermant les yeux normalement pendant 2 secondes avant de les rouvrir. Les fermer à nouveau en serrant fort les paupières et les rouvrir. Recommencer cet exercice une dizaine de fois. Vision rafraîchie garantie !

#2 : je les mets au repos

Les écrans font énormément travailler les yeux. Pour les reposer, privilégier la règle du 20-6-20 : toutes les 20 minutes posées sur un écran, regarder un objet situé à une distance de environ 6 mètres de soi, pendant 20 secondes. Puis, fermer les yeux, poser les restes de mains par-dessus et pointer dans cette position pendant 2 à 5 minutes. Autre option : porter des lunettes anti-lumière bleue dès lors qu'on passe plusieurs heures devant un écran d'ordinateur, de smartphone, de télévision ou de tablette.

#3 : je les muscle

Avec de la gym oculaire ou du yoga des yeux. Comme l'exercice de l'index : tête et dos droits, tendre le bras et fixer le bout de son index (ou l'ongle de son pouce), sans bouger la tête, rapprocher lentement l'index de son nez, puis l'éloigner toujours lentement, tout en le fixant. Recommencer une vingtaine de fois.

#4 : je leur apporte de bons nutriments

La lutéine et la zéaxanthine : des pigments appartenant à la famille des caroténoïdes, possèdent un grand pouvoir antioxydant et anti-radicalaire. On les retrouve dans les légumes à feuilles vertes (choux, épinards, brocoli...) et dans le jaune d'oeuf.

La vitamine A : elle améliore les visions diurne et nocturne. On la trouve dans les fruits et légumes à couleur vive (carotte, courgette, courge, orange, poivrons, orange, carotte...) ou la foie de veau.

Les vitamines C et E : elles luttent contre les radicaux libres. Agrumes, noix et céréales en contiennent en quantité.

La vitamine D : on la trouve dans le poisson gras, mais le meilleur moyen de la synthétiser reste encore de vous exposer quelques minutes par jour au soleil.

Le zinc : il contribue à la production de mélanine en transportant la vitamine A du foie vers la rétine. L'autre constitue l'une des meilleures sources de zinc, mais on peut aussi en trouver dans la viande, les graines de sésame et de citrouille.

Les acides gras oméga-3 : aux propriétés anti-inflammatoires, sont principalement présents dans les poissons gras (saumon, maquereau, thon...) et les fruits à coque (noix, amande...).

9 CHOSES À SAVOIR SUR VOS YEUX

La Journée mondiale de la vision se déroule traditionnellement le 2e jeudi d'octobre. L'occasion de faire le point sur certains risques méconnus qui guettent votre santé visuelle.

La Journée mondiale de la vue est une journée annuelle de sensibilisation qui a pour objectif d'attirer l'attention sur la cécité et la déficience visuelle. Certes, le Covid-19 est passé au premier plan de nos préoccupations de santé mais le suivi de notre vue reste essentiel. Entre les mois de confinement à la maison, le développement du télétravail et les longues heures passées sur l'écran de l'ordinateur et les rendez-vous de contrôle repoussés, nos yeux sont mis à rude épreuve. "Et cela n'est pas sans conséquence. Cette sur-sollicitation de nos yeux, chez les jeunes comme chez les moins jeunes, peut en fait entraîner une fatigue visuelle, avec des picotements, une sécheresse oculaire, ou une vision plus floue" soulignent les professionnels de la vue sur labonnevue.fr.

Ainsi, si l'on travaille sur écran, il est conseillé de faire des pauses toutes les 20 minutes, et de regarder au loin pendant 20 secondes, pour soulager les yeux.

QUAND FAUT-IL FAIRE CONTRÔLER SA VUE ?

Chez les tout-petits, il est recommandé de faire un premier contrôle à l'âge de 9 mois, pour détecter d'éventuels malformations ou troubles visuels. Lorsque tout va bien, deux contrôles à l'âge de 3 et 5 ans permettent de vérifier l'acuité visuelle. Ensuite, durant la croissance, une visite tous les ans est idéale pour surveiller l'évolution de la vision. Entre 20 et 40 ans, il est conseillé de faire un contrôle tous les 5 ans. Enfin, à partir de 45 ans, un contrôle tous les deux ans est de rigueur. Bien sûr, si vous sentez une baisse de votre vue, de l'inconfort, ou si vous avez des prédispositions aux troubles visuels (antécédents familiaux, ou si vous faites du diabète, par exemple), n'hésitez pas à faire des contrôles plus réguliers.

ON PEUT FAIRE CONTRÔLER SA VUE CHEZ L'OPTICIEN

Désormais, les opticiens sont habilités à contrôler votre vue et à renouveler vos ordonnances, pour adapter votre correction, tout en informant votre médecin de tout changement. Cependant, quelques critères sont à remplir pour bénéficier de ces contrôles : Avoir entre 16 et 42 ans et avoir une prescription initiale de moins de 5 ans. Pour les plus de 42 ans, avoir une prescription initiale de moins de 3 ans (obligatoirement délivrée par un ophtalmologiste s'il s'agit d'une première prescription pour presbytie). Ne pas ressentir d'évolution significative de votre vue. Ne pas avoir d'opposition de votre ophtalmologiste.

1/9 - Les yeux des myopes sont plus fragiles

Les yeux des myopes étant plus volumineux que les yeux normaux



(l'allongement excessif du globe oculaire est justement ce qui provoque la myopie), la rétine est plus étirée et soumise à des tensions plus fortes, ce qui peut provoquer des déchirures ou des décollements de la rétine. Et plus la myopie est forte, plus les risques de complications sont importants. C'est pourquoi on recommande aux myopes de faire contrôler leur fond d'œil (un examen de la rétine) tous les deux ans.

2/9 - Après 50 ans, l'aspirine est mauvaise pour la vue
Des chercheurs australiens ont découvert que les personnes de plus de 50 ans qui soignent leurs douleurs avec de l'aspirine et qui en prennent au moins une fois par semaine ont trois fois plus de risques de développer une des formes de la dégénérescence maculaire liée à l'âge (DMLA). Cette affection de l'œil est due à un vieillissement de la zone centrale de la rétine appelée macula et représente la première cause de cécité chez les personnes de plus de 60 ans.

3/9 - On va pouvoir dépister la maladie d'Alzheimer dans les yeux
Dépister la maladie d'Alzheimer de façon précoce en étudiant les petits vaisseaux sanguins du cristallin ou en analysant le liquide oculaire sont deux postes très sérieusement étudiés par les chercheurs américains. Demain, l'ophtalmo pourrait dépister la maladie avant même qu'elle soit visible sur l'IRM.

4/9 - Plus on mange gras, plus on risque la DMLA

Un régime trop riche en graisses a aussi des répercussions sur la santé visuelle. Le risque de DMLA est ainsi multiplié par trois lorsqu'on mange trop gras. L'inflammation provoque

par une alimentation trop riche provoquerait un stress oxydatif dans les différents organes, dont les yeux.

5/9 - Le yoga est déconseillé aux personnes qui souffrent de glaucome
Cette maladie de la vue est provoquée par une augmentation de la pression oculaire, qui va "peser" sur le nerf optique et progressivement rétrécir le champ visuel. Or, une étude américaine a montré que certaines postures de yoga (dont celle du "chien tête en bas") aurait tendance à accentuer la pression sur le nerf optique, donc à aggraver la situation des patients atteints par le glaucome.

6/9 - Les lentilles sont déconseillées avec certains médicaments

Le port des lentilles de contact est déconseillé si l'on suit un traitement qui diminue les sécrétions lacrymales comme les bêta-bloquants et les anticholinergiques (dans le cas de la maladie de Parkinson, par exemple). Ne portez pas non plus de lentilles si vous devez instiller dans les yeux un collyre ou des produits susceptibles de les teinter (vitamine B12, rifamycine...).

7/9 - Les yeux fongés ont plus de risque de souffrir de cataracte

Une étude publiée dans l'American Journal of Ophthalmology a constaté

que les personnes aux yeux fongés avaient de 1,5 à 2,5 fois plus de risques de souffrir de la cataracte, un trouble de la vision qui survient lorsque le cristallin perd de sa transparence. Lorsqu'on a les yeux fongés, il faut donc veiller à porter des lunettes de soleil pour protéger les yeux des rayons ultraviolets qui augmentent le risque de cataracte.

8/9 - Il est possible de freiner la myopie chez les enfants

Dès 8 ans, les enfants peuvent porter des lentilles pendant la journée. Ces lentilles souples ralentissent l'élongation de l'œil et réduisent la progression de la myopie pour qu'elle soit moins forte à l'âge adulte.

9/9 - On peut attraper un coup de soleil de l'œil

Lorsque la cornée est exposée aux UV de manière intense, le risque de brûlure est élevé. Dououreux et gênant (on a la sensation d'avoir du sable dans les yeux et on pleure), ce "coup de soleil de l'œil" appelé photokératoconjonctivite est très fréquent en montagne. Il guérit en quelques jours à condition de rester dans l'obscurité mais s'il se renouvelle, il peut s'avérer dangereux pour les yeux.



BURKINA FASO François Compaoré a pris acte de la décision de son extradition, selon ses avocats

Les avocats de François Compaoré, inculpé dans le dossier de l'assassinat du journaliste d'investigation Norbert Zongo, ont annoncé que leur client a pris acte de la décision de son extradition vers le Burkina Faso. A l'issue de quatre ans de procédure, le Conseil d'Etat français a validé le décret d'extradition de François Compaoré vers le Burkina Faso. "Celui-ci en prend acte. Il est prêt à faire face, dans la dignité, dans l'honneur et avec responsabilité, à la justice burkinabè", ont écrit les avocats dans un communiqué.

François Compaoré "regrette toutefois que la décision du Conseil d'Etat ne s'inscrive pas dans la ligne des précédents jurisprudentiels qui excluent toute mesure d'extradition à caractère politique ou qui expose la personne concernée à des risques de torture, de traitements inhumains et dégradants et de violations du droit à un procès équitable", indique le communiqué.

Les avocats ont affirmé que leur client "serait malheureusement et assurément exposé à de tels risques s'il était remis au Burkina Faso, pays actuellement en proie à une grave déstabilisation et qui ne présente aucune garantie suffisante, ni pour lui, ni pour ses avocats appelés à le défendre". Les avocats ont annoncé dans ce communiqué que M. Compaoré avait saisi la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) "afin qu'elle fasse échec à l'extradition envisagée et sanctionne les manquements de la France à la protéger". Norbert Zongo, journaliste qui enquêtait sur le meurtre d'un chauffeur de François Compaoré, a été retrouvé mort calciné le 13 décembre 1998, avec trois autres personnes qui l'accompagnaient, selon les médias locaux. Le 29 octobre 2017, François Compaoré a été arrêté à l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, en France, en réponse à un mandat d'arrêt international lancé par la justice burkinabè via Interpol, dans le cadre du dossier de l'assassinat du journaliste Norbert Zongo.

La Cour de cassation française a validé en juin l'extradition de François Compaoré vers le Burkina Faso, mais ses avocats avaient fait appel de cette décision.

UGANDA Le président ougandais ordonne à l'armée de superviser les contrôles sanitaires à l'aéroport international d'Entebbe

Le président ougandais Yoweri Museveni a ordonné vendredi à l'armée de prendre en charge le dépistage du nouveau coronavirus à l'aéroport international d'Entebbe.

Il a précisé dans une allocution télévisée que le service de santé des armées devrait contrôler les voyageurs au départ et à l'arrivée de cet aéroport situé à 35km au sud de la capitale, Kampala. Cette annonce survient à peine deux semaines après que le ministère de la Santé a suspendu un établissement de santé privé chargé du dépistage des voyageurs, en raison d'allégations de faux résultats. M. Museveni a ainsi exhorté le ministère de la Santé, les services d'immigration, les services de santé portuaires et autres organes publics à "veiller au respect des directives existantes, telles que le dépistage et l'isolement". Il a par ailleurs annoncé l'assouplissement des mesures de confinement instaurées pour 42 jours à la faveur d'une baisse du nombre de cas d'infection.

Les transports privés et publics ont repris, mais avec un rappel au respect des mesures de prévention sanitaires. En revanche, les rassemblements publics, les écoles et les lieux de culte restent fermés, a précisé le chef de l'Etat. En date de vendredi, l'Ouganda avait enregistré un total de 93.675 cas d'infection, avec notamment 81.992 guérisons et 2.661 décès, depuis que le premier cas a été confirmé en mars 2020, selon le ministère de la Santé.

SAHARA OCCIDENTAL Tenue de la 45^e EUCOCO les 10 et 11 décembre prochain

La Task-force de la Coordination européenne de soutien au peuple sahraoui a annoncé l'organisation de la 45^e édition de la Conférence internationale sur la solidarité et le soutien au peuple sahraoui (EUCOCO) les 10 au 11 décembre 2021 à Las Palmas.

La Commission en charge de la supervision de cet événement international annuel a fait savoir, dans un communiqué, au terme de sa dernière réunion, que le choix de Las Palmas revêt plusieurs significations, d'autant que cette édition coïncide avec le 10^e anniversaire du démantèlement du camp Gdeim Izik.

Les travaux de la 45^e Eucoco porteront, dans le cadre de cet anniversaire, sur la situation des détenus politiques dans les geôles de l'occupation, notamment du groupe de Gdeim Izik, "héros de cette épopée historique dans le parcours de notre résistance civile pacifique", précise la même source.

Selon la même commission, cette rencontre se veut "une opportunité d'une extrême importance afin de mobiliser le soutien international et de conforter les efforts de l'Observatoire des ressources du Sahara occidental (WSRW) aux Iles Canaries pour mettre



fin à l'implication directe du gouvernement des Canaries et d'autres parties dans l'exploitation illégale des ressources naturelles sahraouies, en vertu des accords d'association UE-Maroc qui font toujours l'objet d'examen par la CJUE, suite aux recours introduits par le Front Polisario.

La Conférence jettera également la lumière sur 50 ans de lutte du peuple sahraoui pour

l'indépendance et les récents développements dans la région, face à une situation inédite après le retour de la guerre au Sahara occidental, suite à la violation du cessez-le-feu par l'armée marocaine le 13 novembre 2020 à El Guerguerat.

La Coordination européenne de soutien au peuple sahraoui a tenu à organiser la conférence aux Iles Canaries,

compte tenu de la relation historique et géographique de cette région avec le Sahara occidental, outre les connotations politiques, qui sont à même de rappeler à l'Espagne ses responsabilités historiques envers le peuple sahraoui, en tant que force administrative du Territoire, conformément aux résolutions des Nations Unies. Le Mouvement de solidarité européen veut réitérer son soutien au peuple sahraoui, en veillant à assurer la réussite de cette rencontre internationale et à en faire un véritable point de départ pour renouveler le serment fait aux détenus du groupe de Gdeim Izik et aux acteurs de l'Intifada pour l'indépendance".

La 45^e édition de la Conférence de l'Eucoco devait se tenir les 7 et 8 novembre 2020, avant son report en raison de la pandémie de la Covid-19 et en application des mesures prises à l'époque par les autorités espagnoles.

MALI Le Premier ministre de transition présente le Plan d'action de son gouvernement au CNT

Le Premier ministre de transition malien, Choguel Kokalla Maïga, a présenté ce vendredi au Conseil national de transition (CNT) le Plan d'action de son gouvernement (PAG) avec quatre axes. Le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national, les réformes politiques et institutionnelles, l'organisation des élections générales, la promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité constituent les quatre axes du Plan d'action du gouvernement.

Au cours de sa présentation devant les membres du CNT, le Premier ministre de transition a également donné des assurances sur plusieurs sujets cruciaux de la

feuille de route de la transition. Evoquant le renforcement de la sécurité, M. Maïga a indiqué que son gouvernement s'engagerait à mettre "tous les moyens matériels et humains nécessaires à la disposition des Forces de défense et de sécurité (FDS) maliennes" afin de leur permettre de s'acquies de leurs missions. A cet effet, les actions prioritaires viseront à renforcer les effectifs des FDS, à moderniser leurs équipements et les infrastructures et à améliorer le parcours du recrutement, en passant par la formation, l'entraînement et l'aguerissement.

M. Maïga a aussi donné des gages à la communauté internationale en ce qui

concerne la volonté des autorités de transition de respecter tous les engagements pris par le pays, notamment la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali (APR). "Le gouvernement poursuivra la mise en œuvre intelligente et la relecture de manière consensuelle de l'accord aux fins de son parachèvement", a-t-il indiqué, tout en mettant l'accent sur "son appropriation collective et le renforcement de son caractère inclusif".

Après avoir prêté serment devant la Cour suprême le 7 juin comme nouveau président de transition malien, Assimi Goïta a porté son choix sur Choguel Kokalla Maïga comme Premier ministre de transition.

NIGER Retour de 26 000 déplacés dans le sud-est

Plus de 26.000 personnes qui avaient fui en 2015 des attaques terroristes dans le sud-est du Niger ont été reconduites dans leur localité d'origine, dans la région de Diffa, ont indiqué vendredi les autorités locales.

"Ce sont 26.573 personnes issues de 8.190 ménages qui ont été déjà acheminées dans 19 villages au terme de la première phase des opérations de retour des déplacés", a indiqué à l'AFP un responsable du gouvernement de la région de Diffa.

Cette région, frontalière du Nigeria abrite 300.000 réfugiés nigériens et déplacés internes, chassés par les exactions des terroristes du groupe Boko

Haram et de sa branche dissidente du groupe Etat islamique en Afrique de l'Ouest (Iswap), selon l'ONU.

La télévision publique nigérienne a montré jeudi soir les images de la dernière vague bouclant cette première phase, de 11.733 personnes en route pour leur localité d'origine à bord de camions affrétés par les autorités.

Ces déplacés avaient trouvé refuge dans des sites autour de villages plus sécurisés, des camps onusiens ou encore chez des proches à travers toute la région. Lancée le 20 juin, cette première phase de retour volontaire concerne des villages

riverains de la route nationale numéro 1 "où la situation sécuritaire est déjà favorable" au retour des habitants, avait indiqué début juillet le président Mohamed Bazoum lors d'un séjour à Diffa.

D'autres opérations seront programmées afin de reconduire tous les déplacés dans leur village d'ici décembre 2021, avait expliqué Mohamed Bazoum. Le gouvernement a notamment fourni une assistance alimentaire, des abris et des moustiquaires - pour lutter contre le paludisme - aux populations de retour dans leurs villages.

Il a également promis de

réhabiliter les centres de santé, les systèmes de distribution d'eau potable et les écoles délabrés après le départ des habitants. Le Niger et le gouverneur de la région nigérienne du Borno, particulièrement frappée par les attaques, ont trouvé un accord pour le rapatriement de 130.000 Nigériens réfugiés au Niger à partir des mois de novembre ou décembre, a déclaré le 9 juillet le président Bazoum.

M. Bazoum a annoncé de nouvelles opérations militaires pour "nettoyer" des villages où se trouvent des terroristes, qui ont "élargi" leur champ d'action dans le sud-est du pays.

CAP-VERT Les candidatures présidentielles doivent être soumises avant le 18 août 2021

Les candidatures à l'élection présidentielle au Cap-Vert, prévues pour le 17 octobre cette année, doivent être présentées à la Cour constitutionnelle au plus tard le 18 août, 60 jours avant les élections, a annoncé vendredi la Commission nationale des élections (CNE).

Selon le calendrier publié par la CNE, au lendemain de la date limite de présentation

des candidatures, le 19 août, aura lieu le tirage au sort de l'ordre d'attribution des candidatures au scrutin.

La Cour constitutionnelle donnera 48 heures pour remédier aux irrégularités et la décision sur l'admission des candidatures sera connue le 23 août, cinq jours après la date limite de dépôt des candidatures.

Selon la Constitution du Cap-Vert, le

président de la République est élu au suffrage universel et direct par les électeurs inscrits sur le territoire national et à l'étranger. La Constitution du Cap-Vert définit également que les candidatures à la présidence de la République "sont proposées par un minimum de mille et un maximum de quatre mille votants".

PALESTINE

Des dizaines de manifestants palestiniens blessés en Cisjordanie

Selon des médecins et des témoins oculaires, des dizaines de manifestants palestiniens ont été blessés vendredi par les soldats de l'entité sioniste en Cisjordanie.

La répression a eu lieu près de Naplouse et Hébron, deux villes de Cisjordanie.

D'après des témoins oculaires, les sionistes ont tiré des balles réelles, des balles en caoutchouc et des grenades lacrymogènes sur les manifestants, qui ont jeté des pierres sur les soldats, agité des drapeaux palestiniens et scandé des slogans anti-israéliens.

De son côté, la Société du Croissant-Rouge palestinien a indiqué dans un communiqué que son équipe médicale avait soigné plus de 220 Palestiniens blessés par les soldats israéliens lors des affrontements.

Les tensions entre l'entité sioniste et les Palestiniens sont récemment montées après la



mort de trois Palestiniens qui ont été tués cette semaine, dont un jeune garçon de 12 ans, ont affirmé les médias palestiniens.

LIBAN

L'UE prête à des sanctions pour peser sur la formation d'un gouvernement

L'Union européenne a annoncé vendredi être en mesure d'imposer des sanctions ciblées aux dirigeants libanais, responsables du blocage politique, afin d'aider à la formation d'un gouvernement et à l'adoption de réformes pour sortir le Liban de l'impasse.

Les ministres des Affaires étrangères de l'UE avaient demandé au cours de leur dernière réunion le 12 juillet la mise en place d'un cadre juridique pour ces sanctions, qui a été approuvé vendredi, selon un communiqué.

La liste des personnes et des entités qui seront sanctionnées doit encore faire l'objet d'un accord à l'unanimité des Vingt-Sept de l'UE. Ce cadre juridique

"donne la possibilité d'imposer des sanctions à l'encontre de personnes et d'entités qui sont responsables de l'atteinte à la démocratie ou à l'Etat de droit au Liban", est-il précisé dans le communiqué.

Les Etats-Unis se sont félicités de la décision de l'UE de "faire usage de ce moyen important pour faire rendre des comptes aux responsables dans le monde entier", dans un communiqué commun du chef de la diplomatie Antony Blinken et de la secrétaire au Trésor Janet Yellen. "Les sanctions sont destinées, entre autres choses, à forcer à des changements de comportement et à faire rendre des comptes aux dirigeants corrompus", ont-ils souli-

gné, se disant prêts à coopérer avec l'UE sur le dossier libanais. La prochaine réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE est prévue pour le 21 septembre. Le nouveau Premier ministre libanais désigné, le milliardaire Najib Mikati, 65 ans, a promis mardi de former un nouveau gouvernement dans les plus brefs délais.

Les sanctions européennes viseront les personnes qui feront obstacle à ce processus, selon le communiqué de l'UE.

Elles consistent en une interdiction de voyager dans l'Union européenne et en un gel des avoirs des personnes ainsi que des entités concernées.

En outre, il est interdit aux personnes et entités de

l'UE de mettre des fonds à la disposition des personnes figurant sur la liste.

L'UE se donne également les moyens de sanctionner les personnes coupables de "saper la mise en oeuvre des plans approuvés par les autorités libanaises et soutenus par les acteurs internationaux concernés, y compris l'UE, pour améliorer la responsabilité et la bonne gouvernance dans le secteur public ou la mise en oeuvre de réformes économiques essentielles", poursuit le communiqué.

Sur ce dernier point, il mentionne les secteurs bancaire et financier et "l'adoption d'une législation transparente et non discriminatoire sur l'exportation de capitaux".

NUCLÉAIRE IRANIEN

Berlin: l'Iran "retarde" la reprise des discussions

L'Iran "retarde" la reprise des négociations engagées avec les grandes puissances pour sauver l'accord nucléaire de 2015, a déploré, vendredi, le ministre allemand des Affaires étrangères Heiko Maas, selon lequel l'option de relancer le texte "ne sera pas ouverte éternellement". "Je constate avec un malaise croissant que l'Iran retarde la reprise des négociations nucléaires de Vienne d'une part, tout en s'éloignant de plus en plus des éléments essentiels de l'accord", a déclaré le chef de la diplomatie dans un entretien à l'hebdomadaire Spiegel. "Nous souhaitons un retour au JCPOA (acronyme de l'accord, ndlr) et sommes fermement convaincus que c'est dans l'intérêt de tous", a affirmé M. Maas.

"Ce qui est clair, cependant, c'est que cette option ne nous sera pas ouverte éternellement", a-t-il ajouté. Des discussions ont repris en avril à Vienne pour relancer l'accord, dont l'ex-président américain Donald Trump a retiré les Etats-Unis et dont l'Iran a commencé à se désengager en guise de représailles.

Mais ces discussions, auxquelles Washington participe indirectement, semblent bloquées jusqu'à l'entrée en fonction du nouveau président iranien, Ebrahim Raïssi, début août. Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken a prévenu jeudi que les négociations pour sauver le JCPOA - dont France, Allemagne, Royaume-Uni, Russie et Chine restent cosignataires - ne peuvent durer "indéfiniment" et que "la balle reste dans le camp de l'Iran".

BULGARIE

Le président charge le parti ITP de former le gouvernement

Le parti "Il y a un tel peuple" (ITP), arrivé en tête aux élections du 11 juillet, va être chargé vendredi de former le gouvernement en Bulgarie, a annoncé le président, qui pousse à une sortie de crise. "Le pays est confronté à des défis exigeant la formation d'un gouvernement le plus vite possible", a déclaré le chef de l'Etat Roumen Radev, alors que le vainqueur peine à dégager une majorité claire. "Il est temps que les Bulgares apprennent le nom de leur Premier ministre", a-t-il ajouté devant des journalistes, tandis que ce pays de l'Union européenne (UE) est dans l'impasse.

Après des manifestations historiques contre la corruption supposée du Premier ministre conservateur sortant Boiko Borissov, les Bulgares se sont rendus aux urnes une première fois le 4 avril. M. Borissov est arrivé en tête, mais pour la première fois, il n'a pas réussi à se trouver des partenaires pour gouverner.

Une majorité sans lui étant également impossible, un gouvernement intérimaire a été installé par le président proche des socialistes et un nouveau scrutin a été organisé le 11 juillet.

Or ce cabinet dit "technique" a révélé de nouvelles affaires de corruption durant la campagne, favorisant cette fois la victoire de la star Slavi Trifonov, un chanteur tenant un discours antisystème, au détriment de M. Borissov. Le novice en politique, qui ne veut pas prendre lui-même la tête du gouvernement, ne dispose que de 65 sièges sur un total de 240. Son parti souhaite former un gouvernement minoritaire et tente d'arracher le soutien d'une majorité de députés au parlement autour d'un programme d'intérêt général.

ETATS-UNIS - CORÉE DU NORD

Washington saisit un pétrolier contrevenant aux sanctions envers la Corée du Nord

Un tribunal fédéral américain a ordonné vendredi la saisie d'un navire pétrolier suspecté d'effectuer des livraisons à la Corée du Nord, allant ainsi à l'encontre des sanctions des Etats-Unis envers Pyongyang. Le M/T Courageous aurait effectué des transferts de produits pétroliers à des navires battant pavillon nord-coréen et aurait effectué des livraisons au port de Nampo, en Corée du Nord, a affirmé le ministère américain de la Justice dans un communiqué, citant les documents versés au dossier judiciaire.

La décision, par une juge fédérale à New York, de saisir le navire signifie que le gouvernement américain se trouve désormais propriétaire de ce tanker d'une capacité de 2.734 tonnes. L'ex-propriétaire et opérateur du pétrolier, un ressortissant singapourien du nom de Kwek Kee Seng, est toujours recherché par les autorités américaines pour complicité de blanchiment. "Kwek et ses complices sont impliqués dans un vaste système d'évasion des sanctions des Etats-Unis et de l'ONU en utilisant des navires sous leur contrôle pour transporter clandestinement du carburant vers la Corée du Nord, fournissant ainsi une ressource essentielle au gouvernement nord-coréen", a soutenu le ministère de la Justice. Le M/T Courageous aurait ainsi été acheté en utilisant des dollars américains passant par des banques américaines "à leur insu", précise le communiqué. Le Cambodge, où mouillait le M/T Courageous, avait saisi le navire en mars 2020 à la demande des Etats-Unis. L'économie de la Corée du Nord est sapée depuis des années par les multiples sanctions internationales imposées en riposte à ses programmes militaires interdits, notamment nucléaires. Fin juin, le représentant spécial américain pour la Corée du Nord avait exhorté les membres du Conseil de sécurité de l'ONU à appliquer de manière stricte les résolutions contre Pyongyang, destinées à limiter les importations nord-coréennes de pétrole et ses exportations notamment de charbon, de textile et de poisson.

IRAK

Huit morts et dix blessés dans une attaque de Daech dans le nord de Bagdad

Huit personnes ont été tuées et dix autres blessées vendredi lors d'une attaque menée par le groupe terroriste auto proclamé Etat islamique (EI/Daech) lors de funérailles et contre un poste de contrôle situé à proximité dans le nord de la capitale irakienne Bagdad, selon une source policière provinciale.

L'assaut a eu lieu dans la soirée lorsque des mili-

tants du groupe extrémiste ont attaqué une tente funéraire dans le village d'Albu Jily, près de la ville de Yathrib, à quelque 80 km au nord de Bagdad, a précisé le colonel Mohammed al-Bazi cité par l'agence Chine nouvelle. Selon le colonel Al-Bazi, les éléments de Daech ont également attaqué un poste de contrôle voisin dans le village.

OMAN

Deux morts dans l'attaque d'un pétrolier au large d'Oman (armateur)

Deux membres de l'équipage d'un pétrolier sont morts lors d'une attaque signalée jeudi au large d'Oman, a annoncé vendredi l'armateur du navire, Zodiac Maritime.

"Avec une grande tristesse, nous avons appris que l'incident à bord du M/T Mercer Street s'est soldé par la mort de deux membres de l'équipage: un ressortissant roumain et un ressortissant britannique", a annoncé sur Twitter Zodiac Maritime, société internationale dont le siège est situé à Londres.

Selon le site des opérations maritimes UKMTO, un organisme

de lutte contre la piraterie qui dépend de la marine britannique, l'attaque a été signalée jeudi à 18H00 GMT, alors qu'elle était en cours, à environ 152 miles nautiques (280 kilomètres) des côtes d'Oman.

"Notre première préoccupation reste la sécurité et le bien-être de tout ceux qui sont à bord et ceux qui sont touchés par la situation", a poursuivi l'armateur, précisant qu'une enquête était en cours pour établir les circonstances des faits.

Un porte-parole du ministère britannique de la Défense a égale-

ment indiqué que ses quartiers généraux dans la région "mènent actuellement des investigations".

Au moment de l'incident, le navire se trouvait dans le nord de l'Océan Indien, naviguant de Dar es Salaam en Tanzanie à Fujairah (Emirats Arabes Unis) "sans cargaison à bord", a-t-il précisé.

Le propriétaire du navire est japonais et le navire géré par la base britannique de Zodiac.

MÉDIAS

Le ministère de la Communication retire l'accréditation à la chaîne de Télévision El-Arabia

Le ministère de la Communication a décidé samedi de retirer l'accréditation octroyée à la représentation à Alger de la chaîne de télévision d'information arabe "El Arabia", indique un communiqué du Ministère. Ce retrait est motivé par "le non respect par cette chaîne des règles de la déontologie professionnelle et son recours à la désinformation et à la manipulation", précise la même source.



IRAK

Le musée national s'apprête à rouvrir après avoir récupéré 17.000 objets d'art aux Etats-Unis

Le Premier ministre irakien Moustafa al-Kadhimi a ordonné vendredi la réouverture du Musée de l'Irak à Bagdad, après que quelque 17.000 objets d'art pillés ont été récupérés aux Etats-Unis.

"Suite au retour de 17.000 objets d'art irakiens [...] j'ai ordonné la réouverture du Mu-

sée de l'Irak au public et aux chercheurs", a écrit M. al-Kadhimi sur sa page Twitter officielle. Mercredi, le ministre irakien de la Culture, du tourisme et des antiquités, Hassan Nadhim, a expliqué dans un communiqué que les tablettes retrouvées remontent à 4.500 ans et portent des inscrip-

tions cunéiformes documentant les échanges commerciaux durant la civilisation sumérienne. Jeudi, M. al-Kadhimi et sa délégation sont rentrés à Bagdad après une visite de plusieurs jours aux Etats-Unis et ont rapporté les 17.000 objets d'art.

Selon les statistiques officielles, environ

15.000 pièces de reliques culturelles de l'âge de pierre, des périodes babylonienne, assyrienne et islamique ont été volées ou détruites par des pilliers après le renversement du régime de Saddam Hussein par les troupes dirigées par les Etats-Unis en 2003.

USA-SANTÉ-SPECTACLES

A Broadway, vaccination et masques obligatoires à la reprise

Les théâtres de Broadway, fermés depuis mars 2020 à cause de la pandémie liée au coronavirus, exigeront du public et de toutes les équipes d'être vaccinés à la reprise, à partir du mois de septembre, ont-ils annoncé vendredi. "Les 41 théâtres de Broadway à New York exigeront la vaccination du public, ainsi que des artistes, de l'équipe en coulisses et du personnel du théâtre, pour toutes les représentations", indique la Broadway League dans un communiqué repris par des médias, en précisant que cette politique sera en place jusqu'au 31 octobre.

En outre, le public devra porter un masque, sauf pendant les moments de restauration, "dans des

espaces dédiés", ajoute l'association des producteurs et exploitants. Seules exceptions à l'obligation d'être vacciné, les enfants de moins de 12 ans, certaines raisons médicales "ou une croyance religieuse intime qui empêche la vaccination", mais dans ces cas, il faudra justifier d'un test négatif au Covid. "Moulin Rouge", "Tina", "Hamilton", la plupart des comédies musicales de Broadway, poumon culturel de New York, reprennent à partir des mois de septembre et d'octobre, mais la réouverture des théâtres va s'étaler durant tout l'automne. Le concert "Springsteen à Broadway", qui a déjà redémarré, est aussi réservé à un public vacciné.

La Broadway League envisage une réévaluation de ses règles en septembre, avec une possibilité de les assouplir à partir de novembre. Cette semaine, le Métropolitain Opéra a déjà fait une annonce similaire, applicable au public et à tous ses salariés, dans un contexte de résurgence des cas de Covid à cause du variant Delta, qui relance le débat sur la vaccination obligatoire. La présidence américaine a annoncé jeudi que tous les employés fédéraux, soit des millions de personnes, devront être vaccinés ou se plier à une série de contraintes. Les Etats de New York et de Californie ont aussi pris des mesures en ce sens pour leurs fonctionnaires.

GRANDE BRETAGNE-LITTÉRATURE

L'autrice britannique de polars Mo Hayder s'est éteinte à 59 ans

L'autrice Mo Hayder, une des reines britanniques du polar, est morte mardi à l'âge de 59 ans des suites d'une maladie neurodégénérative, a fait savoir son agence littéraire britannique. "Nous avons la tristesse d'annoncer que Clare Dunkel, autrice de romans policiers extraordinaires sous le nom de Mo Hayder, est morte hier après une lutte courageuse contre sa maladie neurodégénérative", a annoncé mercredi dans un tweet l'agence qui la représentait, David Higham Books. Celle-ci a salué "l'héritage puissant" que laisse derrière elle Mme Dunkel, et son agente Jane Gregory, s'est désolée d'avoir "perdu une écrivaine brillante ainsi qu'un merveilleux, extraordinaire et unique être humain". "Ses livres étaient étonnants et novateurs", a ajouté Mme Gregory dans un tweet de David Higham Books. Mo Hayder, forte de dix romans glaçants, était considérée au Royaume-Uni comme une des reines du polar grâce notamment à sa série de sept livres, entamée en 1999 avec "Birdman : l'homme aux oiseaux", qui suivait les enquêtes du commissaire Jack

Caffery. Selon le magazine littéraire spécialisé The Bookseller, Mo Hayder avait vendu 1,2 million de livres au Royaume-Uni, pour un montant total de 6,17 millions de livres sterling (7,23 millions d'euros). Son cinquième roman, "Rituel", avait été élu meilleur livre de 2008 par Publishers Weekly. "Gone", son septième roman et best-seller au Royaume-Uni, avait remporté en 2012 le prix Edgar Allan Poe. Son livre "Viscères" ("Wolf" en version originale) est ac-

tuellement en cours d'adaptation pour la BBC. Les lecteurs français appréciaient aussi beaucoup l'autrice, dont le roman "Tokyo" avait remporté en 2005 le Prix Sncf du Polar européen et en 2006 le Grand prix des lectrices de Elle dans la catégorie "Policier". Fin mars, David Higham Books avait annoncé avoir signé avec la maison d'édition Century un contrat pour deux nouveaux romans, qu'elle devait publier sous le pseudo de Theo Clare et dont le premier opus, "The

Book of Sand", devait être publié en janvier 2022. Très différents de ses polars, cette nouvelle série "se déroulera dans un univers alternatif", avait précisé la maison d'édition. A l'époque, Mme Dunkel s'était dite "tellement heureuse" de ce nouveau virage et "ravie de ne plus avoir à tuer des gens dans des scénarios amers et tordus", précisant qu'il lui avait fallu quatre ans pour terminer "The Book of Sand". Mo Hayder laisse derrière elle un mari, Bob, et une fille, Lotte.

THÉÂTRE

Le TNA passe en virtuel

Concerts de musique, spectacles de théâtre et rencontres littéraires seront programmés en ligne durant tout le mois d'août, a indiqué jeudi le Théâtre national algérien Mahiédine-Bachtarzi sur sa page Facebook. Des pièces de théâtre comme "Torchaka" (Allumette), écrite et mise en scène par Ahmed Rezzak, "GPS" et "El Haicha" de Mohamed Charchal, et "Mouhakma" (Le procès), mise en scène par Djame Guermi, seront diffusés sur la chaîne Youtube du TNA.

Le programme prévoit également la diffusion d'un récital soufi de la cantatrice et chanteuse andalouse Lila Borsali, à l'occasion de la célébration du 1^{er} Mousharam, nouvel an de l'Hégire, et la fête de l'Achoura. Par ailleurs, des rencontres littéraires-dont les thèmes n'ont pas encore été communiquées, font partie de ce programme

visant à "maintenir une vie culturelle" en format virtuel.

Les romanciers Amine Zaoui et Nadjib Stambouli ainsi que l'artiste et musicologue Salim Dada, ancien Secrétaire d'Etat chargé de la Production culturelle auprès du ministère de la Culture et des Arts, devront animer ces rencontres virtuelles, visibles sur la page Facebook du TNA.

Le Conseil des ministres, réuni le 25 juillet sous la présidence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé de la "suspension des activités des maisons de jeunes et des centres culturels" dans le cadre du renforcement du dispositif de gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de Coronavirus (Covid-19) et la recrudescence des cas de contamination par ce virus à travers le pays.

BRÉSIL

Un incendie détruit 2 000 copies de films de la Cinémathèque

Un incendie a dévasté jeudi un entrepôt de la Cinémathèque brésilienne de Sao Paulo qui contenait quelque 2.000 exemplaires de films, un incident considéré par les cinéastes comme une "tragédie annoncée", rapportent des médias. Pendant plus de deux heures, une cinquantaine de pompiers ont combattu les flammes qui ont détruit une grande partie du bâtiment, selon des images diffusées à la télévision.

Le sinistre s'est déclaré à 18h00 locales lors d'une opération de maintenance de la climatisation, ont dit les pompiers, précisant qu'au moins deux salles de films et une autre contenant des archives ont été détruites, dans un entrepôt qui abritait des copies de films, dont de nombreuses rares et parfois en meilleur état que les originaux, selon des spécialistes. La propagation rapide de l'incendie est due aux films d'acétate, un matériau extrêmement inflammable, selon les médias locaux qui précisent que le bâtiment incendié n'est pas le siège de la Cinémathèque, qui, lui, se trouve dans un autre quartier de Sao Paulo.

Ces dernières années, quatre incendies et une inondation ont affectés divers bâtiments de cette institution culturelle, fondée en 1940, ce qui a suscité une vive réac-

tion des cinéastes, des artistes et des employés qui, depuis des mois déjà, dénoncent une volonté de "démantèlement" de la Cinémathèque. En juillet 2020, le ministère public de Sao Paulo avait saisi la justice pour "abandon" de la Cinémathèque, mettant en cause la rétention des ressources et l'absence de gestionnaire en raison d'un imbroglio juridique, ce qui a, selon eux, conduit un mois plus tard, l'institution à cesser de fonctionner et provoqué la démission de 41 fonctionnaires.

En avril de cette année, un "Manifeste des travailleurs de la Cinémathèque brésilienne" a mis en garde contre le "risque d'incendie", dû au manque de soins pour "le matériel, l'équipement, les bases de données et les bâtiments".

L'incendie de jeudi était "une tragédie annoncée", a estimé le critique cinéma Lauro Escorel sur la chaîne Globonews. Le cinéaste Kléber Mendonça avait dénoncé début juillet en plein festival de Cannes le "sabotage du système de soutien à la culture" et la fermeture de la Cinémathèque.

"C'est comme si le pays n'avait plus d'album de famille. Ce n'est pas seulement un lieu de dépôt. C'est un lieu vivant, avec la mémoire du pays", avait dit le réalisateur d'"Aquarius" et "Bacurau".

FRANCE-MUSIQUE

Décès de Jacob Desvarieux, leader du groupe antillais Kassav'

Le guitariste français Jacob Desvarieux, membre fondateur du groupe antillais Kassav', est décédé vendredi dans un hôpital de Guadeloupe des suites du Covid-19, ont annoncé les médias locaux. Agé de 65 ans, Jacob Desvarieux avait été hospitalisé le 12 juillet après avoir été contaminé par le coronavirus. De santé fragile, il avait été placé en coma artificiel, avait récemment indiqué la production du groupe Kassav', qui avait également annoncé annuler tous les concerts prévus. Les Antilles, l'Afrique et la musique viennent de perdre l'un de ses plus grands Ambassadeurs. Jacob grâce à son art, tu as rapproché les Antilles à l'Afrique. Dakar où tu as vécu te pleure. Adieu l'ami", a tweeté le chanteur sénégalais Youssou N'Dour, figure majeure de la world music. Né à Paris le 21 novembre 1955, Jacob Desvarieux grandit en Guadeloupe où il s'orientait rapidement vers la musique. Il fonde en 1979, avec Pierre Edouard Decimus le groupe Kassav', pionnier du zouk, une musique nouvelle qui fera danser la planète entière et vendra des millions d'albums. Jacob Desvarieux a aussi travaillé sur des albums personnels et composé pour d'autres chanteurs. "Les Français perdent aujourd'hui un artiste de talent, et une voix connue de tous", a réagi sur Twitter Sébastien Lecornu, le ministre des Outre-mer, tandis que, sur les réseaux sociaux, les hommages d'anonymes et de proches du chanteur et musicien, très connu aux Antilles, affluaient.

PROTECTION DES DONNÉES Amende de 746 millions d'euros pour Amazon au Luxembourg

Amazon a annoncé vendredi s'être vu infliger une amende de 746 millions d'euros au Luxembourg pour non respect de la réglementation européenne sur les données privées des internautes.

La commission luxembourgeoise pour la protection des données (CNPD) "affirme que le traitement des données de la part d'Amazon n'a pas respecté la réglementation de l'Union européenne sur la protection des données", a indiqué Amazon dans un document boursier publié vendredi.

Cette condamnation est "sans fondement" a également affirmé le groupe dans ce document, affirmant dans un communiqué distinct qu'il compte "faire appel". "Il n'y a eu aucune fuite de données, et aucune donnée client n'a été exposée à un quelconque tiers", ajoute encore le groupe. Amazon avait déjà été condamné fin 2020 à 35 millions d'euros d'amende par l'équivalent français du CNPD, la Cnil, pour non-respect de la légis-



lation sur les cookies, les traceurs publicitaires. Google avait alors également été condamné à une amende de 100 millions d'euros.

Il est régulièrement reproché aux Gafam la façon dont ils utilisent les données personnelles de leurs utilisateurs. Bruxelles a tenté de mettre de l'ordre en imposant en 2018 son règlement général sur la protection des données (RGPD), qui s'est imposé comme une référence mondiale.

Les entreprises doivent demander le consentement des citoyens lorsqu'elles réclament leurs données personnelles, les informer de l'usage qui en sera fait et leur permettre de supprimer les données. Les manquements peuvent être sanctionnés de lourdes amendes. Selon le nouveau règlement européen sur les services numériques, les plateformes ne pourront plus utiliser des données collectées à travers plusieurs services pour cibler un utilisateur contre son gré. Elles devront aussi fournir aux entreprises clientes l'accès aux données qu'elles génèrent. Hors d'Europe, la justice américaine a validé en 2020 une amende de 5 milliards de dollars infligée à Facebook pour n'avoir pas su protéger les données personnelles.

STARTUPS Pékin exhorte les géants du numérique à un "examen approfondi"

Les autorités chinoises ont convoqué vendredi une vingtaine de start-up, dont les géants de l'internet Alibaba, Tencent et Didi, pour un rappel à l'ordre sur leurs pratiques, au moment où Pékin serre la vis au secteur. Il leur a été demandé de "procéder à un examen approfondi" en matière d'entraves à la concurrence, de sécurité des données personnelles et de respect des droits des utilisateurs, a annoncé le ministère de l'Industrie et des technologies de l'information (MIT). Ces demandes doivent être "prises au sérieux" et des mesures mises en œuvre "sans compromis", précise le communiqué. Les autorités se montrent ces derniers mois particulièrement intransigeantes sur ces questions et plusieurs poids lourds du secteur ont été épinglés pour des pratiques jusque-là tolérées et largement répandues. Outre les géants de l'internet Alibaba, Tencent et ByteDance (maison-mère de TikTok), le "Uber chinois", Didi, fait partie des entreprises chinoises à avoir été convoquées. Cette société fait depuis le début du mois l'objet d'une enquête en lien avec sa collecte de données privées. La procédure a

été lancée après l'entrée de la start-up à Wall Street, qui lui a permis de lever 3,7 milliards d'euros et à laquelle Pékin ne semblait pas favorable. En mars, le régulateur avait déjà convoqué les poids lourds de la tech pour un échange sur la sécurité en ligne. Les entreprises du numérique ont longtemps bénéficié en Chine d'une législation relativement laxiste, en particulier sur les données. Et l'absence de concurrents étrangers a permis à des géants locaux d'émerger. Le géant chinois du e-commerce Alibaba avait été le premier à subir la vindicte des autorités et à être condamné au printemps à une amende de 2,3 milliards d'euros pour entrave à la concurrence. Le pouvoir a depuis étendu à d'autres secteurs sa campagne de durcissement réglementaire, dont celui des très lucratifs cours de soutien privés. Dans un contexte de rivalité avec Washington, la Chine envisage par ailleurs de durcir les conditions de cotation à l'étranger pour ses entreprises. Ces dernières devront au préalable être irréprouvables en matière de cybersécurité, selon des directives qui restent à finaliser.

TECHNOLOGIES AÉROSPATIALES Décollage réussi de la fusée Ariane 5 avec à son bord Eutelsat Quantum

Une fusée Ariane 5 a décollé vendredi de Kourou, en Guyane française avec à son bord Eutelsat Quantum, la dernière génération des satellites de télécommunication européens. Ce satellite de

télécommunication européen est le premier satellite commercial au monde dit "flexible". Il permettra aux clients d'Eutelsat de reconfigurer le satellite en temps réel, de sa puissance à son spectre

en passant par sa fréquence. La mission doit durer un peu plus de 36 minutes avant le placement des deux satellites à bord sur orbite géostationnaire.

APS



PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DES RESSOURCES EN EAU ET DE LA SÉCURITÉ HYDRIQUE
OFFICE NATIONAL DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE (ONID)
NIF : 00061809934716

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 11/A/DO-ALGER-EST/2021

L'Office National de l'Irrigation et du Drainage (ONID) sis à El Marsa route de Bordj El Bahri (W. D'ALGER) en sa qualité de maître d'ouvrage délégué du Ministère des Ressources en Eau, relance un appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des «Travaux de Réhabilitation des systèmes de drainage Wilaya de Mascara».

L'appel d'offres s'adresse aux entreprises réunissant les critères d'éligibilité suivants :

Cas d'entreprise agissant seule :

C1 : Capacités professionnelles :

Doit disposer d'un certificat de qualification et de classification professionnelle en vigueur de catégorie cinq (05) ou plus, activité principale ou secondaire l'hydraulique.

C2 : Capacités techniques :

- Avoir réalisé au cours des dix dernières années au moins un (01) projet de curage d'un volume supérieur ou égal à 6 000 m³ ou 3 000 ml.

C3 : Capacités financières :

Doit avoir un chiffre d'affaire moyen annuel des trois (03) dernières années supérieur ou égale à 20 millions DA

Cas du groupement :

- Le chef de file doit satisfaire le critère d'éligibilité cité ci-dessus (C1).
- Le membre doit disposer d'un certificat de qualification et de classification professionnelle en vigueur de catégorie quatre (04) ou plus activité principale ou secondaire l'hydraulique.
- Le groupement doit satisfaire les critères d'éligibilité cités ci-dessus (C2 et C3).
- Les membres du groupement doivent être responsables conjointement de l'exécution du Marché.

Les entreprises intéressées par le présent avis sont invitées à retirer le cahier des charges auprès du Département des marchés de L'ONID sis à EL MARSA route de BORDJ EL BAHR (W. D'ALGER) et moyennant paiement d'un montant non remboursable de vingt mille (20.000) dinars algériens au compte N° 003 00 629 0000 72 1300 51 ouvert au nom de l'ONID auprès de la BADR AIN TAYA - ALGER.

Les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. (La liste détaillée des pièces exigées est précisée à l'article N°12 du cahier des charges)

Les trois enveloppes ci-dessus, doivent être insérées dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante :

« A ne pas ouvrir que par la Commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres appel d'offres n°..... «Travaux de Réhabilitation des systèmes de drainage Wilaya de Mascara»

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

OFFICE NATIONAL DE L'IRRIGATION ET DU DRAINAGE (O.N.I.D.)
Bureau des marchés
El. MARSA - Par Bordj El Bahri- Wilaya d'Alger-
Tél:023 87.91.53-56 / Fax : 023. 87.91.55

- La durée de préparation des offres est de quarante-cinq (45) jours à compter de la date de la première publication de l'avis d'appel d'offres dans les quotidiens nationaux, BOMOP ou portail des marchés publics.
- La date et heures limite du dépôt des offres sont fixés au dernier jour de la durée de préparation des offres au plus tard 12 heures.
- L'ouverture des plis techniques et financiers se tiendra en séance publique le même jour à 13 heures au siège de l'ONID.
- Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période égale à la durée de préparation des offres augmentée de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



EPE - Algérie Télécom - Spa
Direction Générale
NIF: 000216001808337
Direction Opérationnelle d'Algérie Est

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 11/A/DO-ALGER-EST/2021

Un Avis d'Appel d'Offres national ouvert avec exigence de capacités minimales est lancé pour : Travaux de Remplacement, Réparation et accessoirement de Développement du Réseau Cuivre CDN

ELIGIBILITÉ DES CANDIDATS :

Le soumissionnaire doit justifier le code d'activité 109214 sur le registre de commerce contenant « Entreprise d'installation de réseaux et des centrales électriques et téléphoniques ».

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la structure contractante d'Algérie Télécom à l'adresse suivante :

ALGÉRIE TELECOM - SPA -
Direction Opérationnelle d'Algérie Est
Service des Achats
02 Rue Djoudji Zitouni - Hussein Dey
- Alger - Algérie

Contre le paiement, auprès de la banque BNA Agence 648 el Mohammadia (Direction générale d'Algérie Télécom), d'un montant de cinq mille dinars algériens (5000 DA) non remboursable, représentant les frais de documentation et de reprographie par versement au compte bancaire : Compte en dinars N°001 00611 0300000014/10.

Présentation des offres :

- 1-D'un dossier administratif : Inséré dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Dossier Administratif ».
- 2-D'une offre technique : Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre technique ».
- 3-D'une offre financière : Insérée dans une enveloppe fermée ne comportant que la mention « Offre financière ».

Les Trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant uniquement les mentions suivantes :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 11/A/DO-ALGER-EST/2021
DIRECTION OPERATIONNELLE D'ALGER EST
Travaux de Remplacement, Réparation et accessoirement de Développement du Réseau Cuivre CDN
« A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

Les offres doivent être déposées à l'adresse suivante :

02 Rue Djoudji Zitouni - Hussein Dey / Alger

Le soumissionnaire doit obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

La date limite de dépôt des offres est fixée à quinze (15) jours de 08h00 à 14h00 à partir de la première date de parution du présent avis dans la presse nationale.

Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos lagal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les soumissionnaires qui parviennent après la date limite de dépôt des plis ne seront pas prises en considération.

Les soumissionnaires sont conviés à assister à l'ouverture des plis des offres techniques et financières, qui aura lieu en séance publique, le même jour correspondant à la date limite du dépôt des plis à 14h00 mn à l'adresse précitée.

Les candidats restent tenus par leurs offres pendant une période de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de dépôt des plis.

J O - 2 0 2 0

(7^E JOURNÉE)

Khelif (boxe) et Lahoulou (400m haies) sauvent la journée algérienne

La boxeuse Imane Khelif (léger) et le coureur Abdelmalik Lahoulou (400m haies) ont passé l'écueil du premier tour, vendredi lors de la 7^e journée des Jeux olympiques de Tokyo (JO-2020), marquée par une double désillusion de la natation algérienne avec l'élimination dès les séries d'Oussama Sahnoune et Amel Melih, dans l'épreuve du 50m nage libre.

Khelif (57-60 kg) s'est qualifiée aux quarts de finale en dominant la Tunisienne Mariem Homrani sur le score de (5-0). La native de Tiaret décroche à cette occasion la première victoire de la boxe féminine algérienne dans un tournoi olympique. En quart de finale, prévu mardi (4h35, heure algériennes), Khelif (22 ans) défiera l'expérimentée irlandaise Kellie Anne Harrington (31 ans), championne du monde de la catégorie en 2018 à New Delhi (Inde).

De son côté, Abdelmalik Lahoulou s'est hissé aux demi-finales du 400m haies, en terminant à la 3^e place de la 7^e série qualificative avec un temps de 48.83, sa meilleure performance de la saison.

Le natif de Jijel sera au rendez-vous dimanche pour tenter de valider son billet pour la finale. Il sera engagé dans la 3^e et dernière série, dont le coup d'envoi est prévu à 13h25 (algériennes). En revanche, son coéquipier Hicham Bouchicha, a été éliminé dès le premier tour du 3000 m steeple en terminant à la dernière place de la 2^e série avec un chrono de



8:44.75, loin derrière le trio de tête : le Kenyan Kibiwot (8:12.25), l'Éthiopien Wale (8:12.55), et l'Italien Ahmed Abdelwahed (8:12.71).

De leur côté, les nageurs algériens, Oussama Sahnoune et Amel Melih, ont été éliminés dans les séries de l'épreuve du 50m nage libre, disputées vendredi au Centre

aquatique de Tokyo. Engagé dans la 7^e série, Sahnoune a terminé la course à la 8^e et dernière place avec un chrono de 22.61, alors que la première place est revenue à l'Ukrainien Bukhov (21.73).

Au classement général des dix séries de qualification, l'Algérien, dont c'est la 2^e participation à une

compétition olympique, a terminé à la 37^e place sur 73 nageurs engagés. Pour sa part, Amel Melih, a pris la 4^e place de la 7^e série avec un temps de 25.77, alors que la première place est revenue à la Colombienne Arcila Hurtado (25.41). La nageuse algérienne a terminé à la 35^e place au classe-

ment général sur un total de 81 nageuses.

Il s'agit du deuxième échec dans ces JO-2020 pour Sahnoune et Melih, également éliminés dès le premier tour de l'épreuve du 100 nage libre. Outre Oussama Sahnoune et Amel Melih, la natation algérienne est représentée aux JO de Tokyo par Souad Cherouati sur le 10 km en eau libre dont l'entrée en lice est prévue le 4 août. En judo, Sonia Asselah (+78kg) dont il s'agit de la 3^e participation aux JO, n'a pas réussi à passer le cap du 1^{er} tour, en s'inclinant par ippon face à l'Ukrainienne Kalanina Yelyzaveta.

Pour rappel, le judo algérien était représenté aux JO-2020 par Sonia Asselah (+78) et Fethi Nourine (-73 kg), qui a déclaré forfait avant le début des épreuves. La journée de samedi, sera marquée par l'entrée en lice du dernier boxeur algérien Mohamed Flassi (mouche), qui participe également à ses 3^e olympiades avec l'objectif de décrocher une médaille. Le porte drapeau algérien affrontera le Philippin Carlo Paalam pour une place en quart de finale.

LUTTE (1^{RE} JOURNÉE/GRÉCO-ROMAINE)

Entrée en lice dimanche d'Abdelkrim Fergat

Le lutteur algérien Abdelkrim Fergat (60 kg) fera son entrée en lice pour le compte des huitièmes de finale du tournoi de la lutte gréco-romaine des Jeux olympiques 2020 de Tokyo, dimanche à la salle Makuhari Messe.

Fergat, médaillé de bronze en Coupe du monde 2020 de Belgrade, sera opposé au Japonais Keneshiro Fumita, champion d'Asie

2020 en Inde et champion du monde 2019 au Kazakhstan, selon le tirage au sort effectué samedi. En cas de qualification, l'Algérien affrontera le vainqueur du combat opposant l'Allemand Etienne Kinsinger au Chinois Walianh Sailike, pour le compte des quarts de finale. Sous la conduite du staff technique national, composé de Benjedaa Maazouz et Zeghdane Messaoud, sept athlètes sont pré-

sents au rendez-vous nippon (4 lutteurs de la gréco-romaine et 3 de la lutte libre). Il s'agit d'Adem Boujdjemline (97 kg), Sid Azara Bachir (87 kg), Abdelkrim Fergat (60 kg) et Abdelmalek Merabet (67 kg) en lutte gréco-romaine, alors que la lutte libre est représentée par Kherbache Abdelhak (57 kg), Fateh Benferdjallah (86 kg) et Djahid Berahal (125 kg).

De son côté, Mohamed Fardj (97 kg) de la lutte libre a été testé positif au Covid-19 avant son départ à destination de Tokyo, de même que l'entraîneur Aoune Fayçal.

Le tournoi de lutte des Jeux olympiques de Tokyo sera organisé du 1^{er} au 7 août. Le tirage au sort des autres catégories de poids sera effectué à la fin de chaque journée de compétition.

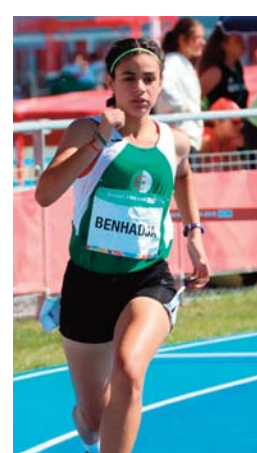
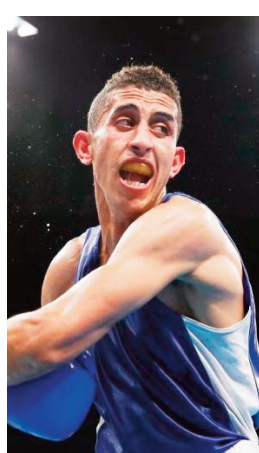
(8^E JOURNÉE)

Élimination du trio algérien Flassi, Hethat et Benhadja

Le boxeur algérien Mohamed Flassi et ses deux compatriotes de l'athlétisme, Yassine Hethat (800m) et Loubna Benhadja (400m haies), engagés samedi pour le compte de la 8^e journée des JO-2020 de Tokyo, ont prématurément quitté la compétition.

Pour son premier combat dans ces Joutes olympiques, Flassi (-52 kg) a été battu par le Philippin Carlo Paalam (5-0) en 8^e de finale, rejoignant ainsi au tableau des pugilistes éliminés ses coéquipiers Abdelhafid Benhabla (-91 kg), Younes Nemouchi (75 kg), Mohaïb Houmri (81 kg) et Chouaïb Bouloudinat (+91 kg). Chez les dames, et après l'élimination de Boudalam Romaysa (51 kg) et Chaïb Ichrak (75 kg), seule la boxeuse Imane Khelif (60 kg) demeure encore en lice dans le tournoi olym-

pique de boxe. Qualifiée vendredi en quarts en dominant la Tunisienne Mariem Homrani (5-0), Khelif (22 ans) affrontera mardi (4h35 algériennes) l'Irlandaise Kellie Anne Harrington (31 ans), championne du monde de la catégorie en 2018 à New Delhi. En athlétisme, Yassine Hethat (800m) et Loubna Benhadja (400m haies) ont été éliminés dans leurs épreuves respectives. Loubna Benhadja a terminé la course de sa série à la 8^e et dernière place, en 57.19, soit sa meilleure performance personnelle. Yassine Hethat, quant à lui, n'a pu se qualifier pour les demi-finales du 800m, en se classant à la 5^e place avec 1:46.20, loin de son meilleur chrono (1:44.24). Le Kenyan Emmanuel Kipkurui Korir a remporté la série en 1:45.33.



JUDO (+78 KG DAMES)

Sonia Asselah éliminée d'entrée

La judokate algérienne Sonia Asselah, a été éliminée dès son entrée en lice, aux Jeux olympiques JO-2020 de Tokyo (reportés à 2021, ndlr), en s'inclinant vendredi face à l'Ukrainienne Kalanina Yelyzaveta, en 16^e de finale de la catégorie des +78

kg. Ayant reçu deux pénalités au cours de son combat, Asselah s'est inclinée par ippon face à la 15^e mondiale. Pour rappel, le judo algérien était représenté aux JO-2020 par Sonia Asselah (+78) et Fethi Nourine (-73 kg).



JO - 2020

JO-2020 - NATATION L'Australienne McKeon sacrée sur 100m nage libre

L'Australienne Emma McKeon a été sacrée championne olympique du 100 m nage libre, devançant la révélation hongkongaise, Siobhan Bernadette Haughey, et la deuxième Australienne Cate Campbell, vendredi à Tokyo. Après avoir lancé le 4x100 m australien vers l'or et le record du monde dimanche, puis remporté le bronze sur 100 m papillon, la nageuse de Wollongong a bouclé l'aller-retour en 51 sec 96, avec 31/100e d'avance sur Haughey (52.27) et 56/100e sur Campbell (52.52). En quête d'un premier titre individuel, Emma McKeon (27 ans) était arrivée avec le meilleur chrono de l'année (52.19), réalisé lors des séries australiennes, puis lors des séries (52.13). La victoire de McKeon rehausse encore le bilan des Australiennes, qui attendaient un titre olympique individuel depuis 2008 et en comptent déjà quatre, avec Kaylee McKeown sur 100 m dos et Ariarne Titmus sur 200 et 400 m nage libre. Mais la course reine de la natation a aussi confirmé l'explosion de la Hongkongaise Siobhan Bernadette Haughey, déjà médaillée d'argent sur 200 m avec un nouveau record d'Asie, et qui a réédité l'exploit vendredi sur le sprint. Haughey, qui s'entraîne principalement aux Etats-Unis, à l'université du Michigan, était devenue en 2019 la première nageuse de Hong Kong à disputer la finale d'un Mondial. Diminuée par sa reprise tardive après une fracture du coude en février, la détentrice du record du monde (51.71 en 2017), la Suédoise Sarah Sjöström, est parvenue à se hisser en finale, comme lundi sur 100 m papillon (7e), mais n'a fini que 5e en 52 sec 68.

PLANCHE À VOILE RS:X MESSIEURS Le Néerlandais Badloe en or

Le Néerlandais Kiran Badloe est devenu champion olympique de planche à voile, samedi aux Jeux de Tokyo. Kiran Badloe a devancé le véliploché français Thomas Goyard, médaillé d'argent, et le Chinois Bi Kun qui s'est contenté de la médaille de bronze.



HALTÉROPHILIE (-81 KG) Le Chinois Lyu champion olympique



L'haltérophile chinois Lyu Xiaojun a été sacré champion olympique dans la catégorie des moins de 81 kilos, samedi aux Jeux de Tokyo. Lyu Xiaojun a remporté la médaille d'or en soulevant un total de 374 kg (170 + 204). Il devance le Dominicain Zacarias Bonnat Michel, médaillé d'argent avec 367 kg (163 + 204) et l'Italien Antonino Pizzolato qui a pris le bronze avec 365 kg (165 + 200).

Deux athlètes de Trinité-et-Tobago écartés après avoir été testés positifs

Deux athlètes de Trinité-et-Tobago ont été écartés des Jeux olympiques de Tokyo vendredi après avoir été testés positifs au Covid-19 au village olympique, a annoncé leur comité national

olympique. Le sauteur en longueur Andwuelle Wright et la spécialiste du 400m haies Sparkle Ann McKnight ont été placés en quarantaine dans un hôtel avec l'entraîneur Wendell

Williams après avoir été testés positifs, a indiqué le Comité olympique de Trinité-et-Tobago sur son site internet. Plus tôt vendredi, les organisateurs des JO avaient annoncé 27 cas de coronavirus liés

aux Jeux, dont trois sportifs, le chiffre le plus élevé à ce jour. On ignore si les trois cas de Trinité-et-Tobago font partie de cette liste. Les épreuves de saut en longueur hommes et de 400m haies femmes

Deux athlètes et un entraîneur trinidiens positifs au coronavirus

Deux membres de l'équipe d'athlétisme de Trinité-et-Tobago et un entraîneur ont été exclus des Jeux olympiques de Tokyo après avoir été contrôlés positifs au coronavirus dans le village olympique, a annoncé

vendredi le comité olympique de l'archipel caraïbe. Le sauteur en longueur Andwuelle Wright et la coureuse de 400m haies Sparkle Ann McKnight, ainsi que l'entraîneur Wendell Williams, ont été placés à l'isolement

dans un hôtel de la capitale japonaise après ces résultats positifs. Trinité-et-Tobago n'a pour l'heure pas remporté de médaille aux JO de Tokyo.

APS

TENNIS

Djokovic, blessé à une épaule, forfait pour le mixte

Novak Djokovic, qui devait concourir pour la médaille de bronze du double mixte des Jeux olympiques de Tokyo avec sa compatriote serbe Nina Stojanovic, a déclaré forfait en raison d'une blessure à l'épaule, a annoncé samedi la Fédération internationale de tennis (ITF).

"Novak Djokovic déclare forfait pour le match pour la médaille de bronze en double mixte en raison d'une blessure à l'épaule gauche", a tweeté l'ITF.

Cette blessure intervient à un mois de l'US Open (30 août - 12 septembre) où le N.1 mondial peut réaliser le Grand Chelem, après ses victoires à l'Open d'Australie, Roland-Garros et Wimbledon. Elle prive par ailleurs le Serbe de sa dernière chance de médaille lors des Jeux de Tokyo. Djokovic, venu au Japon avec l'ambition de conquérir l'or, a été battu samedi par l'Espagnol



Pablo Carreno dans le match pour la médaille de bronze en simple messieurs. C'est la troisième défaite en moins de 24 heures pour le N.1 mondial, déjà vaincu vendredi en demi-finales du simple par Alexander Zverev, puis du double mixte par les Russes Elena Vesnina et Aslan Karatsev. Le Serbe, grand favori du tournoi olympique, était sur une série de 22 victoires consécutives et n'avait laissé que des miettes à ses adversaires lors des premiers tours à Tokyo. Ce forfait offre la médaille de bronze du double mixte aux Australiens Ashleigh Barty et John Peers.

RUGBY À VII

Les Néo-Zélandaises sacrées

Les Néo-Zélandaises ont remporté la médaille d'or olympique du rugby à VII en dominant les Françaises en finale 26 à 12 samedi à Tokyo. Les "Black Ferns" ont confirmé leur supériorité sur les Françaises, qu'elles avaient déjà largement battues en finale de

la Coupe du monde 2018, 29 à 0. Les Néo-Zélandaises se sont installées rapidement dans la moitié de terrain et ont inscrit un essai dès la première minute. La médaille de bronze est revenue aux Fidjiennes qui ont battu la Grande-Bretagne 21 à 12.

Les Britanniques en or sur 4x100 m quatre nages mixte

Les Britanniques ont été sacrés samedi champions olympiques du relais 4x100 m quatre nages mixte, nouvelle épreuve au programme olympique des JO de Tokyo, battant au passage le record du monde détenu par les Chinois. Kathleen Dawson, Adam Peaty, James Guy et Anna Hopkin ont bouclé la distance en 3 min 37 sec 58, devant les Chinois (3:38.86) et les Australiens (3:38.95). Les Américains finissent seulement cinquièmes (3:40.58) malgré la présence en dernier relayeur de leur triple champion olympique Caleb Dressel, qui manque donc son objectif de six titres sur la même édition. Il disputera encore dimanche

la finale du 50 m nage libre, avec le meilleur temps des demi-finales samedi, avant de boucler ces neuf jours de natation olympique par le 4x100 m quatre nages messieurs. L'épreuve permet à chaque équipe de composer son quatuor à sa guise pour peu qu'il y ait deux nageurs et deux nageuses et que l'ordre traditionnel du relais quatre nages (dos, brasse, papillon, crawl) soit respecté. Les Britanniques comme les Australiens avaient fait le choix de lancer et finir leur course avec deux femmes, quand les Américains avaient opté pour la tactique inverse. Hommes et femmes s'affrontent donc directement, créant

une course difficile à déchiffrer avec des écarts brutaux et des remontées tout aussi spectaculaires.

Le programme des finales du lundi 2 août

- Programme des finales du lundi 2 août aux Jeux olympiques de Tokyo (en GMT):
- **Athlétisme** (01h20): Longueur messieurs (02h50): 100 m haies dames (11h00): Disque dames (12h15): 3000 m steeple messieurs (12h40): 5000 m dames
 - **Badminton** (04h00): Double dames (11h00): Simple messieurs
 - **Cyclisme sur piste** (09h09): Vitesse par équipes dames
 - **Équitation** (08h00): Concours complet individuel (11h45): Concours complet individuel
 - **Gymnastique artistique** (08h00): Anneaux messieurs (08h57): Sol dames (09h51): Saut de cheval messieurs
 - **Haltérophilie** (06h50): -87 kg dames (10h50): +87 kg dames
 - **Lutte** (10h55): Lutte gréco-romaine (60 kg) messieurs (11h30): Lutte gréco-romaine (130 kg) messieurs (12h20): Lutte libre (76 kg) dames
 - **Tir** (05h30): Pistolet à 25 m tir rapide messieurs (07h50): Carabine 3 positions à 50 m messieurs
 - **Voile** (05h33): 49er FX dames (06h33): 49er messieurs.

FOOT / LIGUE 1 (MISE À JOUR)

Le CRB domine la JSK (2-1) et conforte sa place de leader

Le CR Belouizdad a conforté sa place de leader du championnat de Ligue 1 de football, en s'imposant devant le JS Kabylie sur le score de 2 à 1 (mi-temps : 1-1), en match en retard de la 22^e journée disputé vendredi au stade du 20 août (Alger).

Les buts du CRB ont été inscrits par Nessakh (27') et Sayoud (43'), alors que Boualia (35') avait auparavant égalisé pour le JS Kabylie. A la faveur de cette victoire, le CRB (1^{er} - 69 points) fait un pas de plus pour conserver le titre acquis la saison dernière, alors que la JSK occupe le 7^e rang avec 52 pts points et trois matchs en retard. Lors de la 35^e journée, programmée le 9 août, le CR Belouizdad sera en déplacement à Béchar pour y affronter son dauphin, la JS Saoura (2^e - 62 points). De son côté, la JS Kabylie disputera deux autres matchs en retard : en déplacement face à l'USM Alger le 3 août (26^e journée) et à domicile le 6 août devant le WA Tlemcen (27^e journée). Le dernier match en retard de la formation Kabylie face à la JSM Skikda (30^e journée) n'a pas encore été programmé.

Classement : Pts

1). CR Belouizdad	69	3 4
2). ES Sétif	62	3 4
→). JS Saoura	62	3 4
4). USM Alger	56	3 3
5). MC Oran	54	3 4
6). MC Alger	53	3 4
7). JS Kabylie	52	3 1
8). CS Constantine	51	3 4
9). Paradou AC	50	3 4
10). O. Médéa	48	3 4
11). RC Belizane	42	3 4
12). US Biskra	40	3 4
→). NC Magra	40	3 4
→). AS Ain M'lila	40	3 4
15). WA Tlemcen	39	3 3
16). ASO Chlef	38	3 4
17). NA H-Dey	37	3 4
18). USM Bel-Abbès	33	3 4
19). CABB Arreridj	21	3 4
20). JSM Skikda	17	3 3



FOOT - LIGUE 1 (SANCTIONS)

Kadri (PAC) suspendu pour quatre matchs (LFP)

Le milieu international A' du Paradou AC Abdelkabar Kadri, a écopé de quatre matchs de suspension, dont un avec sursis, pour "insulte envers officiel et contestation de décision", a indiqué la Ligue de football professionnel (LFP), jeudi soir dans sur son site officiel. Expulsé lors de la victoire de son équipe mardi à domicile face au MC Oran (5-4), dans le cadre de la 34^e journée du championnat, Kadri devra également s'acquitter d'une amende de 40.000 dinars "en sus de l'avertissement reçu lors de la rencontre comptabilisé comme simple avertissement", précise la même source. De son côté, l'entraîneur

de l'US Biskra Azzedine Aït Djoudi a écopé d'un match de suspension ferme (interdiction du terrain et des vestiaires), plus 30.000 dinars d'amende pour "contestation de décision". L'USB a écopé d'un total de 390.000 dinars d'amende pour "présence du personnel du club dans le tunnel menant à l'accès du terrain", "conduite incorrecte de l'équipe", "mauvaise organisation", et "non-respect du protocole sanitaire". Concernant le rapport versé par l'USM Alger contre l'arbitre Ahmed Bouzerar, "et après audition des parties, la commission de discipline a décidé de clôturer le dossier pour manque de preuve". Toujours

chez l'USMA, le directeur sportif de l'USMA Antar Yahia, le directeur général Nadi Bouzenad, ainsi que l'entraîneur-adjoint Taoufik Kabri et le préparateur physique Nassim Tiour, ont écopé chacun d'un match de suspension ferme (interdiction du terrain et des vestiaires), plus une amende de 30.000 dinars d'amende pour "contestation de décision".

Le club algérois devra s'acquitter de 40.000 dinars d'amende pour "conduite incorrecte de l'équipe". Enfin, le CABB Arreridj a été sanctionné de 200.000 dinars d'amende pour "absence d'entraîneur en chef sur la main courante".

FOOT - QUALIF. LIGUE DES CHAMPIONS (DAMES/3^e)**L'AS FAR domine l'AS Banque de l'Habitat (10-0) et valide son billet**

La formation marocaine de l'AS Forces armées royales a composé son billet pour la phase finale de la première édition de la Ligue des champions féminine de football en dominant les Tunisiennes de l'AS Banque de l'Habitat (10-0), mi-temps (5-0), en match comptant pour la troisième et dernière journée du tournoi qualificatif (Zone Afrique du Nord) disputé vendredi au stade Berkane (Maroc).

A la faveur de ce large succès, le second des Marocaines après celui réalisé contre les Algériennes de l'Affak Relizane (4-1), l'équipe de l'AS Forces armées royales termine le tournoi en tête avec 6 points devant Affak Relizane (3 pts). Les Tunisiennes de l'AS Banque de l'Habitat ferme la marche (0pt).

Pour rappel, le champion d'Algérie en titre avait remporté son succès contre l'AS Banque de l'Habitat (3-0) en ouverture de ce tournoi. Lancée récemment par la Confédération africaine (CAF), la phase finale de la Ligue des champions féminine verra la participation de huit clubs, dont un issu du pays hôte (Egypte) et une équipe supplémentaire de la zone tenant du titre de la précédente Coupe d'Afrique des nations féminine (2018).

La Ligue des champions féminine est une nouvelle compétition mise en place par la CAF pour développer le football féminin en Afrique. Elle mettra en vedette les meilleures équipes de tout le continent.

FOOT

Cinq arbitres kényans suspendus, accusés d'avoir truqué des matches

Cinq arbitres de football de première division kényane ont été suspendus provisoirement en raison d'accusations de matches truqués et de manipulation de résultats du championnat local de première division, a annoncé la fédération samedi.

Selon la Fédération kényane de football (FKF), cette décision a été prise pour préserver l'intégrité des compétitions, remises en cause par une enquête de grande ampleur lancée après l'exclusion à vie par la Fifa en février 2020 de quatre joueurs ayant participé à "une conspiration internationale pour truquer des matches".

Deux des arbitres suspendus samedi, Raymond Onyango et Isaac Memusi, ont été retirés de la liste des arbitres de la Fifa au début de la saison après avoir échoué aux tests physiques. "Le département d'éthique de la fédération, avec l'assistance de la Fifa, a entamé des investigations préliminaires contre ces individus afin d'établir leur implication, s'il y en a une, dans ces manipulations de matches", a déclaré le secrétaire général de la FKF Barry Otieno dans un communiqué. En mai, la Fifa avait annoncé la relégation de première division nationale du Zoo Kericho, club majeur du football kényan impliqué dans des matches truqués. Barry Otieno a précisé que la fédération restait confiante dans l'intégrité de la Premier League kényane.

FOOTBALL

La justice annule les décisions de l'UEFA concernant la Super League

La Cour Européenne de Justice de Luxembourg a rejeté l'appel de l'UEFA qui avait été "contrainte" de suspendre ses procédures entamées à l'encontre des fondateurs de la Super League de football, dont Barcelone, la Juventus et le Real Madrid, ont annoncé ces trois clubs dans un communiqué commun vendredi.

La Cour, qui devra statuer sur la position monopolistique de l'UEFA, ordonne à l'Union européenne de football, avec effet immédiat, de mettre fin aux poursuites à l'encontre des initiateurs de la Super League européenne, et de mettre un terme aux procédures disciplinaires entamées.

En clair, la Cour enjoint l'UEFA à ne pas prononcer de sanctions envers les deux clubs espagnols et la Juve, et à retirer les amendes infligées aux neuf clubs fondateurs.

Les trois clubs ajoutent que la Cour a

adressé un avertissement à l'UEFA que le non-respect de sa décision entraînera des amendes et une responsabilité pénale potentielle. Sur le fond, l'affaire sera traitée par cette Cour de justice européenne à Luxembourg, qui examinera la position monopolistique de l'UEFA sur le football européen.

Le Barça, le Real et la Juve ont confirmé dans le communiqué leur volonté de poursuivre leur projet de création d'une Super League, en collaboration avec les différents acteurs du football: les supporters, les joueurs, les entraîneurs, les clubs, les ligues et les institutions nationales et internationales, au travers d'un dialogue et d'un consensus. "Nous restons confiants dans le succès de ce projet qui a toujours été pensé dans le respect du droit européen", ponctue le communiqué.

En mai dernier, la Commission d'appel

de l'UEFA avait décidé de suspendre "jusqu'à nouvel ordre" la procédure disciplinaire engagée contre le Real Madrid, le FC Barcelone et la Juventus Turin, sous la pression d'une injonction prononcée fin avril par un tribunal de Madrid qui avait interdit à l'organisation ainsi qu'à la Fifa de sévir contre ce potentiel projet concurrent de la Ligue des champions tant que le conflit n'aurait pas été tranché sur le fond.

Après 48 heures de polémique, qui avait suscité l'opposition de supporters, instances et joueurs, neuf des douze clubs fondateurs s'étaient retirés, dont Chelsea et Manchester City, finalistes de la dernière Ligue des Champions, en reconnaissant avoir commis "une erreur".

L'UEFA les avait sanctionnés d'une amende légère, les rebelles acceptant de verser ensemble 15 millions d'euros et de renoncer à 5% de leur manne européenne

pour une saison. Les six clubs anglais impliqués avaient aussi conclu un accord financier avec leur championnat national, la puissante Premier League, d'un montant total de 25 millions d'euros, ont rapporté mercredi les médias britanniques.

L'organisation basée à Nyon avait mis en pause le volet disciplinaire contre les trois derniers clubs rebelles en attendant l'issue des débats judiciaires, d'autant plus complexes que le tribunal de Madrid avait dans l'intervalle saisi la Cour européenne de justice. L'enjeu, crucial pour la gouvernance du sport européen et le monopole revendiqué par les instances, est de savoir si l'UEFA "abuse de sa position dominante", donc enfreint le droit de la concurrence, en protégeant ainsi ses compétitions. L'instance présidée par Aleksander Ceferin menaçait le Real, le Barça et la Juventus d'être exclues des compétitions européennes.

TOTTENHAM : JOE HART SUR LE DÉPART ?

Doubleur d'Hugo Lloris l'an dernier, Joe Hart, relégué numéro 3 dans la hiérarchie, pourrait quitter Tottenham prochainement. La valse des gardiens commence du côté de Tottenham ! Alors que les Spurs ont officialisé récemment la venue de Pierluigi Gollini en provenance de l'Atalanta, le portier italien devrait apporter une grosse concurrence à Hugo Lloris l'an prochain dans les buts londoniens. Par conséquent, Joe Hart, doubleur du Français l'an dernier, serait relégué numéro 3 dans la hiérarchie. Une position qui inciterait l'ancien joueur de Manchester City à quitter le nord de Londres cet été. Sky Sports indique en effet que le Celtic Glasgow a ouvert des discussions avec Tottenham afin de racheter la dernière année de contrat du dernier rempart britannique. Pour rappel, le portier de 34 ans est sous contrat jusqu'en 2022 avec les Spurs. Affaire à suivre.



MANCHESTER CITY VEUT PROLONGER EDERSON

Manchester City veut assurer son poste de gardien de but pour de nombreuses années encore. Déjà sous contrat jusqu'en 2025 avec les Citizens, Ederson (27 ans, 48 matchs toutes compétitions pour la saison 2020-2021) devrait se voir proposer une nouvelle prolongation de contrat.

D'après les informations de The Athletic, les dirigeants manuciniens veulent offrir un nouveau contrat de trois années supplémentaires à son portier, soit jusqu'en 2028. Le média ajoute que City devrait également entamer des négociations pour étendre les bails de John Stones, Phil Foden et Ruben Dias.

GRIEZMANN, LA GRANDE DÉCISION !

Malgré l'intérêt de l'Atletico Madrid et un certain embouteillage aux avant-postes, Antoine Griezmann est décidé à poursuivre l'aventure au Barça et prêt à un gros sacrifice.

Nouveau rebondissement dans le feuilleton Griezmann. Depuis plusieurs semaines, l'avenir du champion du monde tricolore semblait en effet s'écrire loin de Barcelone. Contraint de réduire massivement sa masse salariale afin de permettre la prolongation de contrat de Lionel Messi, le Barça avait du départ du Français l'une des priorités de son mercato. Les dirigeants barcelonais s'activaient en ce sens et avaient notamment discuté d'un échange avec l'Atletico Madrid, Manchester City et la Juventus Turin. Sans grande réussite. Mais face à ce constat d'échec, les Blaugrana semblent avoir changé leur fusil d'épaulé. Le club catalan entend en effet désormais conserver le Mâconnais mais à condition qu'il consente une substantielle diminution de salaire. Et en croire Fabrizio Romano, ce scénario est en passe de convaincre le Français qui serait effectivement prêt à diminuer ses émoluments pour poursuivre en Catalogne. Si cette baisse de salaire ne suffira évidemment pas au Barça pour rester dans les clous fixés par la Ligue, elle pourrait avoir valeur d'exemple vis-à-vis des autres joueurs catalans. Et ce alors que Lionel Messi a déjà accepté de diviser son salaire par deux pour prolonger. Si ce scénario se confirme, Antoine Griezmann n'est pas pour autant au bout de ses peines. L'ancien Madrilène, qui sort d'une nouvelle saison en demi-teinte malgré un mieux évident, avec à la clé 13 buts et 7 passes décisives, devra en effet composer avec une concurrence renforcée. Le secteur offensif du Barça a enregistré deux renforts : Memphis Depay et Sergio Agüero, mais également un retour, celui d'Ansu Fati. Les places seront très chères aux côtés de Lionel Messi.

Jesse Lingard plaît à Simeone

Totalement métamorphosé par son prêt à West Ham, Jesse Lingard ferait partie des priorités de l'Atletico Madrid pour la saison prochaine. Véritable flop à Manchester United et devenu célèbre pour son bilan de 0 but et 0 passe décisive avec les Red Devils en 2019, Jesse Lingard s'est totalement relancé la saison dernière en prêt à West Ham. Auteur de 9 buts et 4 passes décisives en 16 matchs de Premier League, il a permis aux Hammers d'accrocher la 6e place du championnat, qualificative pour la Ligue Europa Conférence. Mais avec l'arrivée imminente de Jadon Sancho, son temps de jeu à Manchester United risque encore d'être famélique. Plusieurs clubs sont en concurrence pour s'offrir ses services cet été, dont West Ham et l'Atletico Madrid à en croire les informations du Daily Mail. Champions d'Espagne la saison dernière, les Colchoneros ont déjà recruté l'Argentin Rodrigo De Paul. Reste à savoir si Jesse Lingard - évalué à environ 22 millions d'euros - sera intéressé à l'idée de rejoindre les rangs de Diego Simeone la saison prochaine.



JUVENTUS : PJACA FILE AU TORINO

Marko Pjaca quitte de nouveau la Juventus Turin. Le milieu offensif croate s'est engagé mercredi avec un club de Serie A. Le footballeur de 26 ans est prêté jusqu'à la fin de la saison 2021-2022 au Torino. Le club piémontais dispose d'une option d'achat pour un montant qui n'a pas été communiqué. Acheté par la Vieille Dame durant l'été 2016 pour la somme de 23 millions d'euros, l'ancien joueur du Dinamo Zagreb n'entraîne pas dans les plans du nouvel entraîneur Massimiliano Allegri. Sous contrat jusqu'en juin 2023 avec les Bianconeri, le natif de Zagreb était prêt la saison dernière au Genoa, disputant avec les Rossoneri 38 matchs toutes compétitions confondues pour 35 rencontres de Serie A (3 buts).

Prolongation imminente pour Dani Carvajal

L'Espagnol est en train de finaliser les derniers détails de sa prolongation de contrat avec le club madrilène. Pour le moment lié avec le Real jusqu'en 2022, le défenseur va bientôt prolonger, affirme la presse. L'officialisation de la nouvelle pour le joueur de 29 ans va tomber dans les prochaines heures. Le quotidien AS affirme qu'il sera prolongé de trois ans, jusqu'en 2025, tandis que la Cope parle elle de deux années supplémentaires, jusqu'en 2024. Avec cette prolongation, le Real ferme définitivement les chapitres des joueurs dont les contrats se terminent en 2022. Isco et Marcelo sont aussi dans ce cas de figure, mais ne se verront pas proposer un renouvellement de contrat. Dani est le seul des trois à disposer d'un statut d'incouachable à son poste, et ce malgré les nombreux soucis physiques dont a souffert l'Espagnol ces derniers mois.

ALGÉRIE - TURQUIE

Le Président Tebboune reçoit un appel téléphonique de son homologue turc

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a reçu mercredi soir un appel téléphonique de son frère, M. Recep Tayyip Erdogan, président de la République de Turquie, a-t-on appris de la Présidence de la République. "La communication téléphonique a permis d'aborder l'état des relations bilatérales entre les deux pays et la situation qui prévaut dans la région", précise la même source.



ALGÉRIE - LIBYE

L'Algérie disposée à soutenir la Libye dans la résolution de certains problèmes soulevés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a réitéré mercredi à Alger la disposition de l'Algérie à apporter aide et assistance à la Libye, pays frère, dans la "résolution de certains problèmes soulevés". Dans une déclaration à la presse au terme de l'audience qu'il a accordée au président du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Younes El-Menfi, le Président Tebboune a fait état de nombreuses décisions convenues lors de cette rencontre, des décisions qui pourraient, a-t-il dit, concourir à la résolution de certains problèmes auxquels se heurte la Libye, pays frère. Affirmant que l'Algérie "est à la disposition de la Libye", le président de la République a souligné "Nous n'avons aucune ambition ni vision hormis celle que les Libyens ont pour leur pays". Et d'assurer que l'Algérie "attendra la décision que prendront les

frères libyens concernant la situation dans leur pays", soutenant, à cet égard, "nous sommes d'accord avec eux". Le Président Tebboune a rappelé, par la même occasion, la position initiale de l'Algérie vis-à-vis de la situation dans ce pays voisin, affirmant que cette position est "acceptée actuellement au niveau international". Elle stipule, poursuit le chef de l'Etat, que la "solution définitive à la crise en Libye est la tenue d'élections confédérées par le Conseil national et au Président".

Il a préconisé, dans ce sens, l'organisation d'une "double élection parlementaire et présidentielle en même temps", réaffirmant la disposition de l'Algérie à aider les Libyens "à faire entendre la voix de leur pays". Pour sa part, le président du Conseil présidentiel libyen a salué l'accueil chaleureux qui lui a été réservé par le président

de la République, et a adressé ses remerciements à l'Algérie, "Gouvernement et peuple". Il a en outre mis en exergue "l'histoire et les valeurs communes unissant les deux pays", rappelant la souffrance du peuple libyen afin de préserver l'intégrité de son pays.

S'agissant du "soutien absolu" exprimé par le Président Tebboune lors de cette rencontre, M. El-Menfi a précisé "nous sommes ravis du plein soutien exprimé par le président de la République en faveur de nos démarches pour parvenir à des élections parlementaires et présidentielles permettant au peuple libyen de choisir ses représentants pour la période à venir". Par ailleurs, le responsable libyen a indiqué que cette rencontre avait permis d'examiner d'autres questions d'intérêt commun, notamment "la sécurité dans le Sud libyen, qui fait également partie de la sécurité com-

mune des deux pays", ajoutant que "le Président Tebboune a appelé à apporter un soutien absolu aux Libyens". La rencontre a permis entre autres d'évoquer "des aspects techniques" liés à l'ouverture des postes frontaliers, a fait savoir le président du Conseil présidentiel libyen, mettant l'accent sur "l'importance de cette question pour les Libyens". "La rencontre a porté sur les acquis jusque là réalisés, à savoir la réunification des institutions, notamment l'institution militaire et le cessez-le-feu", a-t-il poursuivi. "Nous espérons établir une coopération technique algéro-libyenne ainsi qu'une coopération sécuritaire bilatérale", a indiqué M. El-Menfi, affirmant que son pays "à de tout temps été conscient de l'appui permanent de l'Algérie au peuple libyen et ses positions, chose que le Président Tebboune a réaffirmé".

ALGÉRIE SOUDAN

Lamamra en visite à Khartoum pour des discussions avec les hautes autorités soudanaises

En qualité d'Envoyé Spécial du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ramtane Lamamra, a entamé vendredi une visite de travail de deux jours au Soudan, avec au menu plusieurs rencontres avec les hautes autorités du pays. Arrivé ce matin à Khartoum, Lamamra a été accueilli à l'aéroport international par son homologue soudanais, Mme Mariam Sadek al-Mahdi, avec qui il a eu des échanges préliminaires en prélude de leur séance de travail et de ses rencontres avec les Hautes Autorités du pays, le Président du Conseil de Souveraineté, le Général Abdel Fattah Al-Burhan, ainsi que le Premier-ministre Abdallah Hamdok. Cette visite s'inscrit dans le cadre des efforts conjoints des deux pays visant à redynamiser la coopération bilatérale dans tous les domaines et à consolider davantage la tradition de concertation et de coordination sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, en particulier les tensions prévalant dans la Corne de l'Afrique. Par ailleurs, en marge des activités officielles entrant dans le cadre de son séjour à Khartoum, le ministre des Affaires étrangères a reçu la Secrétaire générale adjointe des Nations Unies en charge des Affaires Politiques et de la Consolidation de la Paix, Mme Rosamary DiCarlo, également en visite à Khartoum.

L'entretien a porté sur la coopération entre l'Algérie et l'ONU dans la promotion des solutions politiques et pacifiques aux crises et conflits qui affectent la paix et la sécurité notamment au sein de la région du Maghreb, de l'espace sahélo-saharien, en Afrique et dans le monde arabe.

DESSALEMENT D'EAU DE MER Nouveau plan d'urgence pour doter chaque wilaya côtière d'une station

Un nouveau plan d'urgence permettant de doter l'ensemble des wilayas côtières d'une station de dessalement d'eau de mer (SDEM) est en préparation, a indiqué jeudi à Alger le ministre des Energies et des Mines, Mohamed Arkab.

Intervenant en marge de la cérémonie de signature de lettres d'engagement entre deux filiales de "Sonatrach" (AEC et GCB) avec la société "Cosider canalisation", pour la réalisation de trois SDEM à l'Est d'Alger d'une capacité globale de 150.000 m3/j, dans le cadre d'un premier plan d'urgence, M. Arkab a annoncé qu'un nouveau plan d'urgence est "en préparation" sur instruction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune. Ce plan prévoit, dans sa première phase, la réalisation d'une SDEM d'une capacité de 250.000 m3/j dans la capitale (Alger-Ouest), une autre à Cap Djenat (400.000 m3/j), et la troisième station à El Tarf (250.000 m3/j), a précisé le ministre.

D'autres projets "sont en phase d'étude" et concerneront les wilayas d'Oran, Mostaganem, Jijel, Skikda, Béjaïa et Tizi Ouzou, dans le cadre de ce plan, a également révélé M. Arkab, affirmant que "l'objectif est d'implanter une station de dessalement dans chaque wilaya du littoral algérien".

Ces SDEM permettraient de "contribuer à l'alimentation en eau potable des habitants de ces régions et palier à la raréfaction des eaux superficielles induite par les changements climatiques", a-t-il expliqué.

Evoquant les trois projets lancés, ce jeudi, à savoir une SDEM à Bordj El Kiffan, une à El Marsa (Alger-Est) et une autre à Corso (Boumerdes), M. Arkab a insisté sur les compétences des filiales de "Sonatrach" en charge de leur réalisation, soulignant "leur expérience avérée dans ce genre de projets".

Il a par ailleurs, souligné la "coordination totale" avec le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, ainsi qu'avec les wilayas d'Alger et de Boumerdes, notamment pour la mise à disposition "rapide" des assiettes foncières devant les accueillir, permettant

"d'entamer les travaux de réalisation au cours de la première semaine du mois d'août".

Pour sa part, le ministre des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique, Karim Hasni, a indiqué que la mise en service de ces trois SDEM permettra "de réduire de 72% le recours aux eaux superficielles dans la capitale".

M. Hasni a, par ailleurs, annoncé, la réalisation, à moyen terme, de deux grandes SDEM, une à Alger-Est et l'autre à Alger-Ouest, d'une capacité de 300.000 m3/j chacune, ce qui permettra, a-t-il expliqué, "de couvrir à 130% les besoins, assurés actuellement par les eaux superficielles", précisant que les barrages qui alimentent actuellement Alger Est, à l'instar de Taksebt, Koudiat Asserdoune et Kadara seront orientés vers l'alimentation des wilayas de Boumerdes, Tizi-Ouzou, M'sila, Bouira et Médéa. En plus, le barrage de Douéra, qui alimente Alger Ouest, sera orienté vers l'irrigation des terres agricoles, alors que celui de Bouroumi (Blida) servira à alimenter la wilaya de Tipaza et pourra même alimenter la wilaya de Ain Defla, a ajouté M. Hasni.

Affirmant que la stratégie du secteur, à moyen terme, prévoit l'implantation de SDEM dans les 14 wilayas situées sur la bande côtière du pays où se concentre 95% de la population, M. Hasni a expliqué que "ces stations permettront d'alimenter les régions situées à 150 km du littoral, vers l'intérieur du pays, afin d'en faire bénéficier les wilayas des Hauts plateaux".

Pour sa part, le wali d'Alger, Youcef Chorfa, a indiqué que les 150.000 m3/j supplémentaires qu'assureront les futures stations de Bordj El Kiffan, El Marsa et Corso additionnés aux 280.000 m3/j issus des 222 (102 + 120) nouveaux forages réalisés respectivement par le ministère des Ressources en eau et de la Sécurité hydrique et par la wilaya d'Alger (avec l'assistance de Sonatrach et Cosider) et qui seront livrés en totalité au plus tard le 15 septembre, permettront une production moyenne de 1 million m3/j au début de la saison estivale 2022.

TRANSPORT-RÉGLEMENTATION

Transport guidé: les exploitants tenus de contrôler périodiquement les aptitudes physiques et mentales des conducteurs

Les exploitants des systèmes de transport guidé (métro, tramways...) de personnes sont désormais tenus de contrôler périodiquement les aptitudes physiques et mentales du personnel habilité aux activités de conduite et de pilotage, et de lui assurer des formations continues, selon un arrêté publié dans le Journal officiel (JO) n° 58. "L'exploitant d'un système de transport guidé de personnes doit prendre les mesures nécessaires pour que le personnel habilité à l'exercice des tâches de sécurité puisse répondre aux exigences en matière d'aptitudes physiques et mentales et de connaissances professionnelles", est-il indiqué dans cet arrêté du ministère des Transports, signé le 14 juin dernier. Le transport guidé de personnes comprend les métros (automatiques ou non), les véhicules automatiques légers (Val), les tramways, les autobus guidés par caméra optique ou par un système magnétique, les appareils dénommés remontées mécaniques ou transport par câbles et le monorail.

Ainsi, le personnel assurant la tâche de conduite et celle de pilotage (chargé de la gestion quotidienne du trafic au niveau du poste de commandement centralisé), doit être soumis à un contrôle médical périodique de l'aptitude physique et mentale, et ce, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur. "Le personnel exerçant les tâches de sécurité ne doit être sujet à aucune pathologie incompatible avec ses missions, ni de prise de médicament ou de substances susceptibles d'entraîner les mêmes effets relatifs à la perte soudaine de conscience, la baisse d'attention ou de concentration, l'incapacité soudaine, la perte d'équilibre ou de coordination, la limitation significative de mobilité, la baisse de capacité sensorielle, la diminution d'acuité visuelle et les troubles sensitifs", détaille le nouveau texte. En outre, il ne doit, en aucun cas, se trouver sous l'emprise de l'alcool, selon l'arrêté soulignant que durant la visite médicale, le personnel exerçant les tâches de sécurité est

tenu de déclarer toute affection pathologique dont il souffre et toute prise médicamenteuse. Pour ce qui est des conditions d'aptitude mentale minimales, "le personnel exerçant les tâches de sécurité ne doit être sujet à aucune déficience psychologique reconnue, ni de prise de substance psychoactive et en particulier au niveau des aptitudes opérationnelles". Il ne doit pas, notamment, être sujet à aucun facteur affectant sa personnalité, susceptible de compromettre l'accomplissement de ses tâches en toute sécurité.

Par ailleurs, l'exploitant d'un système de transport guidé de personnes doit assurer une formation initiale et continue pour le personnel exerçant les tâches de sécurité. Il est tenu également de mettre à jour son programme de formation en tenant compte, notamment des audits précédents, des retours d'expériences ainsi que des modifications apportées aux règles et procédures, à l'infrastructure et à la technologie.